



IDÉES
ET SI LE BIG BANG
N'AVAIT JAMAIS EU LIEU ?

UKRAINE — L'HIVER DE TOUS LES
DANGERS BIOLOGIE — LA MAGIE
DES CHAMPIGNONS



Courrier international

N° 1668 du 20 au 26 octobre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 8,50 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
3400F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT,
Afrique CFA autres 3500F CFA.

IRAN

LE RÉGIME AU PIED DU MUR

*Plus d'un mois après le début
de la contestation, le pouvoir
des mollahs semble fragilisé.
La peur a changé de camp.
Et après? Les scénarios
de la presse iranienne
indépendante.*

M 03183 - 1668 - F: 4,50 €





Dans le métavers, les étudiants vont apprendre l'histoire en voyageant dans le temps.



Le métavers sera bénéfique pour l'enseignement, c'est pourquoi nous contribuons à son développement. Les cours virtuels permettront aux étudiants de découvrir la Rome antique comme s'ils y étaient.

**Même si le métavers est virtuel,
son impact sera réel.**

Pour en savoir plus : meta.com/MetaverseImpact/FR



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Iran : le régime au pied du mur

“Quand vous lirez ces lignes, je serai peut-être en prison. Cela peut m’arriver n’importe quand, comme c’est arrivé à tant de mes amis, hommes et femmes.

Chaque fois que nous descendons dans la rue pour nous joindre aux manifestations, nous savons que nous vivons peut-être notre dernier jour de liberté.”

Ces lignes ont été écrites par une journaliste iranienne (contrainte à l’anonymat) qui raconte dans **The Sunday Times** comment en Iran, au fil des semaines, la peur a changé de camp. “Le courage est contagieux, il nous contamine un par un”, dit-elle. Tout son témoignage est empreint d’une force incroyable.

Un mois après le début de la contestation, malgré la répression, la révolte ne faiblit

pas, et on sent bien, à la lecture de la presse étrangère, qu’il y a quelque chose de différent dans ce mouvement par rapport à ceux qui l’ont précédé, en 1999, 2009 ou encore 2019. Pour la première fois depuis quarante-trois ans et l’arrivée au pouvoir de l’ayatollah Khomeyni, la République islamique semble ébranlée dans ses fondements. Le régime est-il menacé pour autant ? On n’en est pas encore là, même si la question se pose à plus long terme, à en croire la presse iranienne indépendante, que nous avons choisi de laisser s’exprimer presque exclusivement dans ce dossier (à l’exception du témoignage cité plus haut). C’est un vrai choix. Nous voulions faire entendre en priorité la voix des Iraniens, pour tenter de comprendre ce qui est en jeu depuis le 16 septembre et la mort de Mahsa Amini.

Comment la situation peut-elle évoluer ? Tous les articles que nous avons traduits dans ce dossier, du persan ou de

l’anglais (les médias indépendants iraniens étant pour la plupart installés à l’étranger), s’accordent sur un point : quelque chose a changé, irrémédiablement, dans la société iranienne. Le régime des mollahs ne peut pas le réfuter. Parce que ce mouvement de protestation est un mouvement de fond, “qu’il ne s’est pas limité à une ville, à un quartier ou à une rue, ce qui le rend d’autant plus difficile à réprimer”, explique **IranWire**. Parce qu’il est porté par des femmes, de tous les horizons et de tous les âges, que des hommes les soutiennent, et surtout parce que des jeunes, très nombreux, participent au soulèvement. “La génération Z d’Iran n’est pas une génération comme les autres, souligne la chaîne en langue persane **Iran International**. Les impitoyables forces de sécurité du pays l’ont compris dès qu’elles ont posé le pied dans les rues transformées en champs de bataille. C’est la première génération d’Iraniens qui non seulement n’a pas peur

de faire face aux forces de sécurité, mais encore qui riposte après chaque attaque.” Les manifestants n’ont plus peur et c’est cela qui donne à cette mobilisation un aspect inédit. “Les protestataires sont galvanisés par la certitude que la République islamique est proche de sa fin”, analyse **IranWire**. Plus nuancé, le média indépendant **Zeitoons** évoque, dans un article que nous avons traduit du persan, trois scénarios pour l’après : le régime se maintient, à condition de procéder à de profondes réformes ; une transition politique comme en 1979 est également possible, écrit le webzine ; dernière option, la plus sombre, une guerre civile éclate. “Si la répression sévit davantage, le scénario le plus coûteux (guerre civile) risque d’être inéluctable”, s’inquiète **Zeitoons**. Ce qui est sûr, c’est que les Iraniens ne peuvent compter que sur eux-mêmes (et sur la diaspora qui s’est largement mobilisée et continue de le faire). **The National**, quotidien d’Abou

Dhabi, dénonce ainsi un silence complice de l’Occident, trop occupé à ménager le désormais très hypothétique accord sur le nucléaire iranien. Même silence gêné parmi les pays arabes, certains ne cachant pourtant pas leur hostilité envers Téhéran. Ce que redoutent les autocrates du Moyen-Orient ? Un nouveau “printemps arabe” et une contagion démocratique qui les menacerait. La démocratie, la journaliste iranienne qui témoigne dans le **Sunday Times** veut pourtant y croire : “Cette lutte, ce combat n’appartient qu’à nous. Pour la première fois, je sens un vent d’espoir souffler en Iran. Je sais que nous gagnerons. Peut-être pas aujourd’hui ni demain. Mais ce que nous avons lancé, rien ne pourra plus l’arrêter.” Un texte à lire absolument.

En couverture :

Iran : dessin de **Morten Morland** paru dans le **Times**, Londres.

Cosmologie : photos **Nasa**, **ESA**, **CSA**, **STSCI**



Sommaire



PHOTOS NASA, ESA, CSA, STSCI

360°

p.54

Et si le Big Bang n’avait jamais eu lieu ?

Le télescope spatial James Webb tente de repérer le point d’où l’Univers aurait surgi. Mais comme l’explique **Ha’Aretz**, le Big Bang n’est pas le seul modèle possible pour expliquer notre Univers, qui pourrait ne pas avoir d’origine.

UKRAINE p.12

S’armer pour l’hiver

Malgré les injonctions réitérées de Moscou, les États-Unis et d’autres pays redoublent d’efforts pour fournir à Kiev davantage d’armes. Mais cette aide et les avancées de l’armée ukrainienne rendent aussi la menace nucléaire plus réelle.

FRANCE p.20

Le carburant, matière très inflammable

Le gouvernement a réquisitionné le personnel pour débloquer des dépôts de carburant bloqués par la grève. Dans le pays, l’agacement monte, constate le **Spiegel**.

SCIENCES p.40

Tous les champignons sont magiques

On en sait encore peu sur ces organismes qui forment un règne à part entière, souligne le **New York Times**. Certains pourraient être de précieux alliés dans la lutte contre le dérèglement climatique.



PHOTOS TOMÁS MUNIÑA/THE NEW YORK TIMES

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha’Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Cambio** (cambiocolumbia.com) Bogotá, en ligne.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Domani** Rome, quotidien. **Gandhara** (gandhara.rferl.org) Kaboul, en ligne.
- Hindustan Times** New Delhi, quotidien.
- Iran International** (iranintl.com) Londres, en ligne. **IranWire** (iranwire.com) Londres, en ligne. **Kommersant** Moscou, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- The National** Abou Dhabi, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire.
- The Straits Times** Singapour, quotidien.
- The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.
- Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **The Wall Street Journal** New York, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien. **Zeitoons** (zeitoons.com) États-Unis, en ligne.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Chine.** Un nouveau Grand Timonier
10. **Controverse.** Climat : des actions coups-de-poing se justifient-elles ?

D'un continent à l'autre

12. **Ukraine.** S'armer pour l'hiver
18. **Allemagne.** Coblenz, un phare dans la crise énergétique
20. **France.** Le carburant, matière très inflammable
22. **États-Unis.** Les milices d'extrême droite nuisent toujours
24. **Colombie.** En finir avec la guerre contre la drogue
26. **Afghanistan.** Une irréparable fuite des cerveaux
27. **Pakistan.** Ces taupes modèles qui piègent les soldats indiens
28. **Rwanda.** Le golf, un sport hautement politique
30. **Moyen-Orient.** Accord historique entre le Liban et Israël

À la une

32. **Iran.** Le régime au pied du mur

Transversales

40. **Sciences.** Tous les champignons sont magiques
42. **Économie.** Et si l'industrie européenne se délocalisait aux États-Unis ?
360°
54. **Cosmologie.** Et si le Big Bang n'avait jamais eu lieu ?
58. **Cinéma.** La réalité parallèle de Tarik Saleh
60. **Sport.** La crosse, fierté amérindienne
62. **Histoire.** Le mythe de Colditz



SUR NOTRE SITE

Iran. L'épreuve de force

Manifestations, répression... Comment la crise en Iran va-t-elle évoluer ? Suivez toute l'actualité et les analyses de la presse étrangère sur notre site.

Reportage. Grâce à la pénurie, la France réinvente sa moutarde

De mauvaises récoltes au Canada et la guerre en Ukraine ont vidé les rayons français de leurs pots de moutarde. Une situation dont les producteurs locaux pourraient tirer profit en réorganisant leurs cultures, suggère **The Christian Science Monitor**.

Podcast. "Six pieds sur Terre" : l'appel de la forêt

Vitales pour notre planète et pour nous, les forêts disparaissent peu à peu. Comment protéger ce grand organisme naturel ? Comment le gérer ? Pour ce premier épisode de notre nouvelle série "L'appel de la forêt", nous avons invité l'ingénieur forestier suisse Ernst Zürcher à nous présenter la forêt et ses richesses.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre. Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres géographiques et économiques ? Faut-il encore faire des enfants ? Les réponses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directeur, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directeur : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Octobre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkovsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signal, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bêlécel (chef de service informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethou (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Douvout (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : MAURY, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Mélina Bourgoïn, Enzo Cailléon, Anne-Françoise Cochet, Elisabetta Di Matteo, Jeanne Fourneau, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Servan Le Janne, Astrid Mouget, Florent Normand, Maëlys Sour, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Président Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Stevee Dublin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dublin (stevee.dublin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Duce Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 31), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassort 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service Abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H3E 7K1, Canada.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.
Eutrophications : 100-0,3089 kg/tonne de papier.
Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO004

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. Vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles communiquées à l'occasion de la souscription de votre abonnement pour les besoins de votre commande et de la relation client. Sauf opposition de votre part, votre adresse postale pourra être utilisée pour des actions marketing de la part de Courrier international ou de ses partenaires.
 Je m'oppose à l'utilisation de mon adresse postale à des fins marketing. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles>, ou écrivez à notre délégué à la protection des données, 67-69 avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Une voiture fun,
accessible
et faite pour durer,
ça ne vous rappelle rien ?



Véritable icône, la 2 CV a été notre inspiration pour concevoir notre concept car électrique Citroën **oli** [all-è]. Pratique, accessible et facile à réparer : voilà un ADN qui a déjà fait ses preuves. Découvrez comment sur citroen.fr



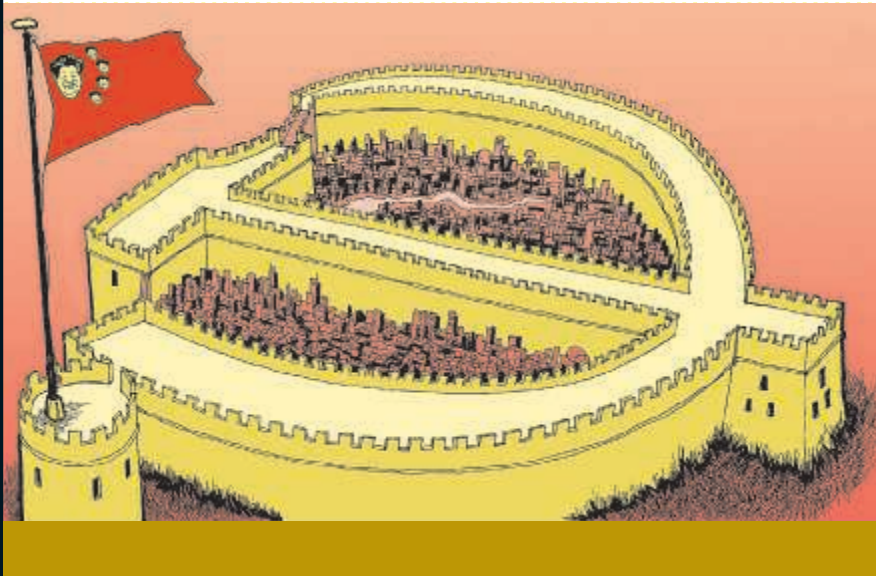
CITROËN

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer

7 jours dans le monde

Chine. Un nouveau Grand Timonier

Lors de l'ouverture du 20^e Congrès du Parti communiste chinois, Xi Jinping a égrené les menaces qui guetteraient le pays. Une façon de faire comprendre que celui-ci a besoin d'un dirigeant à poigne, commente ce journal de Singapour.



—The Straits Times Singapour

Dans le rapport politique qu'il a présenté lors de l'ouverture du 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC) [le 16 octobre], le président Xi Jinping a avancé des arguments à foison pour justifier qu'on lui attribue un troisième mandat de cinq ans, un fait exceptionnel. Il n'a eu aucun scrupule à se décerner un satisfecit, ainsi qu'à son parti, pour le beau travail accompli au cours de ses dix années au pouvoir, que ce soit en matière d'économie et d'environnement, de lutte contre le Covid-19 et contre la corruption, de modernisation de l'armée et de sinisation du marxisme, et enfin pour avoir permis au pays de passer de la pauvreté à une certaine prospérité.

Cependant, il est clair également qu'il a voulu placer les Chinois en mode "état de crise", en leur brochant le tableau d'un monde extérieur dangereux et instable, qui prend la Chine pour cible. Une façon déguisée de leur faire comprendre que le pays a besoin d'un dirigeant à poigne, qui mettra la sécurité au premier rang des priorités et saura les piloter sur les mers agitées. Dans le texte complet de sa déclaration, Xi Jinping n'hésite pas à déclarer un pays confronté à "des changements radicaux sur la scène internationale, avec notamment des tentatives extérieures

pour faire chanter la Chine, endiguer son action, la soumettre à un blocus et exercer sur elle une pression maximale".

La Chine a "affiché un esprit combatif et sa ferme détermination à ne jamais céder face à un pouvoir coercitif", indique-t-il dans ce rapport de 72 pages. Le parti a conduit le peuple à résoudre des problèmes "restés longtemps irrésolus" et enregistré des réussites dans de nombreux domaines, souligne le président.

"Xi Jinping a complètement abandonné l'idée d'instaurer un 'nouveau type de relations entre grandes puissances' et préfère souligner la nécessité pour la Chine de renforcer ses liens avec le Sud global par le biais de l'Initiative pour le développement mondial et de l'Initiative pour la sécurité mondiale", estime Yu Jie, chargée de recherches à l'institut politique Chatham House, à Londres.

La chercheuse fait là référence au schéma mis en avant jadis par Xi Jinping, qui faisait la part belle au dialogue, au respect mutuel et à la coopération avec les États-Unis, et à deux initiatives chinoises plus récentes. "Cela témoigne de la prise de conscience par Pékin que ses relations tendues avec l'Occident sont bien parties pour durer, sans perspective d'amélioration à court terme."

La sécurité est le fil conducteur de toute une série d'éléments exposés dans son discours de près de deux heures : de la



politique intérieure à l'idéologie politique, en passant par les technologies clés, les sources d'alimentation, l'intégrité territoriale, la capacité militaire, les chaînes d'approvisionnement, la santé et les soins, les emplois et les revenus, ainsi que le changement climatique.

Selon le professeur associé Li Mingjiang, de la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS), à Singapour : "On devrait continuer à voir le contrôle politique et idéologique perdurer en Chine dans les années à venir." "Et le modus operandi actuel avec la direction du Parti, qui non seulement est présente, mais joue un rôle dominant dans tout, tous les secteurs et toutes les situations, va se poursuivre", ajoute-t-il.

Le leader suprême Deng Xiaoping avait fait de l'édification économique la tâche centrale du PCC. C'est resté le cas sous les ères Jiang Zemin et Hu Jintao, ainsi qu'au cours des dix années au pouvoir de Xi Jinping [depuis 2012]. Jiang Zemin et Hu Jintao ont pris leur retraite après avoir été à la tête du parti pendant respectivement treize et dix ans, en vertu d'une règle tacite concernant le départ en retraite des hauts dirigeants.

"Désormais, il va s'agir de faire de la Chine un grand pays socialiste moderne. L'ère Xi Jinping est vraiment arrivée", affirme un fin connaisseur des rouages du parti, qui ajoute : "La Chine et le PCC ne peuvent se passer de Xi. On a besoin de lui pour atteindre l'objectif du second centenaire."

Les objectifs des deux centennaires sont des objectifs à moyen et à long terme lancés par Xi Jinping, qui s'inscrivent dans sa volonté de faire se réaliser le "rêve chinois". Le premier – faire de la Chine un pays assez aisé – a été déclaré atteint en 2021, à l'occasion du centenaire de la fondation du Parti communiste. Le second – que la Chine parvienne au rang de pays socialiste fort et moderne – est fixé à 2049, date du centenaire de la fondation de la République populaire de Chine.

—Tan Dawn Wei, Benjamin Lim Kang
Publié le 17 octobre

SOURCE



THE STRAITS TIMES
Singapour, Singapour
Quotidien, 380 000 ex.
straitstimes.com

Fondé en 1845, le Straits Times est le quotidien le plus lu de la cité-État. Journal anglophone de référence en Asie du Sud-Est, il adopte des positions proches du gouvernement singapourien mais offre de bonnes analyses sur tous les pays voisins.

À la une



"MODERNISATION À LA CHINOISE"

À la une du quotidien pékinois Xingjing Bao, Xi Jinping apparaît en pleine page, photographié lors de son discours à l'ouverture du 20^e Congrès du Parti communiste chinois, le 16 octobre. "Par une modernisation à la chinoise, promouvons la grande renaissance de la nation chinoise", peut-on lire en caractères rouges, en rappel d'un des thèmes centraux développés par le secrétaire général. Si ce traitement visuel des grands-messes du régime chinois est classique dans la presse officielle, il est plus frappant de la part d'un journal créé à l'origine par la presse libérale cantonaise, dans la période d'essor des médias chinois du début des années 2000.



TAÏWAN EN POINT DE MIRE

À Taïwan, le Lienhepao montre au contraire un Xi Jinping de taille normale, entrant sous les applaudissements de la vieille garde alignée dans les premiers rangs de l'assemblée. Le quotidien remarque d'abord dans le discours prononcé par Xi le fait qu'il "n'a pas promis de ne pas avoir recours à la force". Ce qui était malgré tout assez peu probable : il se dit prêt à l'utiliser "si nécessaire" depuis plusieurs années. Mais l'arrière-plan diplomatique de cette position a été exacerbé ces derniers temps et Xi a "insisté sur la lutte contre l'indépendantisme et l'interférence étrangère pour maîtriser l'initiative quant à la situation dans le détroit de Taïwan", souligne le quotidien.

Coup de grisou



TURQUIE —

Le 14 octobre, une explosion dans une mine de la province de Bartın a fait 41 morts. “Une négligence à 350 mètres ?” se demande en une le quotidien **Hürriyet** deux jours plus tard. Ce drame a ravivé les plaies d’une catastrophe similaire survenue à Soma en 2014, lorsque 301 mineurs avaient trouvé la mort. Les deux fois, le président Recep Tayyip Erdoğan s’est contenté de parler de “destin”. Pourtant, l’entreprise exploitant la mine de Bartın avait été condamnée pour non-respect des règles de sécurité. Et, en 2017 et 2019, des inspections avaient mis en évidence les risques élevés d’un coup de grisou.

Sortie de crise?

IRAK — Est-ce la fin des tensions politiques, qui durent depuis les élections anticipées d’octobre 2021, entre le leader chiite Moqtada Al-Sadr et les factions pro-Téhéran ? Le 13 octobre, le pays est enfin sorti de sa longue paralysie institutionnelle. Le Parlement réuni à Bagdad a élu un nouveau président “après avoir échoué à le faire à trois reprises” depuis les législatives, écrit le site kurde **Rudaw**. Abdel Latif Rachid l’a emporté face au président sortant, Barham Saleh, et a chargé Mohamed Chia Al-Soudani de former le gouvernement. “Il revient à cet homme issu de la classe politique traditionnelle la tâche difficile de tenir la barre dans un climat de profond clivage”, écrit le site indépendant **Al-Alam Al-Jadid**.

Crues mortelles

NIGERIA — Au 16 octobre, des inondations ont fait 603 morts et près de 2500 blessés, rapporte **Blueprint** en citant le bilan des autorités. Depuis juin, plus de 2,5 millions de personnes ont été touchées, et parmi elles, 1,3 million de personnes ont été déplacées. Si les pluies diluviennes sont habituelles à cette période de l’année, l’ampleur des inondations surprend : 27 des 36 États nigériens sont touchés. Comme à chaque fois, déplore **The Guardian** depuis Lagos, les autorités, plutôt que leur propre impréparation, invoquent “des rivières locales qui débordent, des précipitations inhabituelles et le rejet d’eau en excès du barrage de Lagdo, dans le nord du Cameroun voisin”.

Le sacre de l’“alchimiste”



FOOTBALL —

“De justice et d’or” : **Marca** résume ainsi, en une de son édition du 18 octobre, la remise du Ballon d’or 2022 masculin et féminin, la veille, à Alexia Putellas, la milieu offensive espagnole du FC Barcelone et à Karim Benzema. Pour le quotidien sportif madrilène, le sacre de l’avant-centre et capitaine du Real Madrid, surnommé l’“alchimiste” – celui qui transforme “la matière ordinaire en or” –, ne souffre aucune contestation.



ROYAUME-UNI

Liz Truss, Première ministre fantôme

Le pays est dirigé par un parti sans leader ni projet, fulmine cette chroniqueuse d’un journal pourtant proche des conservateurs. L’heure de convoquer des élections a sonné.

—The Daily Telegraph (extraits) Londres

Le passé est un pays étranger, on fait les choses différemment là-bas”, écrivait l’auteur anglais L.P. Hartley en 1953. En fait, c’est le présent qui est devenu un pays étranger et nous y avons manifestement fait naufrage. Oubliez la Grande-Bretagne stable, mesurée, raisonnable de naguère, nous sommes devenus l’Europe du Sud. Mais pas en bien.

Plus personne ne gouverne, à part les hommes d’argent – ou les marchés puisque c’est comme ça qu’on doit les appeler. Quand vous lirez ces lignes, la Première ministre aura peut-être rendu son dernier souffle politique. De honte.

Il est hors de question de tolérer un nouveau Premier ministre désigné par les membres du Parti conservateur une fois que Liz Truss sera partie. Une élection est nécessaire. En quelques semaines, Truss a juste réussi à fédérer contre elle le FMI, Joe Biden et la plus grande partie de ses troupes. Elle est finie. Le parti est fini. Ils partent en fumée heure après heure.

Certains réclament le retour de Boris Johnson. D’autres soutiennent qu’il faut se réunir autour d’un candidat d’union. Mais il n’y en a pas, de même qu’il n’y a aucun objectif commun.

Les électeurs sont découragés et ont l’impression très désagréable qu’on tient leur vote pour acquis. Ce n’est même plus un parti politique. Son soi-disant mandat ne tient plus. Personne n’a voté pour cette confusion, pour des loyers plus élevés, pour des factures qui flambent, pour des taux d’intérêt qui montent en flèche.

Chacun tue l’objet de son amour [vers d’Oscar Wilde] et n’importe quel véritable conservateur devrait s’en rendre compte. Le Brexit a sans doute rendu le pays ingouvernable et il est assurément en train de le faire voler en éclats.

Il ne suffit pas de dire que Truss a hérité de l’un des plus lourds passifs de tous les temps. C’est peut-être vrai mais elle a pris le parti de l’aggraver. Pour autant, je ne m’en prends pas qu’à elle seule – ni à

la corruption de Johnson ni à l’instabilité de May (qui, a posteriori, fait figure de paragon de stabilité et de force à côté de Truss). Tout ceci remonte à Cameron [Premier ministre de 2010 à 2016], qui a laissé se tenir le référendum sur le Brexit et laissé faire [son ministre des Finances] George Osborne et son “austérité”, qui visait à appauvrir davantage les plus pauvres du pays. Tous ces “dirigeants” ont contribué à la situation actuelle.

J’ai récemment demandé à plusieurs reprises ce que défendait le Parti conservateur – parce qu’à part rester au pouvoir, on a du mal à le savoir. Qui pourrait aujourd’hui affirmer en toute honnêteté qu’il est compétent et fiable ?

Personne n’a voté pour que nous devenions la risée du monde entier. Dans quelle sorte de démocratie vivons-nous ? Parce qu’on en revient là, au fond. Le gouvernement est censé nous servir et non simplement se maintenir au pouvoir. Nous considérons les pays qui agissent ainsi comme de mauvais États, qui ne rendent pas de comptes à leurs citoyens.

Sans élection, c’est exactement dans un État de ce genre que, d’ici peu, nous vivrons.

—Suzanne Moore

Publié le 18 octobre

Chronologie

SIX SEMAINES DE CHAOS

6 septembre — Les militants conservateurs choisissent Liz Truss pour succéder à Boris Johnson.

23 septembre — Le ministre des Finances, Kwasi Kwarteng, promet 45 milliards de livres de baisses d’impôts et débloque 60 milliards pour lutter contre la crise énergétique. Les marchés s’effondrent, la livre s’effondre.

14 octobre — Liz Truss se sépare de Kwasi Kwarteng, remplacé par Jeremy Hunt.

17 octobre — Jeremy Hunt annule presque toutes les baisses d’impôts annoncées.

5,3

MILLIARDS DE TÉLÉPHONES MOBILES seront mis au rebut cette année. Empilés les uns sur les autres, ils pourraient former une colonne haute de 53 000 kilomètres, note **Cosmos Magazine** le 14 octobre, Journée internationale des déchets électroniques. Le journal s’appuie sur une étude du Forum des déchets issus des équipements électriques et électroniques (WEEE). Selon la **BBC**, 17 % de ces déchets électroniques, riches en métaux précieux, sont recyclés. Les Nations unies visent l’an prochain les 30 %.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE

Le pied de nez de "MBS"



PÉTROLE - C'est le signe d'une "rupture entre deux alliés de longue date", résume **The New York Times**, mais aussi, à sa façon, le dessinateur américain Kal. En juillet, le président Joe Biden a tenté, à contrecœur, un rapprochement avec l'Arabie saoudite et son prince héritier, Mohammed ben Salmane ("MBS"). Mais la récente décision de l'Opep+, emmenée par Riyad, de baisser sa production a eu l'effet d'un camouflet et l'a mis "très en colère". Au point de brandir, le 11 octobre, la menace de représailles. Cette décision pourrait faire flamber les cours du pétrole et, par ricochet, renflouer les caisses de Moscou.

Briders les journalistes télé

QATAR - Des "restrictions très larges" pourraient avoir un "effet fortement dissuasif" sur les équipes de télévision qui s'apprêtent à couvrir le Mondial qui s'ouvre le 20 novembre au Qatar. **The Guardian** rapporte en effet qu'il sera interdit de filmer dans des bâtiments gouvernementaux, les universités, les lieux de culte, les hôpitaux, ainsi que dans les lieux d'habitation et les entreprises privées. C'est surtout l'interdiction de filmer dans les hébergements sans autorisation explicite qui retient l'attention. Car cela englobe les camps des travailleurs migrants, souligne le quotidien britannique. Ces règles constituent un dilemme pour les chaînes qui voudront couvrir l'événement sportif. Ainsi, la BBC n'a "pas dit si elle comptait se plier aux règles d'autorisation de tournage", ou au contraire les mettre à l'épreuve.

S'extraire de la "gadoue"



BURKINA FASO - Deux semaines après son putsch, le capitaine Ibrahim Traoré a été, comme attendu, formellement nommé président de transition le 14 octobre. Ce qui fait dire à **Aujourd'hui au Faso** en dioula sur sa une qu'"IB [surnom d'Ibrahim Traoré] garde le pouvoir" et qu'il a "vingt et un mois pour réussir", soit jusqu'à la prochaine présidentielle prévue pour juillet 2024. Sa principale tâche sera de "dépêtrer la Burkina de la gadoue terroriste, politique, économique et sociale. Une gigantesque tâche qui requiert qu'il soit lucide, ait le discernement et s'entoure d'une équipe compétente."

↑ Joe Biden : "Est-ce que vous pourriez faire un geste sur les prix du gaz? Pour vos amis américains..."
Mohammed ben Salmane : "Oui, bien sûr."
Joe Biden : "Euh, ce n'est pas à ça que je pensais..."
Dessin de Kal paru dans **The Economist**, Londres.

SUÈDE

L'extrême droite a "remporté le gros lot"

Le parti ultranationaliste des Démocrates de Suède n'entre pas dans le gouvernement d'Ulf Kristersson. Pour autant, un accord en fait le "gagnant" de la politique qui sera menée.

Cent soixante-seize voix pour, 173 contre, 0 abstention. Le résultat du vote tenu le 17 octobre au Parlement suédois - pour ou contre l'accession d'Ulf Kristersson au poste de Premier ministre - n'a finalement pas réservé de surprise. Celui qui dirigeait l'opposition dite "bourgeoise" du royaume (les partis de centre droit) depuis fin 2017 succède donc à la sociale-démocrate Magdalena Andersson à la tête du gouvernement. "Chaque député a suivi la ligne de son parti", constatait le quotidien libéral **Dagens Nyheter** après le vote.

Ce n'était pourtant pas gagné d'avance du côté des Libéraux, un des trois membres de la coalition gouvernementale censée désormais diriger le pays pour les quatre ans à venir. En effet, depuis la présentation, le 14 octobre, d'un accord avec l'extrême droite, plusieurs poids lourds libéraux réclamaient la révision du document, qui, d'après eux, contenait trop de concessions, ont relaté plusieurs journaux, dont le conservateur **Svenska Dagbladet**.

L'accord de Tidö, du nom du château où il a été négocié, place l'extrême droite sur un pied d'égalité avec les conservateurs, les chrétiens-démocrates et les libéraux. Lors d'une conférence de presse commune des quatre "partis partenaires", Jimmie Akesson, le chef des Démocrates de Suède (SD), parti ultranationaliste et xénophobe, a admis que sa formation - forte des 20,5% des voix obtenues aux législatives du 11 septembre - aurait préféré siéger au gouvernement. Mais, selon lui, cet accord ne représente rien de moins qu'un "changement de paradigme" à venir en termes de politique migratoire et de lutte contre la criminalité, sujets sur lesquels son parti a bâti sa progression.

Le document de 62 pages, qui fera office de plateforme gouvernementale dans six grands domaines (santé et soins, climat et énergie, criminalité, immigration et intégration, éducation, économie), stipule que l'extrême droite aura une "influence" sur ces dossiers "égale" à celle des partis de la coalition, pointe le tabloïd **Expressen**. De même, certains de ses responsables siégeront dans la structure qui coordonne la politique du

pays au sommet, "la chancellerie gouvernementale", au côté du Premier ministre.

Ainsi l'accent y est-il mis, entre autres, sur l'incitation des réfugiés à rentrer chez eux, la limitation du regroupement familial et du nombre de réfugiés "au niveau le plus bas possible prévu par le droit européen", détaille le **Svenska Dagbladet**. Sont aussi promises une révision du régime de permis de séjour permanent et des règles plus exigeantes en termes d'accueil de la main-d'œuvre non originaire de l'Union européenne.

Toujours selon l'accord, la police aura davantage des mains libres pour, notamment, fouiller des lieux à la recherche d'armes et de drogue, à l'origine de fusillades régulières entre bandes. Les peines encourues par ces criminels seront durcies, les expulsions du pays facilitées, y compris pour "moralité défaillante", s'inquiète **Aftonbladet**, journal proche du Parti social-démocrate, qui a dû céder le pouvoir malgré sa première place au scrutin du 11 septembre.

Au bout du compte, si le gouvernement d'Ulf Kristersson ne comprendra aucun représentant de l'extrême droite, ces derniers "sont les gagnants quant à la politique qui sera menée", souligne **Dagens**

L'extrême droite aura une "influence" sur certains dossiers "égale" à celle des partis de la coalition.

Expressen,
TABLOÏD SUÉDOIS

Nyheter, pour qui ce parti a "remporté le gros lot". "L'accord de Tidö représente plus que ce que les SD n'osaient rêver", renchérit **Expressen** dans un éditorial.

"Le nouveau gouvernement sera l'otage des Démocrates de Suède", anticipe **Aftonbladet**. Le parti de Jimmie Akesson monnaiera en effet chèrement le soutien de ses 73 députés au Parlement (sur un total de 349). Pour le moment, les SD font preuve de bonne volonté, mais, s'interroge ce journal, "que se passera-t-il lorsque les temps deviendront plus durs et que l'insatisfaction des électeurs d'Akesson grandira?"

— **Courrier international**



La recette pour faire des économies

Pack
Livebox Fibre
+
Forfait mobile 80 Go

29 €98
/mois

pendant 12 mois
puis 66,98 €/mois

pour les nouveaux clients

0 801 90 82 38

Service & appel
gratuits

du lundi au samedi de 8h à 22h

Soit offre internet à 19,99 €/mois avec remises immédiates de 17 €/mois⁽¹⁾ et remboursement de 5 €/mois avec changement d'opérateur⁽²⁾ pendant 12 mois puis 41,99 €/mois, et offre mobile à 9,99 €/mois avec remboursement de 15 €/mois⁽²⁾ pendant 12 mois puis 24,99 €/mois⁽³⁾. Détails sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

📞 Kit mains-libres recommandé. Offres soumises à conditions du 06/10 au 16/11/2022 sous réserve d'éligibilité en France métropolitaine avec souscription simultanée des offres. Engagement de 12 mois sur l'offre internet. Frais de résiliation : 50 €.

(1) 12 €/mois de remise Bon Plan et 5 €/mois de remise la Fibre au prix de l'ADSL. (2) Remboursements différés sur facture Orange pour les nouveaux clients mobile et/ou internet avec changement d'opérateur après le 06/08/2022. Détails et formulaires sur odr.orange.fr. (3) Remise de 5 €/mois comprise pour les clients souscripteurs du forfait mobile 80 Go à 29,99 €/mois et de l'offre Livebox. Remise non cumulable, réservée aux particuliers dans la limite de 4 forfaits 80 Go. Perte de la remise en cas de : changement d'offre, résiliation, demande de suppression de la remise par le client internet.

orange™



CONTROVERSE

Climat : des actions coups-de-poing se justifient-elles ?

Ils collent leurs mains sur la chaussée ou sur le cadre de toiles de maître dans les musées. En Allemagne, le militantisme du groupe Dernière Génération ne laisse pas indifférent, divisant même la rédaction du quotidien centriste "Der Tagesspiegel".

OUI

Quand l'État manque à ses devoirs

—Der Tagesspiegel Berlin

De la colle à prise rapide, des billets d'entrée au musée et l'effet de surprise, il n'en a pas fallu plus pour les militants de Letzte Generation ["Dernière Génération"] pour faire les gros titres de la presse. Il faut dire qu'ils sont passés maîtres dans l'art d'attirer l'attention. Or, de l'attention que nous accordons au dérèglement climatique dépend notre survie.

Les possibles dégâts causés au tableau auraient pu les dissuader. Mais les militants ont bien calculé jusqu'où ils peuvent aller : ils ne s'attachent qu'aux cadres et aux socles, pas aux œuvres elles-mêmes. Ce qui ne revient pas à minimiser les dommages, mais à les mettre en perspective. Les spécialistes du monde artistique en conviennent d'ailleurs. Le responsable de la Kunsthalle de Hambourg a reconnu que les "œuvres n'étaient pas vraiment menacées, car il s'agit d'une forme de manifestation extrêmement respectueuse".

L'émotion n'en est pas moins grande. Le Conseil culturel allemand s'inquiète pour le patrimoine culturel mondial. À l'instar des églises, les musées sont des lieux peu fréquentés. Mais la représentation de l'art reste quelque chose de sacré dans nos sociétés : l'art est un espace de pureté auquel n'appartiennent que les idées et les pensées les plus élevées.

Cette atmosphère de cathédrale est aujourd'hui brisée par les militants – avant que le réchauffement climatique ne s'en charge. Il ne s'agit pas ici de marques de condescendance ou de besoin de reconnaissance, mais du fait que le réchauffement de la Terre atteindra 3 °C d'ici à la fin du siècle. La moitié de toutes les espèces animales et végétales sont appelées à disparaître, selon le Fonds mondial pour la nature (WWF). Et les humains dans tout ça ? Cette année, l'Allemagne a déploré plus de 3 000 décès en raison des vagues de chaleur de juin et juillet.

Le climat ne va plus seulement être source d'inconfort. Il va faire des morts. Cela a déjà commencé.

Les représentants de Dernière Génération sont peut-être les derniers êtres humains à avoir vu le "vieux monde" de leurs propres yeux. Enfants, ils ont connu la neige à Noël, aujourd'hui, les forêts partent en fumée pendant l'été.

Et ils constatent aussi l'inaction des responsables politiques. En 2013, Angela Merkel s'est personnellement opposée à une décision de Bruxelles visant à réduire davantage les émissions polluantes des véhicules. La même année, le vice-président du FDP [Parti libéral-démocrate] (et conducteur de Porsche), Christian Lindner, avait invité le patron de Porsche à apporter son "soutien argumenté" aux débats de la coalition. Des lobbyistes figurent parmi les contacts privilégiés des responsables politiques alors que les jeunes, auxquels on ne cesse de reprocher leur indifférence envers la politique, sont mis sur la touche.

Ceux qui condamnent leur action les condamnent parce que ces militants sont porteurs de nouvelles funestes dont il n'est plus possible d'ignorer l'urgence. Ceux qui leur reprochent leur arrogance sont eux-mêmes des arrogants.

La faillite des responsables politiques est incommensurable. Non seulement

Le climat va faire des morts. Cela a déjà commencé, et les représentants de Dernière Génération constatent l'inaction politique.

le gouvernement n'a pas prolongé le programme offrant des billets de train à 9 euros [un passe qui permettait cet été de voyager dans toute l'Allemagne], il n'a même pas été capable de rédiger un programme d'urgence pour le climat capable de résister à l'examen de son propre conseil d'experts – alors que 65 milliards d'euros sont distribués chaque année en subventions néfastes à l'environnement. Voiture de fonction par-ci, exonération de la taxe sur les carburants par-là. Lorsque l'État manque à ses devoirs, la société civile se doit de manifester : c'est l'un des fondements de notre démocratie.

L'art n'est évidemment en rien responsable de la catastrophe à venir – mais ses

admirateurs n'en seront pas pour autant épargnés. À quoi servent les plus belles œuvres d'art quand autour de nous le monde s'écroule ?

—Adrian Schulz

NON

Ce sont des actes vides de sens

Ils mettent en péril des œuvres d'art. Et affirment agir au nom du climat. La scène est tellement grotesque qu'on la croirait sortie du conte de Hans Christian Andersen *Les Habits neufs de l'empereur*. Personne ne veut le dire publiquement de crainte de passer pour un imbécile, et pourtant "le roi est nu".

Ce nouveau mode de protestation consistant à se coller n'importe où n'a rien à voir avec la protection du climat. En osant dire cela, on prend toutefois le risque de se voir reprocher une forme d'indifférence face à la menace que représente le dérèglement climatique.

Dans les médias sérieux, on se demande si ces perturbateurs méritent qu'on leur accorde autant d'attention. D'autres rédactions – et c'est un scandale – n'ont pas honte d'appliquer les principes de l'économie de l'attention : c'est un bon moyen de faire monter le taux de clics. Mais que défendent ces militants si ce n'est leur besoin abyssal et égocentrique de reconnaissance ? Par ici, par ici, moi, moi, moi !

Dernière Génération ne réfléchit pas au sens de son action.

Dernière Génération est à des années-lumière de la retenue citoyenne des manifestations comme Fridays for Future. Leur programme ne comporte aucun objectif et aucun moyen d'y parvenir. La radicalité est leur principe directeur.

Le blocage des routes avait déjà clairement montré que leurs actions n'étaient guère réfléchies. Les services de secours et des femmes enceintes n'ont pas pu entrer dans des cliniques, des ouvriers n'ont pas pu rejoindre leurs chantiers où sont pourtant utilisées des techniques de construction non néfastes pour l'environnement. Et des policiers, qui avaient

mieux à faire, ont dû laborieusement décoller des mains de la chaussée.

Une nette majorité d'Allemands s'insurge du comportement de ces militants. En attendant, la justice commence à se mettre en marche. L'affirmation selon laquelle ces protestations sont non violentes ne tient pas la route. Quand on bloque des gens et qu'on les contraint, on n'est pas non violent.

Une petite minorité tente d'imposer ses vues à la majorité en usant de moyens illégaux. Elle agit comme si elle seule était consciente de la gravité de la situation et qu'elle seule connaissait la solution au problème, le reste de la société étant trop stupide pour le voir. C'est aussi arrogant qu'ignorant.

L'invocation d'un "droit à la résistance" est une autre aberration. Ni les militants écologistes extrémistes ni les groupes d'extrême droite dénonçant une "coronadictature" ne possèdent ce droit – pas plus qu'une certaine Jana aus Kassel ne peut se comparer à Sophie Scholl [fin 2020, à Hanovre, une jeune manifestante antimasque, prénommée Jana, avait comparé son "combat" à celui de la célèbre résistante allemande mise à mort par les nazis en 1943]. L'Allemagne n'est pas une dictature. La démocratie et l'état de droit fonctionnent.

La société civile, le Parlement et les tribunaux œuvrent à une meilleure protection du climat. Et ces institutions proposent une multitude de moyens d'action à ceux qui estiment que les progrès ne vont pas assez vite.

Après avoir bloqué les routes, voilà qu'ils se collent à des cadres de tableaux qui sont souvent aussi vieux que les œuvres elles-mêmes. Ces militants ont-ils réfléchi aux dommages qu'ils risquaient de causer ?

Et à qui espèrent-ils s'adresser en ciblant les musées ? Pensent-ils réellement que les gens qui visitent ou travaillent dans ces lieux ont besoin d'être instruits sur l'urgence de la situation ?

Tout cela prouve une chose : ces manifestations ne servent qu'une surenchère entre groupes militants, c'est à qui fera les propositions les plus radicales et les actions les plus spectaculaires. Il ne s'agit que d'une posture, on joue surtout au héros pour récolter des dons et pas tant pour protéger le climat.

—Christoph Marschall
Publié le 27 août

GREENPEACE

LAISSEZ LA PLUS BELLE DES EMPREINTES

Je perpétue mon engagement pour la nature,
je lègue à Greenpeace.

LEGS, ASSURANCE-VIE, DONATION

Comme nous, vous désirez protéger le vivant, vous agissez pour préserver la planète et sa biodiversité.

Pour que votre engagement se poursuive, vous pouvez choisir de léguer à Greenpeace.

Par ce geste généreux et concret, vous faites perdurer vos convictions. Vous nous donnez les moyens de prolonger, sans relâche, notre

mobilisation pour la nature et contre les crimes environnementaux.



CONTACTEZ BÉNÉDICTE ROGET,
responsable de l'accompagnement de nos testateurs
06.13.07.05.40
infolegs.france@greenpeace.org
legs.greenpeace.fr



Un projet de succession demande réflexion. **Je suis là pour vous écouter, vous conseiller et vous accompagner** dans la plus grande confidentialité et dans le respect de vos volontés. **N'hésitez pas à me contacter** ou à faire appel à un notaire. „

Le fonds de dotation Greenpeace France est exonéré de frais et droits de succession : désigner notre fonds de dotation sur votre testament ou votre assurance-vie vous garantit que 100% du patrimoine transmis sera utilisé pour protéger la nature et préserver le climat.

d'un
continent
à l'autre.

europa



France	20
Amériques	22
Asie	26
Afrique	28
Moyen-Orient...	30

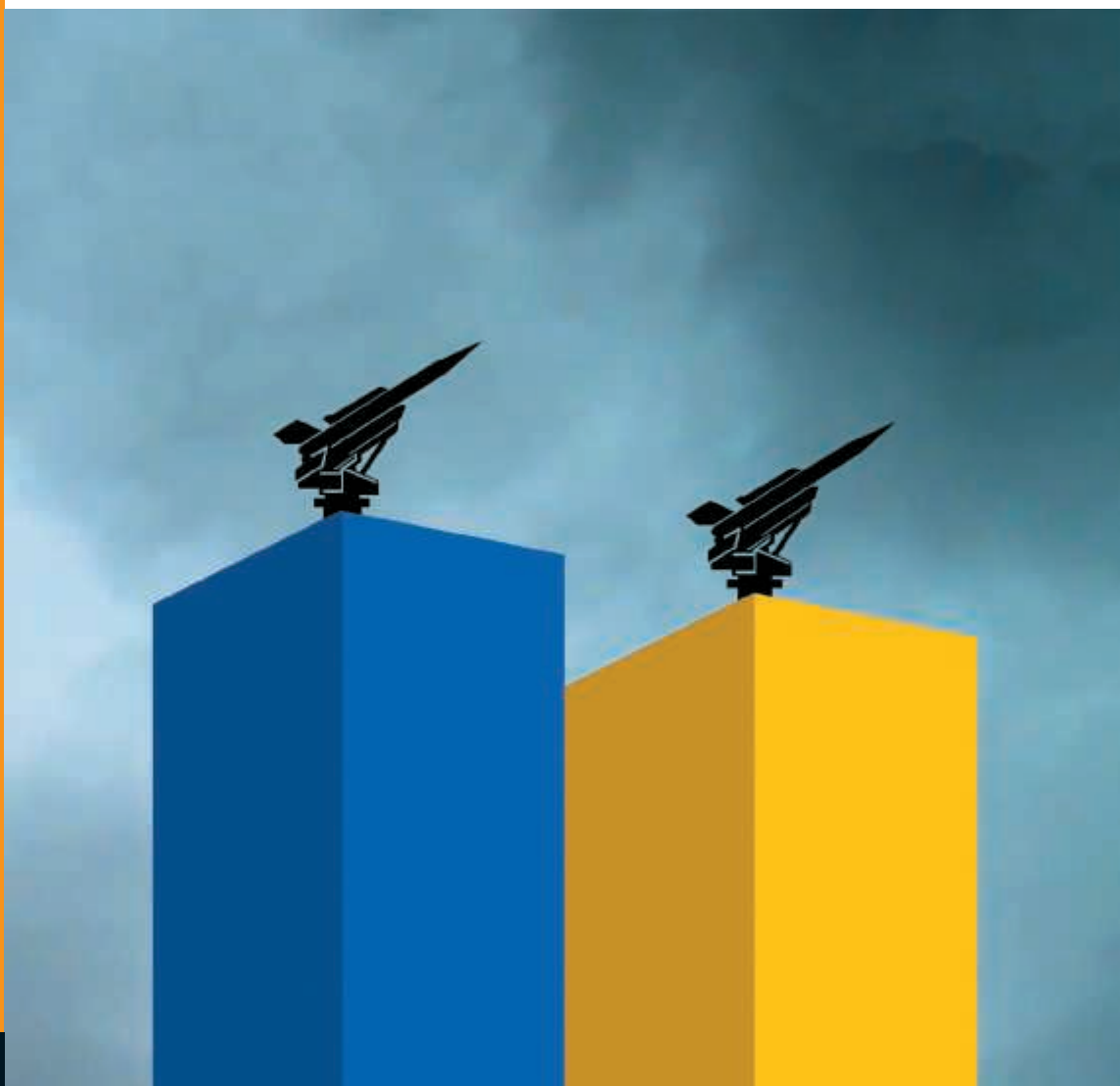
Ukraine. S'armer pour l'hiver



FOCUS

Malgré les injonctions répétées de Moscou, plusieurs pays, dont les États-Unis, redoublent d'efforts pour fournir davantage d'armes à Kiev. Mais cette aide et les avancées de l'armée ukrainienne accentuent la menace nucléaire.

✎ Dessin de Pek,
Australie.



Les États-Unis livrent l'artillerie lourde

Des missiles russes ont attaqué des cibles civiles. Biden et ses alliés ont décidé de renforcer leur aide militaire à l'Ukraine, notamment en systèmes antiaériens.

—The New York Times
(extraits) New York

Kiev va maintenir son offensive jusqu'à la fin de l'hiver et regagner encore du terrain perdu lors de l'invasion russe. C'est ce qu'a prédit, le 12 octobre, le ministre de la Défense américain, Lloyd J. Austin, ajoutant que les États-Unis et leurs alliés fourniraient à l'Ukraine toutes les armes et le matériel dont elle a besoin pour les "semaines, les mois et les années difficiles à venir".

"Je m'attends à ce que l'Ukraine continue à tout mettre en œuvre cet hiver pour reconquérir son territoire et être efficace sur le champ de bataille, et nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que les Ukrainiens aient ce qu'il faut pour être efficaces", a ainsi déclaré le ministre de la Défense américain après la réunion, à Bruxelles, des principaux responsables militaires de 50 pays qui aident l'Ukraine.

Les commentaires émis avant et après la réunion témoignent d'un renforcement de la

détermination internationale à soutenir Kiev après les récentes attaques de missiles et de drones menées par la Russie contre des cibles civiles dans toute l'Ukraine. Désormais, il n'est plus guère question d'inciter les deux parties à un règlement négocié, ce qui était la politique prônée par certains alliés des États-Unis.

Malgré l'intensification des frappes russes, les forces ukrainiennes poursuivent leur offensive contre une armée russe en difficulté dans le sud et l'est de l'Ukraine, récupérant des territoires dont la Russie s'était emparée.

Des analystes militaires ont fait valoir que les rigueurs de l'hiver pourraient ralentir les combats et que l'Ukraine s'empresse de récupérer le plus de terrain possible avant l'arrivée du froid. De son côté, Lloyd Austin, un ancien général 4 étoiles [de l'armée de terre], a estimé que l'Ukraine pourrait vouloir

conserver l'avantage, tandis que les soldats russes sont démoralisés et se replient.

Des responsables américains ont indiqué que les forces ukrainiennes, si elles bénéficiaient d'un important soutien, pourraient être mieux équipées pour le combat en hiver que la Russie, qui ne dispose guère de soutiens internationaux.

Le ministre de la Défense américain a rappelé que si certains pays n'étaient pas en mesure de fournir des armes à l'Ukraine, "nous les invitons à fournir de l'aide non létale essentielle, notamment du matériel médical ainsi que des tenues de combat adaptées aux conditions hivernales".

Quand la guerre a commencé, de nombreux experts estimaient

Désormais, il n'est plus guère question d'inciter les deux parties à un règlement négocié.

que la puissance aérienne russe balaierait les défenses antiaériennes de l'Ukraine en quelques jours ou en quelques semaines, étant donné la maîtrise du ciel incontestée de Moscou.

Cela ne s'est pas vérifié, si bien que les avions russes s'aventurent rarement au cœur du territoire ukrainien, où ils risquent d'être abattus.

Le ministre de la Défense américain et son chef d'état-major, Mark Milley, également présent à Bruxelles, ont reconnu que l'Ukraine avait besoin de renforcer encore davantage ses moyens de défense aérienne, mais ils n'ont pas précisé si les États-Unis s'étaient engagés à envoyer de nouveaux systèmes, autres que ceux qui étaient officiellement prévus.

Des représentants de la Maison-Blanche ont souligné, le 11 octobre, que l'administration Biden était en train de finaliser la livraison à l'Ukraine, le plus

rapidement possible, de deux systèmes de défense antiaérienne, des Nasams, disposant d'une portée d'environ 150 kilomètres. Ces équipements sont utilisés pour défendre la Maison-Blanche et d'autres sites de la capitale fédérale américaine, Washington, en cas d'attaque aérienne.

Le gouvernement ukrainien a déclaré de son côté, le 12 octobre, avoir reçu de l'Allemagne le premier des quatre systèmes de défense antiaérienne Iris-T, qui ont une portée plus courte. Il s'agit de systèmes de dernière génération, dont même l'Allemagne n'est pas encore équipée.

"D'après tous les rapports, c'est un système très efficace, explique Thomas Wiegold, journaliste spécialisé dans les questions militaires allemandes, mais il n'a pas encore été testé sous le feu de l'ennemi."

Coordination. Dans un de ses messages quotidiens, le président Volodymyr Zelensky a souligné : "Plus la politique de terreur russe se fait périlleuse et cruelle, plus il est évident pour le reste du monde qu'aider l'Ukraine à protéger son espace aérien est la mission humanitaire la plus importante pour l'Europe actuellement."

Pour le général Milley : "Ce que l'Ukraine demande, et que nous pensons pouvoir lui fournir, c'est un système intégré de missiles sol-air", qui consiste en plusieurs armes de courte, moyenne et longue portée.

Mais le résultat ressemble à un patchwork de systèmes anti-aériens fournis par l'Occident et de batteries d'origine soviétique et russe dont dispose déjà l'Ukraine, et il faudra du temps avant que le tout puisse fonctionner de manière coordonnée, prévient le général Milley.

"Il va falloir réunir tous ces équipements, les déployer sur le terrain, former les équipages, parce que tous ces systèmes ont des fonctionnements différents, s'assurer qu'ils peuvent être reliés entre eux par les systèmes de commandement et de communication, et qu'ils ont bien des radars qui communiquent entre eux pour pouvoir repérer leur cible en vol d'approche, a expliqué le chef d'état-major américain. C'est donc très compliqué d'un point de vue technique."

—John Ismay
Publié le 12 octobre

L'Occident ne doit pas franchir la "ligne rouge"

Vu de Russie. L'aide occidentale à l'Ukraine ne doit pas franchir deux limites pour le Kremlin : le contrôle aérien et des armes de longue portée.

—Kommersant Moscou

La tension entre Moscou et Kiev a atteint un niveau inédit, mais cela ne répond pas pour l'heure à la principale question : quelle influence les événements des derniers jours [les bombardements russes sur le pont de Crimée] auront-ils sur la position de l'Occident et sur son implication dans le conflit ukrainien ?

Les États-Unis et leurs alliés sont devant un choix cornélien. Ils vont devoir décider en un temps record s'ils veulent renchérir et mobiliser toutes leurs forces pour obtenir l'effondrement de la Russie. Ou si, au contraire, ils estiment nécessaire de faire baisser la pression après que la Russie a montré les crocs comme elle ne l'avait jamais fait depuis le 24 février.

Chasseurs et missiles. La coalition occidentale est divisée entre deux approches. La première pourrait être résumée ainsi : tout pour le front, tout pour la victoire contre Vladimir Poutine. "Je ne vois aucune raison pour cesser de donner à l'Ukraine tout ce que nous avons", a ainsi résumé le ministre des Affaires étrangères lituanien, Gabrielius Landsbergis.

Cependant, Washington semble entrevoir lesdites raisons. On pourrait parler de "détermination indéfinie" pour décrire la position de l'administration Biden, qui promet un jour d'armer Kiev au maximum, puis appelle au dialogue le lendemain. La question se pose alors : pourquoi ?

Moscou est très clair sur les actes qui reviendraient à franchir la

"ligne rouge" dans l'implication des États-Unis dans le conflit ukrainien. "Il s'agit principalement de la fourniture à Kiev d'armes de destruction à longue portée ou d'armes plus puissantes", a notamment expliqué Alexeï Polichtchouk, cadre au ministère des Affaires étrangères russe.

À l'approche des élections de novembre au Congrès américain, l'opposition met toujours plus le président Biden sous pression pour avoir créé cette situation où l'Amérique pourrait être entraînée dans un conflit nucléaire avec la Russie. Le 6 octobre, *The Wall Street Journal* écrivait que Washington avait jusqu'à présent refusé de livrer des missiles ATACMS à Kiev, redoutant qu'ils ne soient employés contre des cibles sur le territoire russe.

Mais c'était avant l'explosion du pont de Crimée et les "représailles" russes en cours. Et voici que le magazine *Foreign Policy* publie un article intitulé "L'Ukraine revoit la liste de ses demandes d'armes après une attaque terroriste à Kiev". Il y est question d'un appel lancé par le président de la Rada (le Parlement ukrainien), Rouslan Stefantchouk. Il exhorte les États-Unis à "abandonner leur retenue"

et à livrer à Kiev des armements capables de toucher des cibles russes à plus de 300 kilomètres de portée. Et par ailleurs à assurer avec "une attention particulière" la livraison de systèmes antimissiles Nasams, et surtout de chasseurs F-15 et F-16 pour la création d'une zone d'exclusion aérienne.

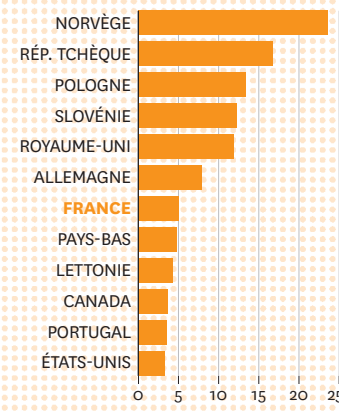
"Nous exhortons les États-Unis et leurs alliés à ne pas franchir les lignes rouges dont ils se sont déjà excessivement rapprochés", a averti [le 10 octobre] l'ambassadeur russe aux États-Unis, Anatoli Antonov. "La Russie devra prendre les contre-mesures adéquates, y compris asymétriques, en raison de l'implication croissante des États-Unis dans le conflit en Ukraine", a déclaré à RIA Novosti le vice-ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Riabkov.

Washington doit être en train d'élucider quelles pourraient être ces mesures "adéquates" et "asymétriques". Force est de constater que, dans les livraisons à l'Ukraine de systèmes de défense, la portée va jouer un rôle déterminant.

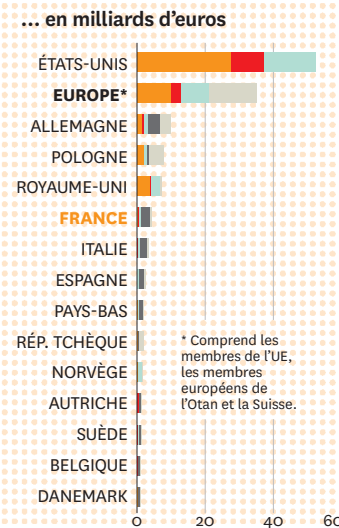
—Sergueï Strokan
Publié le 11 octobre

Quels pays soutiennent l'Ukraine ?

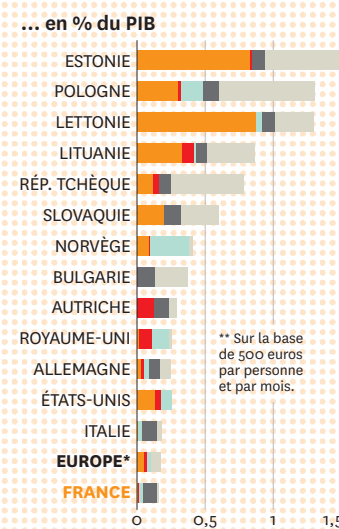
Armes lourdes promises à l'Ukraine, par pays, en % du stock propre du pays



Aides publiques à l'Ukraine d'une sélection de pays



... en % du PIB



●●● Depuis le 24 janvier – un mois avant le début du conflit –, Washington a fourni 52 milliards d'aide à Kiev, contre un peu plus de 29 pour les pays du Vieux Continent (aides de l'UE comprises). Dans la dernière période analysée par l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, "du 4 août au 3 octobre, les États-Unis ont pris de nouveaux engagements à hauteur de 12 milliards d'euros, tandis que l'UE ainsi que les pays européens [soit les 27 États membres, plus la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse] ont accru leur contribution de 1,4 milliard seulement", fustige le *Corriere della Sera*. Un écart que regrette Christoph Trebesch, chef de ce projet de recherche à l'IFW, dans le quotidien italien : "C'est une faible performance pour les grands pays européens, d'autant plus que nombre de leurs promesses arrivent en Ukraine avec de longs retards." Si Trebesch limite sa critique aux "grands pays européens", c'est que certains "petits gabarits" du Vieux Continent fournissent un effort considérable en comparaison de leurs capacités économiques : "les quatre pays européens qui fournissent le plus d'aides à Kiev, en termes de pourcentage de leur PIB, sont la Lettonie et l'Estonie, la Pologne et la Lituanie" (lire ci-contre), note le journal, qui voit là le symbole d'une "nouvelle carte géopolitique du monde démocratique" penchant sensiblement vers l'est. Pour *The Economist*, qui s'est aussi intéressé au travail de l'IFW, le Vieux Continent dans son ensemble doit faire plus pour Kiev, car, après tout, dans cette guerre, "c'est la sécurité de l'Europe qui est le plus gravement menacée".

—Courrier international



ÉDITO

SOURCES : "THE ECONOMIST" ; KIEL INSTITUTE FOR THE WORLD ECONOMY ; "THE UKRAINE SUPPORT TRACKER : WHICH COUNTRIES HELP UKRAINE AND HOW?"



← Dessin de **Gatis Sluka**,
Lettonie.

Kherson pourrait être libéré avant la fin de l'année

Vu d'Ukraine. De plus en plus équipée par l'Occident, l'armée ukrainienne a lancé plusieurs contre-offensives efficaces. Cela pourrait bientôt porter ses fruits dans le Sud, malgré la résistance tenace des forces russes, avance la presse ukrainienne.

A lors que les frappes aériennes russes, à l'aide de drones kamikazes de fabrication iranienne et de missiles de croisière, se poursuivent sur les grandes villes du pays, depuis quelques jours les réseaux sociaux bruissent de rumeurs. Les troupes ukrainiennes auraient repris leur avancée en direction de Kherson et du Dniepr.

« Depuis la fin du mois d'août, rappelle **Oukraïnska Pravda**, l'armée ukrainienne développe avec succès une contre-offensive dans le Sud. Soukhiy Stavok, Vysokopillia, Velyka Oleksandrivska, Davydiv Brid : ces noms, peu connus en dehors de la région de Kherson, sont ceux des agglomérations libérées, qui sont autant de places d'armes importantes pour la poursuite de l'avancée. »

Pour l'heure, peu d'informations filtrent. Comme à son habitude, l'état-major ukrainien a imposé un silence total sur ce qui se passe sur le champ de bataille. « Pour le moment, la société est privée d'une image claire, ou ne serait-ce que d'une esquisse du déroulement de la contre-offensive. »

Les chefs militaires et les responsables politiques du pays, « pour des raisons compréhensibles, reconnaît le site, informent la population de la libération d'agglomérations avec un décalage. Avant le début de la contre-offensive, toute la ligne de front a été temporairement fermée aux journalistes. »

Souhaitant malgré tout en savoir plus, **Oukraïnska Pravda** s'est entretenu avec le colonel du

SBU (les services secrets ukrainiens) Roman Kostenko, également membre de la commission parlementaire sur les questions de sécurité, de défense et de renseignement.

Kostenko explique « pourquoi, selon lui, les Russes tiennent tellement à garder le sud de l'Ukraine ». Avancer en direction de Kherson, affirme-t-il, est ce qu'il y a « de plus compliqué » : « C'est la direction la plus importante pour la stratégie de l'ennemi. Ils ont déployé ici beaucoup de matériel, des unités bien équipées, entre autres des parachutistes. Récemment, la 35^e brigade d'infanterie de marine a capturé des Russes qui avaient l'expérience de la guerre en Syrie. [Dans le Sud], un sur deux a servi soit en Syrie, soit en Tchétchénie. Ce ne sont pas de simples mobilisés. »

Pour ce qui est des buts stratégiques de la Russie, « l'occupation du Sud lui apporte de grands bénéfices, politiques et avant tout militaires. Premièrement, elle coupe l'Ukraine de la mer. [...] Deuxièmement, elle assure la jonction avec la quasi-république de

Transnistrie. Troisièmement, ce sera ensuite le tour de la Moldavie, avance Kostenko. Je me suis entretenu avec des représentants du Parlement moldave. Ils le savent et nous remercient de retenir l'ennemi. Ils savent qu'après les Russes pourraient envahir la Moldavie. »



En revanche, le colonel estime que les Russes se sont fourvoyés en s'entêtant à maintenir leurs positions sur la rive droite du Dniepr : « La rive droite ne leur offre aucun avantage du point de vue militaire, parce que leurs positions y sont complètement sous les tirs de notre artillerie. » « De plus, poursuit Kostenko, ils dépendent de deux points de passage et sont en permanence obligés de construire des ponts de bateaux. Ils doivent donc ou se replier sur la rive gauche et s'y fortifier ou relancer l'offensive pour aller plus loin. Or ils n'ont pas les forces nécessaires pour une offensive. »

« J'espère que nous libérerons [la ville] d'ici à la fin de l'année, déclare-t-il, optimiste. Ce que l'on appelle la 'deuxième armée du monde' a laissé l'Ukraine prendre l'initiative stratégique, commente encore Kostenko. Nous avons moins de moyens, moins d'armements, nous avons perdu du territoire, et pourtant nous progressons. Parfois, nous progressons malgré les forces supérieures en nombre de l'ennemi. »

Un optimisme que partage l'éditorialiste et politologue Vitaliy Portnykov sur le site du quotidien **Gazeta**. Il en est sûr, « le châtimement est proche. Les Russes fuient

« La 'deuxième armée du monde' a laissé l'Ukraine prendre l'initiative stratégique. »

Roman Kostenko, MEMBRE DES SERVICES SECRETS UKRAINIENS

Kherson. »

« Les prétendus référendums n'empêcheront en aucun cas la libération de notre territoire, promet-il. L'état-major des forces ukrainiennes communique que les occupants russes ont commencé à évacuer les édifices publics à Kherson. Cela ne signifie qu'une chose : ils comprennent que les forces armées de l'Ukraine sont déjà proches, que la région de Kherson sera libérée et que les collaborateurs seront punis. »

En guise de riposte, « Poutine a une fois de plus menacé d'avoir recours à l'arme nucléaire et a acheté de nouveaux drones et missiles à l'Iran. Car la seule chose dont est capable celui qui ne peut pas gagner sur le champ de bataille, c'est de transformer la vie des civils en cauchemar. »

— **Courrier international**

Plus l'Ukraine progresse, plus elle prend des risques

Vu du Royaume-Uni.

À mesure que l'armée ukrainienne avance, les ripostes de Moscou vont s'intensifier, et la probabilité d'une frappe nucléaire va grandir. Un événement qui signifierait une défaite pour Kiev.

— **UnHerd (extraits) Londres**

I l fut un temps où il était tabou de parler de « guerre nucléaire ». Même pendant la crise des missiles de Cuba [lire encadré ci-contre], Khrouchtchev et Kennedy refusaient d'évoquer la possibilité. Mais, au XXI^e siècle, les affaires internationales semblent caractérisées à certains égards par un effacement des normes politiques. Aujourd'hui, n'importe quel despote doté de la bombe et d'un tempérament atrabilaire peut agiter un Armageddon nucléaire dans l'espoir de couvrir l'odieuse entreprise dans laquelle il s'est lancé.

Comment en sommes-nous arrivés là ? La réponse est, une fois de plus, Vladimir Poutine.

Avec lui, le tabou a volé en éclats. Dorénavant, la télévision russe évoque périodiquement cette perspective.animateur d'une émission de débats et thuriféraire du Kremlin, Dmitri Kisselev parle comme à plaisir de faire sauter le Royaume-Uni. Un missile nucléaire russe pourrait « couler [la Grande-Bretagne] une fois pour toutes » ou en faire un « désert radioactif », mettait-il ainsi en garde cet été, avec la pondération dont il est coutumier.

Évidemment, Kisselev n'a pas la main sur la politique nucléaire du Kremlin – c'est une vedette du petit écran. Mais en sa qualité de porte-voix de facto du Kremlin, il n'aurait jamais tenu des propos aussi incendiaires sans feu vert officiel. Il y a une autre vérité là derrière. La stratégie militaire russe en Ukraine n'est pas une ligne

droite. Elle a évolué continuellement au gré des défaites répétées de Moscou et n'a donc pas été frappée au coin de la méthode ou de la prévoyance, mais de l'émotion : en résumé, la colère et une soif insatiable de vengeance.

Les dirigeants ukrainiens considèrent aujourd'hui une guerre nucléaire, ou, selon un scénario sans doute plus réaliste, l'usage d'une bombe nucléaire tactique – vaguement définie comme une arme atomique de puissance limitée destinée à être utilisée sur le front à proximité des forces amies – comme un risque réel. Quand je me suis rendu sur place, en début d'année, c'est une crainte qui revenait très souvent dans la bouche de mes interlocuteurs ukrainiens. Et plus encore à mesure que l'armée ukrainienne faisait reculer les Russes sur le terrain.

C'est le paradoxe auquel se voit confrontée l'Ukraine. Il arrive que les succès vous rendent vulnérable. L'exemple type est une armée qui met son adversaire en déroute, le repoussant toujours plus loin sur son propre sol. Plus l'armée victorieuse s'enfonce en territoire ennemi, plus elle s'éloigne de sa base, plus elle est difficile à ravitailler, et plus elle s'affaiblit. Le même principe s'applique ici : plus l'Ukraine domine la Russie sur le champ de bataille, plus le risque croît que Poutine ne fasse usage d'une arme nucléaire tactique pour revenir à égalité. Plus elle remporte de succès, plus grandit le risque d'une défaite retentissante.

Si les Ukrainiens sont amers, c'est notamment parce que, à l'effondrement de l'Union soviétique, une part notable de son arsenal nucléaire se trouvait en Ukraine, indépendante depuis peu. Kiev a accepté – en vertu du mémorandum de Budapest – de renoncer à la possession de ces armes en échange de garanties sur son intégrité territoriale. Or qui se trouve derrière ces garanties ? Principalement la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Si l'Ukraine possédait des têtes nucléaires, les perspectives seraient peut-être différentes. Mais elle n'en a pas, et voilà où elle en est rendue aujourd'hui.

Mais l'affaire n'est pas simple pour la Russie non plus. Si elle choisit d'utiliser un missile tactique, elle doit, sur le papier tout au moins, éviter de tuer ses propres hommes – et pour cela doit faire

un usage compétent d'une telle arme. Au vu de ses résultats depuis le début du conflit, ce n'est pas garanti. Viennent ensuite des problèmes d'ordre plus général. L'Ukraine est bordée par d'autres pays dont la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie – qui sont autant de pays membres de l'Otan. Si des retombées radioactives atteignaient un ou plusieurs de ces pays, ce serait considéré comme une agression contre un pays de l'Otan et donc – en vertu

Si l'Ukraine possédait des têtes nucléaires, les perspectives seraient peut-être différentes.

de l'article 5, qui énonce le principe contraignant de la défense collective – contre tous les alliés de l'Otan.

La Russie est-elle prête à risquer la guerre avec l'Otan, qu'elle perdrait selon toute vraisemblance ? Même Poutine n'est pas fou à ce point. L'ancien général américain David Petraeus a laissé entendre

que, dans l'éventualité de l'utilisation d'une arme nucléaire, les États-Unis couleraient la flotte russe en mer Noire. Cela semble tout aussi déraisonnable – mais Washington en serait capable. Et c'est tout ce qui compte.

Et puis, évidemment, il y aurait les retombées politiques et économiques plus globales. Si Poutine envoie un missile nucléaire sur l'Europe, la réaction internationale prendrait des proportions totalement inédites à ce jour. Pour ne prendre qu'un exemple frappant : pendant des décennies, l'énergie russe a chauffé – et donc amadoué – Berlin. Mais si la Russie choisissait l'option nucléaire, même les Allemands livreraient une guerre économique à Moscou et se sèvreraient du gaz russe, affaiblissant un peu plus le Kremlin.

Ce n'est peut-être pas une surprise, dès lors, si l'on a assisté ces derniers jours à un regain de tension auquel même Moscou ne peut échapper. Depuis l'attaque du pont [de Crimée], Poutine a remplacé une partie du haut commandement militaire et des responsables de la

défense. Il semble également avoir tempéré les ardeurs de Ramzan Kadyrov, général psychopathe et dirigeant tchétchène, qui avait fait part publiquement de son dépit concernant le cours du conflit, mais s'est apaisé depuis.

Poutine est un dictateur, et les dictateurs, surtout en Russie, ne peuvent pas se permettre de perdre des guerres s'ils veulent rester au pouvoir. Quelque tournure que prenne le conflit sur le terrain en Ukraine, il n'est pas près de déclarer forfait. Il ne peut tout bonnement pas se le permettre – quand bien même sa dernière option serait de recourir à une arme nucléaire tactique. Si cela devait se produire, les conséquences d'un tel acte seraient potentiellement les plus lourdes de toute l'histoire. Et c'est pour cette raison précise que nous devrions rester déterminés face à l'horreur. Braver un tyran qui a eu recours à l'arme nucléaire serait la situation la plus terrifiante que l'on n'aurait jamais eue à affronter, mais ce serait nécessaire pour notre salut à tous.

—David Patrikarakos

Publié le 12 octobre



23^e JOUR DE GUERRE (situation au lundi 17 octobre 2022)

■ Zones récupérées par l'armée ukrainienne lors de récentes contre-offensives
 ■ Zones tombées sous le contrôle de l'armée russe depuis le 24 février
 ■ Zones sous contrôle russe ou sous celui des séparatistes prorusse avant le 24 février

Décryptage

Un scénario version 1962 ?

●●● Entre le 16 et le 28 novembre 1962, le monde a tremblé durant les treize jours qu'a duré la phase la plus incandescente de ce qu'on a appelé la "crise de Cuba" autour des missiles soviétiques déployés sur l'île castriste. Soixante ans après, alors que la tension ne cesse de monter entre la Russie et l'Occident au sujet de la guerre en Ukraine, et que Joe Biden parle d'"Armageddon", peut-on comparer les deux situations ?

Pour le quotidien russe **Kommersant**, il y a principalement un seul point commun, mais de taille : le bras de fer pour conserver les sphères d'influence, à savoir l'Amérique latine pour Washington en 1962, l'espace postsoviétique pour Moscou aujourd'hui. Mais les différences sont bien plus nombreuses :

- Moscou avait déployé des missiles nucléaires à Cuba, "il n'y en a aucun actuellement en Ukraine".
- La crise de 1962 a duré treize jours et fait un mort, tandis que le conflit actuel "dure depuis près de huit mois et a entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes".
- En 1962, les États-Unis bénéficiaient d'une "supériorité nucléaire écrasante, alors que la parité est quasi totale aujourd'hui".
- Il n'y avait pas de contrôle international sur les armements à l'époque.
- En 1962, Kennedy considérait Moscou comme un "adversaire à sa taille. Aujourd'hui, la Russie est considérée par Washington comme un pays de troisième zone."

Le quotidien russe conclut : "Reste à espérer que ce précédent [de 1962] nous sera utile, et que nous éviterons la punition infligée à ceux qui ignorent les leçons de l'histoire."



↳ “La paix... viiiiiite !” Dessin d’Emanuele Del Rosso, Italie.



L’heure de négocier est peut-être arrivée

Selon ce quotidien italien, en Occident, la volonté de négocier avec Moscou est en train de discrètement gagner du terrain. Pour une raison simple : face au danger que représente une puissance nucléaire, cela semble la seule option viable.

—Domani Rome

On en parle trop et, mine de rien, on s’est habitués à une telle éventualité. Mais ce que l’on ne comprend pas, c’est que le recours à l’arme atomique nous ferait entrer dans un autre monde. Cet événement ouvrirait une porte qui n’avait pas été ouverte depuis Hiroshima.

Washington le sait, c’est pourquoi les États-Unis infléchissent progressivement leur position. Joe Biden parle d’*“Armageddon”*, et son secrétaire d’État, Antony Blinken, un des faucons du gouvernement, appelle de ses vœux pour la première fois des négociations [il a annoncé vouloir donner du poids à l’Ukraine à une éventuelle table des négociations, en renforçant l’aide militaire].

Dans cette optique, le fait que les services de renseignements américains pointent la responsabilité de l’Ukraine dans l’attentat perpétré contre Alexandre Douguine (qui a causé la mort de sa fille Daria) est un autre signal à ne pas négliger. C’est comme si les États-Unis étaient en train de dire à Volodymyr Zelensky et à son

entourage qu’il y a des limites à ne pas dépasser, comme des coups de main sur le sol russe. Il n’est qu’à voir les réactions à l’attaque du pont dans le détroit de Kertch.

À Prague, à l’occasion de la première réunion de la Communauté politique européenne, le président Zelensky a demandé aux chefs de gouvernement européens de *“punir la Russie”*. Ailleurs, il avait appelé de ses vœux une attaque préventive afin de stopper les visées nucléaires de Moscou. Ça va trop loin et l’Europe se divise sur le sujet.

Si tous les pays membres soutiennent la résistance ukrainienne, une bonne partie d’entre eux estime qu’il est préférable d’éviter toute rhétorique de la victoire.

Seuls les Polonais, les Britanniques et les pays baltes et nordiques semblent souscrire à l’idée d’une guerre à outrance. Les autres redoutent le chaos qu’engendrerait une déconfiture de la Russie. Mais, surtout, ils ne veulent pas courir le risque d’une guerre nucléaire. Les positions de principe s’effritent donc, et l’option d’une négociation gagne peu à peu du terrain.

Personne – les Américains non plus – ne souhaite être pris au piège d’une logique de guerre sans issue, ni devenir l’otage d’une situation qui ne laisserait aucune marge de manœuvre.

Dire qu’on ne négociera pas ou qu’on ne le fera que lorsque les Russes auront quitté les territoires occupés (y compris ceux qui ont été pris en 2014? Y compris la Crimée?), ou seulement après l’avènement d’un nouveau leadership russe, ou quelque chose de cet ordre, revient à s’enfermer tout seul dans une ornière.

Certains réclament une série de conditions de principe pour la paix, qui sont parfaitement justes, mais aujourd’hui déplacées. Devant le risque d’une guerre nucléaire, tout ce qui compte est d’éviter que la boîte de Pandore ne soit ouverte.

Il y a de quoi enrager en voyant prévaloir des despotes. Ce n’est pas nouveau dans l’histoire, mais il n’y a pas d’autre issue. Au début de cette crise, d’aucuns, anticipant l’impasse actuelle, rappelaient que croiser le fer avec une puissance nucléaire n’était pas la même chose que de livrer une guerre conventionnelle.

Aujourd’hui, ça y est, nous y sommes, et les Russes ont tenu à nous faire part de leur *“doctrine”*: l’arme atomique n’est pas qu’un moyen de dissuasion, mais également une arme de dernier recours. Anton Tchekhov disait que si un pistolet est accroché au mur au premier acte d’une pièce, dans le deuxième ou le troisième il y a de fortes chances qu’il serve.

Terra incognita. Personne ne peut nous garantir que la Russie de Vladimir Poutine n’en fera pas usage : personne ne peut savoir où passe pour Moscou la ligne qui sépare la victoire de la défaite. Plus on l’accule pour le punir, plus le risque grandit. Il n’y a pas de victoire dans ce type de guerre : l’unique possibilité est une paix négociée d’arrache-pied.

Ceux qui soutiennent que des négociations vaudraient reddition ne savent pas ce qu’est négocier. Une négociation digne de ce nom est en premier lieu un compromis dans lequel tout le monde concède à l’évidence quelque chose. On peut arriver à la table avec l’intention de ne rien céder mais finir tout de même par le faire.

Cela dit, il convient avant tout de rappeler que les négociations

constituent un monde en soi, une terra incognita, même pour les acteurs qui y prennent part, et qu’elles peuvent réserver bien des surprises.

Si pendant une guerre les pays montrent leur pire visage, une fois à la table, tout change, et les positions peuvent s’inverser. Il ne faut pas se défier des négociations ni y voir une forme de reddition ou de rabaissement : il s’agirait plutôt, pour les nations, d’une terre promise qui ranime en elle un désir d’avenir.

D’un point de vue politique, la Russie d’aujourd’hui veut négocier directement avec les États-Unis afin d’être considérée sur un pied d’égalité avec eux et de

En premier lieu, les États-Unis et la Russie doivent reprendre langue.

retrouver le statut qu’elle avait à l’époque de l’URSS. Il ne faut pas penser qu’il s’agirait là d’un cadeau : plus d’importance, c’est aussi plus de responsabilité et donc – dans le cas présent – plus de concessions éventuelles.

Reste à savoir comment arriver jusqu’à la table. En premier lieu, les États-Unis et la Russie doivent reprendre langue : ce ne sera pas chose facile, après tant de méfiance et d’intox, mais c’est la seule voie possible, et c’est une question de volonté politique.

Les sujets posés sur la table devront être la guerre, la stratégie de sécurité en Europe et la reprise du désarmement nucléaire. En second lieu, ceux qui ont soutenu l’Ukraine en lui fournissant notamment des armes devront tout mettre en œuvre pour ramener les autorités ukrainiennes à la table. On dit que les négociations ne doivent pas se faire au-dessus d’elles, c’est pourquoi Kiev devra également y prendre part.

Des concessions (y compris territoriales) seront-elles nécessaires? Peut-être, mais la diplomatie internationale sait être créative dans ce cas de figure, afin que personne n’ait l’impression d’être uniquement perdant. Ce processus n’est pas invraisemblable : mais il faut sortir de l’idée d’une punition, dont l’effet boomerang pourrait être dévastateur.

—Mario Giro
Publié le 11 octobre

Vu de Turquie

Vaine rencontre

●●● La rencontre du 13 octobre à Astana, au Kazakhstan, entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, n’a pas tenu ses promesses. Le président turc avait pourtant déclaré quelques jours auparavant vouloir *“faire tout son possible pour trouver une solution pacifique au conflit Russie-Ukraine”*. Aucune annonce d’une avancée significative dans ce sens n’a pourtant été faite à l’issue de la réunion. *“Erdogan est le seul leader qui peut, depuis le début de la guerre, parler à la fois à Poutine et à Zelensky”*, applaudit néanmoins le quotidien progouvernemental **Sabah**, qui salue la politique d’*“équilibre et de neutralité active”* du président turc.

“Il faudrait demander à Joseph Biden s’il est prêt à mener des pourparlers avec moi. Pour ma part, je n’en vois pas la nécessité, d’autant qu’il n’y a pas de cadre prévu pour cela.”

VLADIMIR POUTINE,
PRÉSIDENT DE LA RUSSIE

Déclaration de Vladimir Poutine à l’issue du sommet Russie-Asie centrale, le 14 octobre, à Astana, au Kazakhstan. La question concernait une éventuelle rencontre entre les deux chefs d’État lors du G20 à Bali les 15 et 16 novembre, auquel le président russe est invité. Sa participation n’a pas été confirmée officiellement.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Frappes, ripostes, menaces, envois de troupes russes en Biélorussie, suivez au jour le jour l’actualité de la guerre en Ukraine.



VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

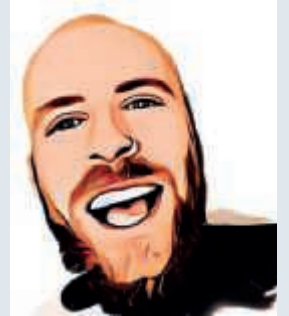
Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



**UNE VILLE.
UN EXPAT.**
Damien,
expatrié
à Rovaniemi

EN LAPONIE, DES AVIONS ÉLECTRIQUES POUR RELIER LES TERRITOIRES ISOLÉS

De nouvelles liaisons aériennes devraient voir le jour en Laponie depuis l'aéroport d'Enontekio. Damien Brun, expatrié depuis 2020 dans le nord de la Finlande, raconte les enjeux de la mobilité électrique dans cette région.



L'aéroport d'Enontekio se prépare à accueillir des avions électriques dans le but de tester de futures liaisons aériennes. La position centrale de cet aéroport se prête aux exigences d'autonomie des avions électriques, la plus longue distance de vol étant de 300 kilomètres. Une route de Rovaniemi à Tromsø, en Norvège, par Enontekio, sera testée avant la fin de l'année 2022. Le trajet dure environ huit heures en voiture, mais seulement une heure en avion – escales comprises. Les nouvelles

liaisons à destination et en provenance d'Enontekio seront d'abord desservies par des avions équipés de moteurs à combustion utilisant du carburant renouvelable, avant de passer à des avions électriques à hélices de 19 places.

MOTONEIGES ÉLECTRIQUES ET TRACTEURS AUTONOMES

Pour voyager en Laponie, Damien Brun, expatrié près de deux ans en Laponie, a emprunté des bus, des avions et des

bateaux. "Les véhicules électriques sont moins nombreux qu'en Norvège, toutefois, il en existe de tout type. J'ai pu voir des motoneiges électriques, emprunter un bateau, électrique lui aussi, et découvrir un véhicule finlandais mêlant trottinette et voiture." Il s'agit de la GoMoto 2.4, une trottinette électrique couverte. Pouvant rouler jusqu'à 25 km/h avec une autonomie de 50 kilomètres, ce véhicule est muni de quatre roues et d'un toit. Pas besoin d'un permis de conduire ni d'une immatriculation pour l'utiliser. "Ces véhi-

cules circulent principalement dans les rues de la capitale et sont loués par un public plutôt jeune."

Expatrié à Rovaniemi, en Laponie, il ajoute qu'"au sein de l'aéroport d'Ivalo, un véhicule autonome permet depuis plusieurs années de déneiger les pistes d'atterrissage". Ce tracteur autonome déneige les pistes quotidiennement pour assurer leur sécurité. L'aéroport d'Ivalo est celui situé le plus au nord de l'Union européenne et cumule de 150 à 200 jours de neige par an. ●



© CREDIT-HEART-AEROSPACE

Une nuit blanche zéro carbone avec Toyota

Chaque année, la Nuit Blanche de Paris permet aux artistes de prendre possession de la capitale. Pour la première fois en 2022, les noctambules ont pu sillonner l'événement à bord de navettes, sans émettre de CO₂. Air Liquide et Toyota France ont associé leurs savoir-faire afin de mettre en circulation des berlines Toyota Mirai, propulsées à l'hydrogène. L'ambition était simple : faire la démonstration en conditions réelles du potentiel de la molécule H₂ pour la transition des mobilités. L'hydrogène combine en effet les avantages de l'électrique avec une grande autonomie et un temps de recharge faible !

ALLEMAGNE

Coblence, un phare dans la crise énergétique

Face à d'éventuels risques de black-out, la ville de l'ouest de l'Allemagne a mis au point l'un des plans d'urgence les plus avancés du pays.

—Die Welt (extraits) Berlin

Quand ça arrivera, ce sera probablement par une très froide journée de février. Après un hiver long et sec, où le débit des fleuves sera moins important, où les stocks de gaz seront vides et où des myriades de radiateurs électriques tourneront à fond, avec peut-être un incident en prime pour achever le réseau. La lumière vacille – et s'éteint. Comme la cuisinière et le réfrigérateur. Et Internet. Plus une goutte ne sort des robinets. Les radiateurs refroidissent. Les métros et les trains de banlieue sont paralysés. Le réseau mobile est mort, les numéros d'urgence aussi. Tout est noir.

Ce scénario qui agita jadis les fantasmes de fin du monde de quelques-uns est devenu réaliste à la suite de la guerre en Ukraine et de la crise de l'énergie. Une vaste panne d'électricité, peut-être de plusieurs jours pour l'hiver à venir, ce n'est certes pas vraisemblable mais possible. Janez Lenarcic, commissaire européen à l'Aide humanitaire et la Gestion des crises, a prévenu cette semaine qu'il risquait d'y avoir des coupures d'électricité. La Commission planche sur de tels scénarios, a-t-il précisé. "Il est tout à fait possible que les secours en cas de catastrophe soient également nécessaires au sein de l'UE."

À Coblence, une ville charmante de 114 000 habitants située à la confluence de la Moselle et du Rhin, on est prêt au pire. Ulrike Mohrs, 57 ans, la maire chrétienne-démocrate (CDU), a un casque de pompier sur le rebord de la fenêtre de son bureau. Un cadeau d'adieu de ses anciens collègues, quand elle est passée de la direction de l'Agence du travail à la mairie, en 2018, où elle

est aussi chef des pompiers. Un présent qui s'est révélé de circonstance. Car depuis son entrée en fonction, Ulrike Mohrs est pratiquement en permanence en mode crise. D'abord il y a eu le Covid, puis les inondations catastrophiques de la vallée de l'Ahr [à l'été 2021]. Elle se prépare actuellement à la prochaine. Elle a constitué un état-major composé de représentants de toutes les institutions importantes de la ville, qui a élaboré un programme concret en cas de coupure de courant pouvant aller jusqu'à quatre-vingt-seize heures.

Achats précipités. Il y a plusieurs semaines, la ville a commandé quatre systèmes de chauffage au fioul qu'on peut raccorder au chauffage des gymnases pour créer des "îlots de chaleur". Un ensemble de 600 lits de camp est prêt à être déployé dans trois gymnases. "Avec la pénurie de gaz qui s'annonce, l'approvisionnement en électricité sera probablement interrompu", avait déclaré

la municipalité pour justifier ces achats précipités.

Désormais, Coblence est connue dans les milieux administratifs pour avoir l'un des plans les plus avancés du pays en cas de coupure d'électricité. Si l'Allemagne se retrouve dans le noir demain, Coblence continuera à briller.

Olaf Becker, 56 ans, chef des pompiers et responsable de la gestion des catastrophes, sort un document d'une cinquantaine de pages : c'est le plan qui fixe les grandes lignes de ce qu'il faut faire en cas de coupure de courant, pour l'approvisionnement en eau et en électricité, les hôpitaux, la police, les stations d'épuration et le crématorium. Becker résume ainsi l'objectif : "Nous voulons pouvoir survivre quatre jours sans électricité."

Si le réseau s'effondre, la caserne des pompiers sera le centre névralgique de la gestion de la situation. Une salle de formation sera alimentée en électricité et deviendra le siège de l'état-major de crise, elle est reliée à la mairie par un câble en fibre optique sécurisé. Les interlocuteurs les plus importants sont dotés de téléphones satellitaires.

La communication est un élément essentiel, explique Becker. Il a constaté, lors d'une panne de courant de trois heures seulement dans le Westerwald [en Rhénanie-Palatinat], à quel point ce genre d'événement perturbait la population. "Les gens étaient comme des poulets affolés", raconte-t-il.

Le problème, c'est la perte de repères et l'absence de



Be. Belgique, Lu. Luxembourg, P-B Pays-Bas

communication. Pour y remédier, Coblence a installé douze "phares", des points rencontres, en général dans les casernes de pompiers volontaires des environs.

Juste à côté de la caserne des pompiers se trouve le siège d'Energieversorgung Mittelrhein (EVM), le fournisseur par défaut et opérateur de réseau qui approvisionne en électricité 300 000 personnes à Coblence et dans les environs. "Si la fréquence réseau tombe à 49 hertz, des processus automatiques se mettent en marche", explique Marcelo Peerenboom, le porte-parole. Quand c'est possible, on demande aux centrales électriques de fournir davantage de courant. Dans le même temps, les grands gestionnaires de réseau

↳ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur (Belgique).

de transport demandent aux opérateurs régionaux de délester les lignes. Ensuite, on prie les industries de réduire leur production.

Prioriser. Si cela ne suffit pas à stabiliser le réseau, on passe à la troisième étape avant une coupure incontrôlée : le brown-out. Certaines zones, certains quartiers sont temporairement déconnectés du réseau. "On ne touche pas aux hôpitaux", précise Peerenboom. Ce type d'interruption ne peut durer qu'une heure au maximum, selon la durée du risque. Si les perturbations se prolongent, on peut procéder à des coupures tournantes. C'est ce qui est aussi prévu dans les villes françaises, par exemple.

EVM effectue régulièrement des exercices de délestage depuis le début de la crise de l'énergie. Les véhicules de service ne font plus le plein dans ses propres stations-service afin qu'elles disposent de la quantité maximale de carburant en permanence. La municipalité stocke elle aussi du carburant, 200 000 litres de gazole en tout. En cas de coupure de courant, les générateurs à gazole feront fonctionner la moitié de la ville. Ils alimenteront les pompes de relevage et les hôpitaux.

"Nous avons à Coblence cinq hôpitaux de pointe qui assurent la prise en charge médicale de 900 000 personnes", explique Ulrike Mohrs. Il y a des accords qui déterminent quels établissements maintiendront telle ou telle spécialité en cas de coupure de courant de longue durée. Car dans ce cas, ce n'est pas seulement l'électricité qui manque mais aussi la main-d'œuvre. "Nous avons calculé que nous aurons de 30 à 40 % du personnel sur le pont", précise Olaf Becker.

En cas de catastrophe, l'approvisionnement [en nourriture et matériel de première nécessité] reposera en grande partie sur l'entraide. Contrairement à certains fantasmes de fin du monde, personne n'a à craindre que les rues deviennent des zones de non-droit en cas de panne, ajoute Becker. "L'expérience montre, on l'a encore vu récemment dans la vallée de l'Ahr, qu'en cas de crise les gens font preuve d'une grande solidarité."

—Steffen Fründt
Publié le 10 octobre





**AVEC LE PRÊT
À IMPACT POSITIF,
PLUS VOUS FORMEZ
VOS SALARIÉS,
PLUS LE TAUX
DE VOTRE PRÊT BAISSÉ**

Société Générale, reconnue Banque de l'année pour le développement durable par *International Financing Review*, vous accompagne dans la transformation durable de votre PME. Le taux d'intérêt du prêt à impact positif diminue avec l'amélioration de vos pratiques en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale. La formation des salariés est un des 21 critères qui vous sont proposés et qui sont évalués par notre partenaire EcoVadis.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**



france

Société. Le carburant, matière très inflammable

La Première ministre a annoncé le 11 octobre la réquisition du personnel pour le déblocage des dépôts de carburant du groupe Esso-ExxonMobil, bloqués par la grève. À l'Élysée et dans le pays, l'agacement enfle.



—Der Spiegel (extraits)
Hambourg

Lorsque le gouvernement français serine du matin au soir sur tous les médias nationaux qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter, le doute n'est pas permis : le gouvernement d'Emmanuel Macron est lui-même très inquiet.

Et des millions de Français ont de sérieuses raisons de s'inquiéter : les pompes des stations-service sont vides. Une grave pénurie de carburant touche environ un tiers des stations-service – et près de la moitié de celles de la région parisienne et du nord de la France – à cause de la grève qui frappe les principales raffineries du pays depuis deux semaines. Les employés réclament des hausses de salaire de 10 % pour compenser l'effet de l'inflation engendrée par la guerre en Ukraine.

La crise énergétique, conséquence directe de la guerre, frappe les Français plus tôt que ne l'avait anticipé Matignon, mais surtout d'une manière totalement imprévue. Alors que le gouvernement d'Élisabeth Borne se concentrait sur les problèmes de chauffage à

l'arrivée de l'hiver, c'est à propos des carburants qu'il a dû organiser une réunion de crise.

Des files d'attente de plusieurs centaines de mètres de long se forment devant les stations-service. Et alors que le gouvernement a commencé à prélever sur les réserves d'urgence, la situation ne fait que s'aggraver. Lundi [et mardi], le syndicat CGT a décidé de poursuivre le blocage des raffineries et des dépôts de TotalEnergies et d'Exxon.

Du côté des automobilistes, les nerfs sont à vif. On en vient souvent aux mains. En Savoie, un homme a été poignardé et lourdement blessé pour avoir doublé dans la file d'une station d'essence. De quoi accroître la nervosité du gouvernement.

“La faute du président”. Le climat en France est hautement inflammable, surtout lorsqu'il s'agit de carburant. Et encore plus en dehors des grandes villes, dans les zones semi-urbaines où les gens dépendent de leur voiture pour aller travailler. La révolte des “gilets jaunes”, provoquée par un projet d'écotaxe sur le prix du carburant, est encore dans toutes les

mémoires à l'Élysée. Quatre ans plus tard, cette crise du carburant est le pire début imaginable pour Macron alors que s'annonce un hiver compliqué et que le fournisseur d'électricité RTE va déjà limiter le chauffage de certains ballons d'eau chaude afin d'éviter d'éventuelles coupures de courant.

Il y a fort à parier qu'une vague de colère déferle une fois encore contre le président Macron. “Dès qu'il y a un problème, c'est la faute du président”, pestait déjà Macron le lundi [10 octobre]. Pourtant ce niveau d'exigence élevé – que déplore aujourd'hui le chef de l'État – n'est que le produit d'une culture politique centraliste qui concentre de nombreux pouvoirs entre les mains du président (et que ce dernier ne se prive pas d'utiliser). Pour les Français, le fait que la guerre en Ukraine perturbe l'ordre mondial et provoque une flambée des prix ne diminue en rien la responsabilité de l'État et de leur président. Emmanuel Macron est le premier responsable de tout, et il a aussi la charge de protéger les Français des crises internationales.

Jusqu'à présent, le président y parvenait d'ailleurs avec un

certain succès. Grâce à l'injection de plusieurs dizaines de milliards d'euros, le gouvernement français a si bien réussi à limiter la hausse des prix du carburant, de l'électricité et du gaz que la France affiche le taux d'inflation le plus bas de la zone euro – à seulement 6 %, comme Malte. La comparaison avec d'autres citoyens européens, moins exigeants, n'intéresse toutefois guère les salariés de TotalEnergies et d'Exxon.

Rations et mobilisation. Le gouvernement français paraît soudainement jouer de malchance et frôler l'impuissance. La Première ministre, Élisabeth Borne, a d'abord tenté de minimiser l'étendue des pénuries dans les stations-service ; puis Matignon a annoncé une amélioration rapide de la situation – qui tarde à se manifester. Lundi [10 octobre], le chef du gouvernement a appelé patrons et salariés des entreprises concernées à “trouver un accord et [à] ne pas pénaliser les Français”. “Le blocage n'est pas une façon de négocier”, a tonné le président Macron.

En réalité, l'influence du président et de la Première ministre sur ce conflit est assez limitée. Il est toutefois extrêmement gênant que les autorités ne mettent pas TotalEnergies davantage à contribution : cela fait des mois que le gouvernement s'opposait à une taxe sur les bénéfices excé-

Quatre ans après les “gilets jaunes”, cette crise du carburant est le pire début possible pour Macron.

dentaires, notamment ceux des groupes pétroliers, qui affichent des chiffres record. Durant le premier semestre 2022, TotalEnergies a réalisé 10,6 milliards de bénéfices. Le [10 octobre] au soir, le gouvernement a décidé de transposer dans le droit français la décision européenne concernant le plafonnement des revenus des entreprises énergétiques.

Les répercussions de la guerre en Ukraine déclenchent une surenchère absurde entre les mécanismes du marché et l'interventionnisme de l'État. Lorsque les prix ont commencé à augmenter, le gouvernement a offert un généreux rabais sur les prix à la

pompe – 30 centimes par litre d'essence. Afin d'éviter la taxation de ses bénéfices excédentaires, TotalEnergies lui a emboîté le pas et a proposé 20 centimes de remise supplémentaire dans ses stations-service. Cette décision a entraîné une ruée dans les stations-service, encore amplifiée dans le nord de la France par des automobilistes belges venant faire le plein de l'autre côté de la frontière. Et la crainte de tomber en panne d'essence ne fait qu'aggraver la pénurie. Conséquence, suivant la logique du marché, le prix du gazole a augmenté de 10 centimes par litre en l'espace d'une semaine.

La crise s'aggrave de jour en jour. Dans certaines régions de France, le carburant est rationné. Des accès prioritaires ont été accordés aux ambulances et aux véhicules de police dans les stations-service. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) met en garde : “Les problèmes d'approvisionnement ont déjà des conséquences sur l'activité économique.” Comme si la conjoncture n'était pas déjà assez difficile avec la guerre en Ukraine.

Lorsque la grève sera finie, il faudra des jours pour que les raffineries reprennent leur activité et que la situation revienne à la normale dans les stations-service du pays. En début de semaine, les groupes pétroliers et la CGT se sont dits ouverts à la discussion. Le patron de Total, Patrick Pouyanné, a proposé d'ouvrir dès octobre les négociations salariales prévues en novembre. À condition que le travail reprenne. Une condition que rejette la CGT.

Si la situation s'envenime, Macron pourrait faire face à une nouvelle vague de contestation. Son objectif de faire passer la réforme des retraites cet hiver n'en paraît que plus audacieux. L'opposition de gauche a déjà appelé à une journée de manifestation le 16 octobre, “contre la vie chère” et contre la réforme des retraites. S'il est peu probable que cet appel tourne à une mobilisation de masse, il y a quatre ans, les “gilets jaunes” n'ont eu besoin ni des partis ni des syndicats pour s'organiser. Leur colère et les réseaux sociaux ont suffi à les faire descendre dans la rue.

—Leo Klimm
Publié le 10 octobre

✓ Précarité, prix de l'essence : tout augmente.
Dessin de L'Épée, Suisse.

Gare à la contagion!

Comme la France est très sensible à la hausse des prix, le mouvement de grève peut s'étendre.

Pour le **Financial Times** comme pour une bonne partie de la presse internationale, il n'y a plus de doute : les grèves dans les raffineries "sont une vraie épreuve de force pour le gouvernement français, aux prises avec les retombées de la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie".

Après presque trois semaines de grève, le gouvernement a renouvelé les réquisitions. Mais le retour à la normale sera long. À en juger par l'état d'esprit des Français, il n'aura peut-être pas lieu. Nombre d'entre eux, résume le **Washington Post**, "sont exaspérés par les pénuries de carburant : l'hiver sera dur – mais seulement pour les catégories les plus modestes". Le quotidien américain proche du Parti démocrate analyse la crise de l'énergie sous l'angle d'une confrontation de classes sociales. "Ce mois-ci, tandis que les élites parisiennes célébraient la Fashion Week, les maires français réduisaient la température dans les écoles, fermaient des piscines et limitaient les horaires d'ouverture des musées." Des



sujets qui fâchent dans l'Hexagone. "La France – un pays où la grogne sociale s'exprime souvent vite et fort – est particulièrement sensible à la hausse du coût de la vie, dans le sillage de la politique libérale que Macron mène depuis cinq ans, sans tenir compte de ses détracteurs, qui mettent en garde contre la casse sociale." Aujourd'hui, le risque de contagion est réel, note le quotidien.

Du côté du gouvernement, le tableau est loin d'être simple. "À gauche, politiciens et syndicats espèrent raviver le feu révolutionnaire au sein de la société pour créer, dans la rue, un front contre le gouvernement. Car depuis qu'elles ont perdu leur majorité absolue, en juin, les troupes présidentielles sont vulnérables", écrit **De Tjid** en Belgique.

Et **Politico** souligne que "si l'affaiblissement des syndicats dans la vie politique française peut jouer en faveur du gouvernement, il favorise aussi l'apparition d'une contestation spontanée, moins prévisible". La gauche en a donné un premier aperçu dimanche 16 octobre avec sa marche contre la vie chère, suivie d'un mouvement de grève dans les transports. "Macron va suivre de près l'évolution de l'opinion publique, alors qu'il s'apprête à lancer sa réforme des retraites avant la fin de l'automne", estime **Politico**.

C'est au Parlement que se dresse "le deuxième front", comme l'appelle à Madrid **El País**. "Sans l'habitude du consensus dans le camp présidentiel et avec une opposition réticente à coopérer", l'action législative passera par l'article 49.3, lui-même à haut

"L'hiver sera dur – mais seulement pour les catégories les plus modestes."

The Washington Post

potentiel éruptif. La suite des événements reste imprévisible pour le quotidien de centre gauche. Si l'opinion publique, contrairement à l'émergence jadis spontanée des "gilets jaunes", ne semble pas soutenir les grévistes menés par la CGT, la situation n'est pas plus claire à l'Élysée. "Le macronisme n'est plus un bloc discipliné, soudé derrière son chef. En outre, il n'y a pas de quinquennat sans son lot de crises inattendues. En l'occurrence, elles sont encore à venir."

Outre-Manche, enfin, certains vont jusqu'à brandir un spectre d'un autre calibre : Mai 1968. Selon le **Daily Telegraph**, au lieu de réaliser son idéal de laisser son gouvernement gérer le quotidien alors qu'il s'occupe de son héritage politique, Emmanuel Macron affronte aujourd'hui la "colère sociale".

"Depuis Mai 68, les présidents français sont hantés par la perspective de travailleurs qui débraieraient en masse et paralyseraient le pays. Épuisés par deux ans de confinements, les Français vont-ils répondre à l'appel? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais cette éventualité met le gouvernement Macron sur des charbons ardents."

— **Courrier international**

l'éléphant

la revue de culture générale

Offre réservée
aux lecteurs de
Courrier International

-15% sur tous les
abonnements



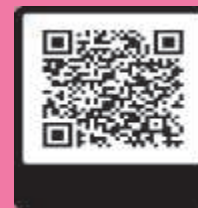
Tous les trimestres, 160 pages
dans tous les domaines du savoir

Histoire, Sciences, Monde, Arts, Philosophie,
Environnement, Psychologie, etc.

1 an : 56,95 € au lieu de 67 €
2 ans : 105,40 € au lieu de 135,20 €

avec le code **COURRIER2022** sur
www.zelephant-larevue.fr

ou accédez directement
en scannant --->





amériques

États-Unis. Les milices d'extrême droite continuent de nuire

Le procès des Oath Keepers, une milice impliquée dans l'attaque du Capitole, a débuté. À l'approche des élections de mi-mandat, la menace persiste.



CAGLE CARTOONS

—Los Angeles Times
Los Angeles

De Washington

Le procès des cinq meneurs des Oath Keepers [“les garants du serment”], une milice d’extrême droite qui a joué un rôle clé dans l’assaut contre le Capitole le 6 janvier 2021, a débuté à Washington le 3 octobre. Les prévenus, dont Stewart Rhodes, juriste formé à l’université Yale et fondateur du groupe, ont été accusés d’“association séditeuse”, autrement dit, d’avoir prémédité une attaque contre le gouvernement fédéral par la force afin d’empêcher le Congrès de certifier le résultat de l’élection présidentielle de 2020.

Le ministère public a déclaré que Rhodes et d’autres avaient planifié l’assaut sur le Capitole,

ordonné à leurs troupes d’apporter des “tomahawks pour tuer des zombies” et d’autres armes, et d’avoir stocké des armes à feu dans des hôtels en cas d’escalade des affrontements. “On ne va pas s’en sortir sans une guerre civile”, aurait écrit Rhodes à ses fidèles dans un message, selon l’acte d’accusation.

Ce procès, le premier d’une série visant les chefs de file de l’insurrection, a des enjeux considérables. C’est aussi le plus médiatisé de tous ceux intentés par le ministère de la Justice en liaison avec les événements du 6 janvier 2021.

Il est rare que l’accusation d’“association séditeuse” soit utilisée. Équivalent de la loi sur le terrorisme sur le plan intérieur, elle remonte à la guerre de

Sécession. Les inculpés ne sont pas accusés d’avoir commis des actes violents, mais d’avoir organisé ceux qui s’en sont rendus coupables.

L’affaire a sérieusement fragilisé les Oath Keepers, une milice qui existe depuis treize ans et recrute essentiellement d’anciens policiers et militaires tout en se présentant comme l’avant-garde armée de l’extrême droite militante. “Des membres ont pris leurs distances vis-à-vis des dirigeants. Leur réputation est ternie”, commente Jon Lewis, spécialiste du terrorisme à l’université George Washington.

Les procès n’ont pas nuï au phénomène plus général de l’extrémisme de droite, un écosystème qui englobe les suprémacistes

blancs, les militants antigouvernementaux et nombre de partisans de l’ex-président Trump (mais pas tous, loin de là). Comme les Proud Boys, une autre milice, dont le chef, Enrique Tarrio, et quatre de ses lieutenants doivent être jugés pour des accusations de même type en décembre.

Au lieu de se clairsemer, les rangs des Proud Boys grossissent. “Leur hiérarchie a été décimée, mais au niveau local ils sont encore plus actifs, m’a expliqué Oren Segal, de l’Anti-Defamation League [ADL, Ligue anti-diffamation]. De nouvelles cellules se créent sans cesse et ils ont diversifié leurs priorités; ils viennent assister aux réunions des conseils des établissements scolaires et font campagne sur les questions liées aux droits des LGBTQI.”

Rhétorique efficace. L’extrême droite militante a aussi survécu au 6 janvier sous d’autres formes. “C’est une erreur de se focaliser uniquement sur les milices”, déclare Robert Pape, de l’université de Chicago, qui a étudié les émeutiers du 6 janvier. “Près de 90 % des gens présents ce jour-là n’étaient pas des membres de milices, dit-il. Ce ne sont pas les Oath Keepers ni les Proud Boys qui sont à l’origine des événements. Il y avait un mouvement plus vaste, qui inclut beaucoup de simples partisans de Trump. Les milices n’en sont que la partie la plus visible.”

En se fondant sur certains sondages, Robert Pape estime que près de 18 millions d’Américains pensent qu’il est justifié de recourir à la violence pour permettre le retour de Trump à la Maison-Blanche. D’autres sondages laissent entrevoir que ce chiffre serait encore plus élevé.

Selon les spécialistes du terrorisme, l’extrême droite survit non par la vigueur de ses organisations, mais grâce à une rhétorique puissante qui séduit des millions de conservateurs mécontents. Au cœur de ce discours se trouve la conviction, alimentée par Trump et ses alliés, que les démocrates ont volé l’élection de 2020, et qu’ils continueront à user de moyens illégaux pour empêcher les conservateurs de l’emporter.

Ajoutons à cela un phénomène que les universitaires qualifient de “terrorisme stochastique” : soit des attaques isolées, apparemment aléatoires, inspirées par

✓ Trump sur Twitter : “... venez tous, ça va être MONSTRUEUX!”
Sur la bannière : Stop à la fraude électorale. Sur le badge de droite : Que Pence soit pendu! MAGA : Make America Great Again, “rendre sa grandeur à l’Amérique”
Dessin d’Adam Zyglis paru dans The Buffalo News, États-Unis.

les déclarations de politiciens comme Trump. “Nous avons des gens qui ont les moyens de s’adresser au plus grand nombre, et qui affirment qu’il faut agir pour stopper le FBI – qui serait corrompu – ou encore le fisc, qui serait sur le point d’envoyer 87 000 agents en armes jusque chez vous”, détaille Lewis, faisant référence au projet du fisc d’engager 87 000 fonctionnaires, dont la plupart travailleront derrière des bureaux.

Et l’expert d’ajouter : “Certaines personnes réagissent à ces messages en se disant non pas ‘Il faut que j’aille voter’, mais ‘Il faut que je prenne mon fusil et que je me rende au bâtiment fédéral le plus proche.’”

Si les dirigeants républicains, dont Trump, ne tenaient pas à ce que leurs propos aient un tel effet, ils pourraient y remédier simplement : ils n’auraient qu’à dénoncer la violence sous toutes ses formes – y compris la violence des partisans de Trump le 6 janvier 2021.

En tolérant politiquement la violence, ils rendent encore plus ardue la mission de ceux qui doivent lutter contre le terrorisme intérieur tout en respectant les libertés civiques, souligne Lewis, qui ajoute : “Les forces de l’ordre sont dans l’incapacité de traquer le moindre extrémiste de droite qui poste des messages sur Internet et possède aussi une arme à feu.”

Il faut donc en déduire que cette vague de violence extrémiste est loin d’être terminée. Avant la présidentielle de 2020, on avait demandé à Trump quel était le message qu’il souhaitait adresser aux Proud Boys, qui, même alors, menaçaient d’avoir recours à la violence. Il leur avait répondu avec indulgence : “Mettez-vous en retrait, et tenez-vous prêts.”

À la veille des élections de mi-mandat du 8 novembre, puis du lancement de la campagne présidentielle peu après, ils se tiennent prêts, une nouvelle fois.

—Doyle McManus
Publié le 9 octobre

SÉLECTION

RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE COURRIER INTERNATIONAL



SAINT JAMES RHUM VIEUX PURE CANNE VO, UN BIJOU GUSTATIF POUR L'HIVER*

Le Rhum Vieux Pure Canne VO est un bel exemple du savoir-faire de SAINT JAMES. Il a vieilli un minimum de 3 ans en anciens fûts de Bourbon sélectionnés, dans les chais SAINT JAMES, en milieu tropical. En bouche, ses notes torréfiées se mêlent remarquablement à celles de fruits frais et fruits secs, avec une finale vanillée. À offrir

ou à déguster à l'occasion des fêtes de fin d'année. 70 cl - 42% vol. - PMC : 22,95 € [Prix Marketing Conseillé].

www.rhum-saint-james.com



DECouvrez LA PLUS BELLE ADRESSE DE BOULOGNE

Les promoteurs Emerige et Quartus Résidentiel lancent Passage Châteaudun. Idéalement située, cette résidence à l'architecture de caractère propose des appartements neufs du studio au 5 pièces aux prestations de grande qualité, s'ouvrant pour la plupart sur un espace extérieur : jardin intimiste, balcon d'angle ou filant, généreuse terrasse ou magnifique rooftop.

boulogne-chateaudun.com

L'Auvergne AU NATUREL A DU CHARME !

Des nids douillets, avec vue, dans la montagne, au bord de l'eau, sous les arbres ou au cœur de villages pittoresques ... Tous respectueux de leur environnement. Des découvertes, des rencontres et du partage avec des passionnés. A vous de choisir !

www.auvergne-destination.com



SOS MEDITERRANEE

Chaque année des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent noyés aux portes de l'Europe en tentant de traverser la Méditerranée. Face à cette situation inacceptable, des citoyens européens ont décidé d'agir en créant SOS MEDITERRANEE. Ensemble, nous avons déjà sauvé plus de 35 000 personnes avec l'Aquarius et l'Ocean Viking. Chaque jour en mer coûte 14 000 €. Pour continuer, nous avons besoin de vous. Faites un don !

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

COLOMBIE

En finir avec la guerre contre la drogue

La lutte contre le trafic, notamment de cocaïne, est un fiasco. Le nouveau président, Gustavo Petro, doit convaincre le monde entier d'en finir avec ce conflit absurde, estime ce site d'information.



CAGLE CARTOONS

—**Cambio** (extraits) Bogotá

L'invasion russe de l'Ukraine et le retour des talibans en Afghanistan préoccupent considérablement les grandes capitales. En revanche, le monde reste imperturbable face à la pire guerre qui ait été livrée dans l'histoire

récente, après plus de cinquante ans d'un échec retentissant. Cette guerre, c'est celle lancée le 17 juin 1971 par le président Richard Nixon contre le trafic et la consommation de drogue, "ennemi public numéro un de l'Amérique".

L'insuccès de la guerre contre la drogue est un sujet rebattu, qui fait

l'unanimité parmi des milliers de politiques, de scientifiques, d'écologistes et autres experts.

Or l'appel lancé par Nixon depuis Washington a retenti partout dans le monde, si bien que les stratégies pour mettre fin à cette guerre doivent être mondialisées, la production et la consommation de drogue étant des fléaux planétaires. Même si cette guerre a été préparée dans un seul pays, le désarmement ne pourra devenir réalité que par une intervention du concert des nations.

Bilan lourd. Mais il y a certains pays qui ont une plus grande légitimité morale pour exiger un changement de stratégie radical. La Colombie est le pays qui a été le plus pénalisé par la lutte contre le trafic de drogue, quel que soit le critère retenu. C'est elle qui présente le plus lourd bilan. L'argent sale des narcos a financé les conflits armés [notamment les Forces armées révolutionnaires de Colombie, Farc] et favorisé des décennies de violations des droits humains, commises en toute impunité.

Quelle souveraine injustice qu'un seul État ou région doive payer pour les cocaïnomanes du monde développé ! Le président Gustavo Petro a donc eu raison de dire, dans son allocution d'investiture, le 7 août dernier : "Ils disent qu'ils veulent nous soutenir sur [le plan de] la paix. Eh bien ! Qu'ils changent leur politique de lutte contre la drogue. Il est temps que les responsables politiques internationaux admettent que la guerre contre les drogues est un fiasco."

C'est ce qu'a dit également [l'ex-président de droite, 2010-2018] Juan Manuel Santos dans son discours de réception du prix Nobel [pour la paix signée avec les Farc, en 2016], quand il a déclaré que la vision prohibitionniste "[était] aussi dommageable, si ce n'est plus, que toutes les guerres qui se livrent aujourd'hui dans le monde".

Il est grand temps que les pays condamnés aux plus lourdes peines exigent une révision du procès.

✎ Dessin d'Arcadio paru dans la *Prensa Libre*, San José (Costa Rica).

Car la violence de cette guerre nous a laissés KO. Elle est un affrontement inutile contre un monstre invisible, dont le coup de griffe détruit tout ce qui l'approche : les victimes du conflit alimenté par les narcos, les responsables politiques qu'ils achètent, les institutions qu'ils infectent, le secteur privé qui lave l'argent sale, chacun des maillons de la chaîne, depuis les avocats jusqu'aux chefs mafieux en passant par les paysans et les écosystèmes sur lesquels il pleut du glyphosate [utilisé pour détruire les plantations de coca]. Tous en décomposition.

Il faut croire que la lutte contre la drogue est devenue un secteur économique à part entière, tant pour ceux qui livrent cette guerre que pour les *capos* et les cartels, qui savent que leurs fabuleux bénéfices dépendent de l'illégalité du trafic.

Cette prohibition absurde possède sa propre armée, suréquipée, prête à tirer. On investit toujours plus d'argent et de forces dans une stratégie myope et inefficace, mais la drogue est toujours là, au même

Quelle injustice qu'un seul État ou région doive payer pour les cocaïnomanes du monde développé !

titre que ceux qui la produisent, ceux qui la vendent et ceux qui la consomment.

Comme il fallait s'y attendre, les déclarations de Petro ont pris de court les diplomates et les journalistes. Certaines sources assurent qu'elles ont mis les *gringos* mal à l'aise. Le ministre de la Justice, Néstor Osuna, est donc monté au créneau pour limiter les dégâts. "Ce gouvernement n'a pas l'intention de légaliser la cocaïne", a-t-il assuré, ajoutant que le président avait fait seulement allusion à une nouvelle orientation concernant la poursuite des *capos* et les mesures de santé publique.

—**Ana Bejarano Ricaurte**
Publié le 1^{er} octobre

Contrepoint

Aller à la racine du problème

●●● L'ex-ministre de la Justice colombien Yesid Reyes a réagi dans une tribune publiée par le journal *El Espectador* aux propos de la journaliste Ana Bejarano (dont l'article est à lire ci-contre). Et la solution, pour lui, ne passe pas par la légalisation internationale de la cocaïne. Il y a d'autres urgences, argumente-t-il. Selon l'ONU, "il y a environ 345 millions d'utilisateurs de drogue dans le monde, rappelle-t-il, dont seulement 6 % sont des consommateurs de cocaïne, tandis que 88 % sont des consommateurs de marijuana, d'opioïdes et d'amphétamines".

Et si les morts dues à la poudre blanche ne représentent "que" 4 % des overdoses, c'est parce que 70 % des décès sont en relation avec des médicaments légaux, généralement des opioïdes, alors que l'encadrement légal de la marijuana avance presque partout. C'est donc parce que "la cocaïne n'est pas le principal problème de drogue dans le monde" que la Colombie doit se concentrer sur l'éradication des plantations de coca, précise-t-il. Non pas par la méthode dure – elle a échoué –, mais par une substitution volontaire des cultures, conclut-il.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international



Forum expat

EXPATRIATIONS

NOUVELLES DESTINATIONS

Une journée de conférences
pour vous accompagner dans
votre aventure à l'étranger

20 OCTOBRE 2022

**AUDITORIUM DU
GROUPE LE MONDE**

En direct sur Facebook,
YouTube et LinkedIn

Inscrivez-vous sur : leforumexpat.com

Un événement groupe Le Monde



Avec la collaboration de





asie

Afghanistan. Une irréparable fuite des cerveaux

L'exode en août 2021 de milliers d'Afghans qualifiés sape l'administration et l'avenir du pays. Les efforts des talibans pour inciter au retour sont sans effet.

—Gandhara (extraits) Kaboul

En partant pour l'Allemagne, Ahmad Ghani Khosrawi, ancien doyen de la faculté de littérature et des sciences humaines de l'université d'Herat, dans l'ouest de l'Afghanistan, s'est joint à l'exode de nombreux concitoyens, cerveaux brillants faisant désormais défaut à leur pays soumis une nouvelle fois au joug des talibans.

Beaucoup ont fui avant le retrait des forces américaines et étrangères, en août 2021, sentant venir la fin d'une période de réformes démocratiques et sociales. D'autres, comme Khosrawi, ne sont partis qu'après la prise du pouvoir par les talibans. Ces derniers ont confié les postes à responsabilités à des loyalistes souvent dépourvus de qualifications. "Ils sont arrivés, et ils ont nommé leurs hommes de confiance, explique Khosrawi au sujet du secteur de l'enseignement. Cela a porté un coup fatal aux universités et a poussé un grand nombre de professeurs à partir."

Crise. Aujourd'hui, le gouvernement taliban tangué, la fuite des cerveaux lui ôtant la capacité à assurer des services essentiels et à répondre à une crise économique et humanitaire dévastatrice. La santé, l'éducation, la sécurité et la justice sont touchées par cette absence de personnel qualifié, assure Weeda Mehran, codirectrice du Centre des études internationales avancées (CAIS) de l'université d'Exeter, en Grande-Bretagne. Beaucoup de ceux

qui sont partis avaient fait des études ou suivi des formations dans les écoles militaires d'élite à l'étranger du temps du gouvernement précédent, soutenu par l'Occident, arrivé au pouvoir au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan sous commandement américain, en 2001. [Une opération militaire décidée à la suite des attentats du 11 septembre 2001 pour capturer Oussama Ben Laden, le dirigeant d'Al-Qaïda, vivant en Afghanistan.]

"Les médecins, ingénieurs, juges et avocats disposaient des moyens financiers, du niveau d'éducation et des compétences susceptibles de faciliter leur émigration", commente Mehran.

Les talibans sont déjà confrontés à des obstacles que tout gouvernement peinerait à surmonter. Leur pouvoir n'a toujours pas été officiellement reconnu par le moindre pays. La livraison de l'aide internationale annoncée afin de permettre au pays de réagir à la crise humanitaire provoquée par la famine, la sécheresse et l'insécurité a été retardée par les sanctions imposées au groupe armé [les États-Unis retiennent une grande part des avoirs afghans dans leurs coffres]. De plus, les restrictions imposées aux femmes, la négation du droit des filles à une éducation, l'incapacité à tenir les promesses quant à la liberté des médias et au partage du pouvoir ont contribué à leur isolement sur le plan international.

Pendant le premier règne des talibans, de 1996 à 2001, les femmes ont été quasiment privées de tous les droits. Pendant les vingt ans de présence militaire étrangère, entre 2001 et 2021, elles se sont encore heurtées à de terribles obstacles dans l'affirmation de leurs droits. Selon les observateurs, le départ d'enseignantes qualifiées va maintenant sérieusement compromettre l'avenir de l'éducation des filles. Weeda Mehran souligne : "Si les talibans autorisaient les filles à reprendre les cours dans le primaire et dans le secondaire, on manquerait d'enseignantes."

Une situation que l'Afghanistan a déjà vécue. De grandes

vagues d'émigration de professionnels qualifiés ont eu lieu après l'invasion soviétique, en 1979, ainsi que pendant la guerre civile de 1992 à 1996, à l'issue de laquelle les talibans s'étaient emparés du pouvoir.

Depuis que les talibans ont déferlé sur Kaboul, le 15 août 2021, leurs chefs se sont efforcés d'encourager les fonctionnaires, militaires et policiers, enseignants et d'autres à rester ou à revenir dans ce pays qui compte environ 40 millions d'habitants. Ils ont promis une amnistie aux membres des forces de sécurité et à ceux qui avaient travaillé pour le gouvernement précédent, et garanti que "tout serait pardonné" à ceux qui étaient déjà partis. Les professionnels

"Si les talibans autorisaient les filles à reprendre les cours, on manquerait d'enseignantes."

Weeda Mehran, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ D'EXETER

de haut niveau seraient accueillis en "héros" à leur retour. Sur leur fil Twitter, les responsables talibans ont publiquement tendu le rameau d'olivier aux émigrés, invitant "les personnalités universitaires, politiques et intellectuelles, les experts et tous les Afghans qui vivent à l'étranger" à revenir.

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

Rares sont les politiciens, membres des forces de sécurité et fonctionnaires ayant accepté leur offre. Le groupe armé a été accusé par les associations internationales de défense des droits humains de centaines de violations depuis qu'ils ont pris le pouvoir, dont des exécutions extrajudiciaires, des détentions arbitraires et des actes de torture à l'encontre de personnes liées à l'ancien régime, mais aussi de défenseurs des droits humains et de journalistes.

Confiance. De sérieux doutes subsistent quant à l'engagement des talibans à tenir leurs promesses, mais aussi quant à leur capacité à compenser par eux-mêmes la fuite des cerveaux.

Faisal Karimi, autrefois professeur de journalisme à l'université d'Herat et ancien directeur du Centre des études sur les médias d'Afghanistan, vit désormais aux États-Unis. De son point de vue, la perte de professionnels qualifiés "est irréparable, au moins pour de nombreuses décennies à venir". Pour parvenir à reconstituer de tels moyens, il faudrait mettre en place des institutions et faire des investissements de "millions et de milliards de dollars".

Hameed Hakimi, chercheur associé à Chatham House, groupe de réflexion sur l'international établi à Londres, et chercheur principal de l'Atlantic Council, à Washington, rappelle que même avant l'arrivée des talibans l'Afghanistan était déjà en queue du classement mondial dans le domaine du développement humain et d'autres secteurs. Le départ du personnel qualifié, ajoute-t-il, risque "sûrement d'avoir des répercussions à long terme sur le parcours ardu du pays vers la prospérité socio-économique et sociale". Pour compenser cette fuite des cerveaux, il faudrait non seulement disposer d'argent, mais aussi rétablir la confiance, l'un et l'autre "faisant actuellement défaut".

Il affirme : "Si des familles et les jeunes générations ont le sentiment que leur seul espoir de réussir dans la vie nécessite de quitter le pays, il deviendra impossible de développer du personnel qualifié et de constituer une classe d'hommes et de femmes éduqués."

—Michael Scollon
Publié le 12 août



PAKISTAN

Ces taupes modèles qui piègent les soldats indiens

Soldats et civils indiens sont régulièrement la cible d'opérations de séduction menées par des agentes du renseignement pakistanais.



—Hindustan Times
New Delhi

Pradeep Kumar et Riya étaient ensemble depuis seize mois. Ils ne s'étaient pas rencontrés, mais cela n'avait apparemment pas d'importance. Ni le fait qu'il soit artilleur dans l'armée indienne, en poste à Jodhpur, ni celui qu'elle soit lieutenant-colonel, affectée à un hôpital militaire de Bangalore. Ils parlaient pendant des heures, souvent en visioconférence. Elle l'avait présenté à sa sœur en visio. Pradeep l'adorait. Riya l'adorait aussi.

Le monde et les rêves de Pradeep Kumar, 24 ans, se sont effondrés en mai. Le jeune artilleur a été arrêté pour complicité d'espionnage avec un agent pakistanais. Les officiers du renseignement qui l'ont emmené lui ont dit qu'il avait été piégé.

Riya, son grand amour, n'était pas un officier de l'armée indienne, mais une agente de l'ISI, les services de renseignements pakistanais. L'un des officiers qui ont interrogé Pradeep pour évaluer les dégâts qu'il avait causés se souvient qu'il ne croyait pas que cette femme, celle qui l'avait abordé en 2021, était une espionne. Il avait déclaré : *"Ce n'est pas elle, vous vous trompez... Elle doit subir des pressions... Emmenez-moi à Bangalore, je vais lui demander de m'indiquer où elle se trouve."*

Appels manqués. Il a refusé de les croire pendant plusieurs jours malgré les preuves qu'ils lui montraient.

Riya lui avait dit qu'on l'avait affectée dans un bureau, qu'elle n'était pas bonne pour ce genre de tâche, et lui demandait souvent de l'aide, par exemple des

documents de son unité pour voir comment bien faire.

Bien d'autres ont saccagé leur propre vie et mis en danger la sécurité nationale par amour, d'après la police de l'État. Selon ses décomptes, sur les vingt-huit personnes arrêtées pour espionnage au Rajasthan depuis 2019, une sur deux s'était fait piéger.

Shantimoy Rana, 24 ans, par exemple. Il projetait de se marier à la fin du mois de septembre, mais se trouve désormais derrière les barreaux. Il avait été contacté en août 2021 par une certaine Ankita, qui lui avait dit être dans l'armée. *"Il ne savait pas que c'était une agente pakistanaise. Elle lui a même envoyé 5 000 roupies [une soixantaine d'euros] en cadeau"*, raconte l'officier.

Un autre officier explique que ces femmes prenaient contact selon un schéma bien précis. Les choses commençaient souvent par un appel manqué. C'est ce qui s'est passé pour Pradeep Kumar : il en a repéré un sur son téléphone en janvier 2021. Il a rappelé et ils se sont mis à discuter. *"Elles font des appels manqués ou entrent en contact sur les réseaux sociaux. Après, elles appellent tous les jours en visio ou sur des chats vocaux et deviennent proches de l'intéressé"*, ajoute l'officier. *"Elles séduisent les soldats, leur envoient des vidéos dénudées et les poussent à leur confier des informations et des documents confidentiels."*

Toutes les cibles ne sont pas dans l'armée. Nitin Yadav, arrêté en avril, travaillait pour une société qui fournissait des fruits et des légumes à la base militaire. L'officier explique : *"Il envoyait les photos des factures ou des commandes, ce qui permettait aux Pakistanais d'estimer les forces en présence sur la base."*

Cartes SIM. Kuldeep Singh, arrêté en août, est accusé d'avoir créé un compte Facebook sous l'identité d'une femme et d'être devenu ami avec des militaires pour obtenir des informations, transmises à des officiers pakistanais. Il travaillait dans un magasin d'alcool. Il *"s'était fait séduire, mais il n'avait rien à donner. C'est pour continuer cette relation qu'il a fait cela... Il a aussi reçu de l'argent"*, raconte l'officier.

Tout le monde a une utilité pour les espions. Ils peuvent devenir amis avec quelqu'un juste pour obtenir une carte SIM. *"Narayan, qui a été arrêté en juillet, est accusé d'avoir fourni des cartes SIM de sociétés de télécommunication indiennes qui allaient être utilisées pour que des Pakistanais détiennent des comptes sur des réseaux sociaux. Il les envoyait à Mount Abu, d'où elles étaient envoyées à Delhi, Bombay et Dubaï. Il recevait de 3 000 à 5 000 roupies [entre 38 et 64 euros] par carte"*, poursuit l'officier.

Plusieurs cas ont été relevés où des agents pakistanais, en

↳ Dessin d'Arcadio paru dans Prensa Libre, Costa Rica.

particulier des femmes, sont entrés en contact par WhatsApp avec des personnes travaillant pour la défense indienne ou avec des civils pour obtenir des informations, confirme S. Sengathir, chef de la police du Rajasthan responsable de la sécurité. *"Ces activités augmentent, et nous avons décidé de passer à une surveillance à grande échelle par des moyens techniques et humains. Les agents pakistanais de ce réseau sont identifiés en permanence, des centaines de personnes ont été identifiées et interrogées. Huit cas ont été signalés cette année."*

Les personnes qui vivent dans les zones frontalières sont particulièrement visées, et pas uniquement les militaires, ajoute-t-il. *"Nous nous efforçons de renforcer la vigilance, en particulier dans les zones frontalières. L'armée et les forces paramilitaires s'efforcent, elles aussi, de sensibiliser les soldats et la population. On leur a demandé d'informer la police et le ministère au moindre appel suspect."*

Selon un militaire haut placé qui souhaite conserver l'anonymat, la politique de l'armée en matière de réseaux sociaux est régulièrement révisée. L'utilisation des plateformes est interdite dans l'armée. *"Le personnel est sensibilisé, précise-t-il, nous avons une surveillance interne et externe, qui comprend la collecte de renseignements et la cybersurveillance."*

—Sachin Saini
Publié le 15 septembre

Espions à plumes

●●● Le Pakistan utiliserait-il aussi des pigeons pour espionner l'Inde? La police aux frontières affirme avoir capturé un nouveau "pigeon espion pakistanais", ironisait Dawn, le grand quotidien anglophone du Pakistan, en décembre 2020. *"En 2016, la police de Pathankot, dans l'État du Pendjab [Nord], a arrêté un oiseau trouvé à proximité de la frontière avec le Pakistan. Une note attachée au volatile menaçait le Premier ministre Narendra Modi"*, souligne Sky News. Ces insolites histoires d'espionnage

sont révélatrices des tensions entre les deux frères ennemis. Les relations entre l'Inde et le Pakistan, qui revendiquent tous les deux la région himalayenne du Cachemire, sont exécrables. New Delhi accuse régulièrement Islamabad de soutenir la rébellion séparatiste qui ensanglante depuis des décennies la partie du Cachemire administrée par l'Inde. Le Pakistan, qui a toujours nié ces allégations, accuse pour sa part l'Inde de soutenir des mouvements séparatistes sur son territoire, notamment au Baloutchistan.

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier international À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



afrique

↓ Payée par le gouvernement, la rénovation du Kigali Golf Resort & Villas, un complexe 18 trous de plus de 50 hectares, a coûté 16 millions de dollars. Photo Alice Kayibanda/The New York Times



—The New York Times
New York

Itangayenda Viateur est consultant en gestion à Kigali, au Rwanda. En novembre 2021, il a effectué un déplacement professionnel en Afrique de l'Ouest et, au retour, il a été témoin d'un phénomène étonnant : un groupe d'environ 50 passagers s'envolaient vers la capitale rwandaise pour un week-end de golf.

Depuis l'ouverture, l'été dernier, du Kigali Golf Resort & Villas, la ville attire de nombreux golfeurs. Grâce à une rénovation ayant coûté 16 millions de dollars [16,6 millions d'euros], financée par le gouvernement rwandais, l'ancien parcours de golf, un neuf trous miteux, a fait peau neuve, laissant place à un complexe dix-huit trous de plus de 50 hectares, imaginé par l'entreprise du célèbre joueur sud-africain Gary Player.

Vingt-huit ans après le génocide qui a fait environ 800 000 morts, la construction de ce complexe arrive en pleine période d'expansion économique pour ce pays enclavé, qui espère s'imposer comme un centre d'affaires, un carrefour de la tech et du sport professionnel pour l'ensemble du continent africain.

Rwanda. Le golf, un sport hautement politique

Kigali mise sur cette discipline pour développer son attractivité et devenir un hôte incontournable de grandes conférences. Au risque de creuser les inégalités dans un pays où le niveau de vie moyen s'établit à 1 euro par jour.

En 2019, Itangayenda Viateur s'est installé dans un grand appartement à cinq chambres et trois salles de bains au cœur de Vision City, un complexe résidentiel aux dimensions encore jamais vues dans le pays, d'après ses promoteurs.

Situé dans le quartier de Gacuriro, l'ensemble comprend déjà 500 logements, auxquels s'ajouteront bientôt 1400 biens supplémentaires. Depuis son toit-terrasse, Itangayenda Viateur peut apercevoir le parcours de golf. En trois ans, la valeur de son appartement a pris au moins 30 %, « en partie grâce à la proximité du golf », explique-t-il.

Le Kigali Golf Resort & Villas – à environ 3 kilomètres de Vision

City – est lui aussi toujours en cours de construction. D'ici dix ans, il devrait couvrir plus de 120 hectares. À terme, il comprendra un club-house, un hôtel cinq étoiles et plus de 150 villas de luxe disponibles à la location ou à la vente, énumère Jack Bryan, le gérant du complexe. Sans oublier la piscine, le bar à champagne, le restaurant gastronomique et le salon fumoir.

Le gouvernement rwandais espère ainsi créer une culture du golf parmi la population locale, et surfer sur l'engouement pour la discipline afin de développer l'attractivité du pays. Clémence Nzayisenga, directrice des relations clients au Retreat, un hôtel de charme de Kigali, se félicite :

« Kigali n'est plus seulement une escale pour les touristes qui viennent observer les gorilles, c'est désormais une destination à part entière. Certains de nos clients pratiquent désormais le tourisme sportif, et ils se renseignent systématiquement sur le golf. »

Il y a toutefois un revers à la médaille, alertent certains militants et commentateurs politiques.

Depuis un peu plus de vingt ans, le Rwanda est dirigé par le président Paul Kagame. Sous sa houlette, le gouvernement a financé plusieurs projets de développement à fort retentissement, notamment le Palais des congrès de Kigali, un complexe respectueux de l'environnement

de 9700 mètres carrés surmonté d'un dôme pouvant s'illuminer aux couleurs du drapeau rwandais. Avec un budget de 300 millions de dollars [310 millions d'euros], ce bâtiment, inauguré en 2016, est l'un des plus coûteux d'Afrique. Le gouvernement a également participé au financement de la BK Arena, un stade couvert de 10 000 places qui a accueilli en 2021 la saison inaugurale de la Ligue africaine de basket-ball, rattachée à la NBA.

Or le gouvernement de Kagame est souvent qualifié d'autoritaire. Certains l'accusent de réprimer l'opposition, d'emprisonner ses adversaires politiques et de restreindre la liberté de la presse. S'il a ramené une certaine stabilité dans le pays, ses détracteurs lui reprochent d'avoir utilisé la manière forte.

L'État est également accusé de soutenir des milices en République démocratique du Congo voisine. En août, Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, s'est rendu à Kigali au cours de sa tournée

Le Rwanda espère s'imposer comme un centre d'affaires, un carrefour de la tech et du sport professionnel.

africaine, et aurait échangé avec Paul Kagame à ce sujet.

“Au Rwanda, les instruments de démocratie ne sont que poudre aux yeux”, dénonce Lewis Mudge, directeur pour l’Afrique centrale chez Human Rights Watch. Et dans un pays où le niveau de vie moyen s’établit à moins de 1 dollar par jour [environ 1 euro], les projets de modernisation comme le Kigali Golf Resort & Villas risquent de creuser les inégalités, voire de conduire à des rafles et des arrestations injustifiées [pour nettoyer les rues] de la pauvreté en amont des conférences de premier plan.

“Le gouvernement veut faire de [Kigali] un lieu incontournable des grands congrès en Afrique de l’Est, analyse Mudge. Le problème, c’est que le coût de communication pour redorer le blason de Kigali a un prix.”

Les affaires n’en sont pas moins florissantes dans la capitale rwandaise. “Ce golf, c’est l’occasion de stimuler l’économie locale en développant un sport encore méconnu et en ouvrant de nouvelles perspectives dans les secteurs connexes”, explique Josue Dushimimana, directeur général du parcours.

Car les Rwandais aussi se mettent au golf. Lorsque Jules Dusabe est devenu caddie, en 1997, sur l’ancien parcours, il n’avait jamais touché un club. Après quelques années à porter le matériel des autres, il s’est lancé à son tour sur le green, jusqu’à se hisser au niveau professionnel en 2015. À 35 ans, il est aujourd’hui entraîneur et parcourt le monde entier. “Le golf est en pleine métamorphose au Rwanda, constate-t-il. Beaucoup d’enfants se tournent désormais vers ce sport.”

Leonard Nkurunziza non plus ne connaissait pas grand-chose à la discipline lorsqu’il a débuté en tant que caddie il y a vingt ans. À l’époque, seule une centaine de joueurs fréquentaient le gazon du neuf trous. Aujourd’hui, il participe à des compétitions et a même été capitaine de l’équipe nationale rwandaise. Il travaille toujours pour le golf, et supervise l’ensemble des caddies. Le club compte désormais plus de 400 membres réguliers, constate-t-il. “Les Rwandais commencent à se prendre de passion pour le golf.”

L’an dernier, Pascal Germain et Denise Uwimbabazi Bagambake sont partis en quête d’une maison

à Kigali. Le couple d’entrepreneurs, qui vit actuellement à Nairobi, au Kenya, prévoit de s’installer au Rwanda, le pays natal de Denise, quand leurs enfants auront grandi. D’ici là, ils voulaient investir dans un bien locatif à fort rendement.

Ils ont déniché une villa avec six chambres et six salles de bains construite il y a cinq ans. Son meilleur atout : une vue imprenable sur le parcours de golf.

Depuis la rénovation du golf, le prix au mètre carré des terrains a été multiplié par trois.

Le couple a acheté la maison, située dans le quartier huppé de Nyarutarama, pour 800 000 dollars [830 000 euros]. Ils la louent à une famille qui a signé un bail de cinq ans et payé la première année d’avance. Ils ne veulent pas divulguer le montant du loyer mais confient qu’ils espèrent amortir l’achat d’ici à sept ans.

“Nous savions que le golf était le meilleur endroit où investir”, souligne Pascal Germain, un Rwandais qui a grandi en Belgique. Ils espèrent profiter de l’emplacement de leur future maison pour faire découvrir un jour le sport à leurs enfants.

Avant les travaux de réaménagement, les terrains avoisinants se vendaient autour de 70 dollars [73 euros] le mètre carré, rappelle Charles Haba, directeur de l’agence immobilière Century Real Estate à Kigali. Aujourd’hui, il faut compter jusqu’à 200 dollars [207 euros], et le secteur du bâtiment est florissant. “Ça bourdonne d’activités tout autour du parcours, ajoute Charles Haba. Les grands immeubles résidentiels se multiplient, les appartements se vendent à des prix records.”

La partie résidentielle du Kigali Golf Resort & Villas est encore en phase de conception. Mais à proximité immédiate des pelouses immaculées du parcours, de nombreux autres projets récoltent déjà les fruits du réaménagement.

À Vision City, où vit Itangayenda Viateur, “des logements qui valaient autrefois 110 000 dollars [114 000 euros] se vendent aujourd’hui entre 160 000 et 170 000 dollars [entre 166 000 et 176 000 euros]”, confie Simon

“Une furie techno-optimiste”

●●● À Kigali fleurissent des pépinières et start-up diverses où une nouvelle génération de Rwandais et d’Africains venus de tout le continent “incube”, ordinateur portable à la main. À la Norrsken House Kigali, vaste complexe de bois, de verre et de métal, on imagine les technologies de demain et d’aujourd’hui. Déjà, dans le pays, des poches de sang ou du matériel médical vétérinaire sont transportés par drones. **El País** décrit cette Silicon Valley des Grands Lacs qui illustre “la furie techno-optimiste qui secoue le pays d’Afrique de l’Est”. Car Kigali “bouillonne dans un immense chaudron de codes binaires”, écrit le quotidien espagnol, qui note que le pays enclavé et privé de ressources naturelles a choisi de se transformer “en une économie du savoir”. Pour accompagner cet essor, les autorités rwandaises ont créé un ministère dévoué à cette économie 2.0, le Minict, ou Ministry of Information Communication Technology and Innovation.

Sondern, créateur et directeur de Vibe House, une agence immobilière de luxe de Kigali.

Les logements ultramodernes et tout équipés White Stone Apartments, disponibles pour de courts séjours, se louent à partir de 100 dollars [104 euros] la nuit. On les retrouve dans deux quartiers de Kigali, dont un situé à quelques minutes du parcours de golf. Ils ont ouvert en 2021 et sont complets quatre mois à l’avance, explique Simon Sondern.

“Avant l’ouverture de ce club, il n’y avait pas de golfeurs au Rwanda, souligne Jack Bryan, le directeur du complexe. C’est fou de voir le nombre d’appartements et d’hôtels qui ont depuis intégré le mot ‘golf’ à leur nom. Tous les établissements avec vue sur le parcours espèrent bénéficier des retombées du projet.”

—Debra Kamin
Publié le 9 septembre



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.



AVANT-PREMIÈRE “MON PAYS IMAGINAIRE”

Invitation pour deux personnes pour visionner le film *Mon pays imaginaire* de Patricio Guzmán le mardi 18 octobre à 20 h au Forum des images, suivi d’une rencontre avec le réalisateur. **À gagner : 30 invitations pour deux personnes**



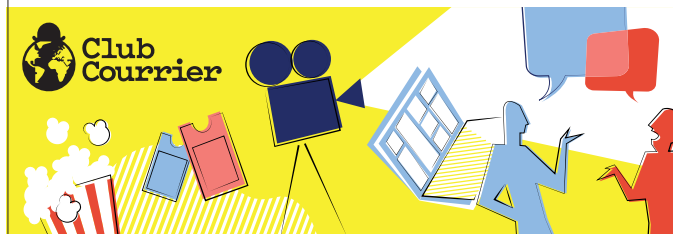
THÉÂTRE 13

Tentez de remporter une carte d’abonnement à la saison de spectacle 2022-2023 au Théâtre 13. **À gagner : 5 cartes d’abonnement**



UNIVERSCINÉ

Tentez de remporter un code de visionnage pour le film “Dans un recoin de ce monde”, de Sunao Katabuchi. **À gagner : 200 codes**





Diplomatie.

Accord historique entre le Liban et Israël

Techniquement en état de guerre, les deux pays sont parvenus, avec l'aide des États-Unis, à un accord sur le tracé de leur frontière maritime, ce qui doit leur permettre d'exploiter leurs gisements de gaz.

toutes les parties concernant les gisements de Karish et de Cana, à cheval sur une zone que se disputaient Beyrouth et Tel-Aviv.

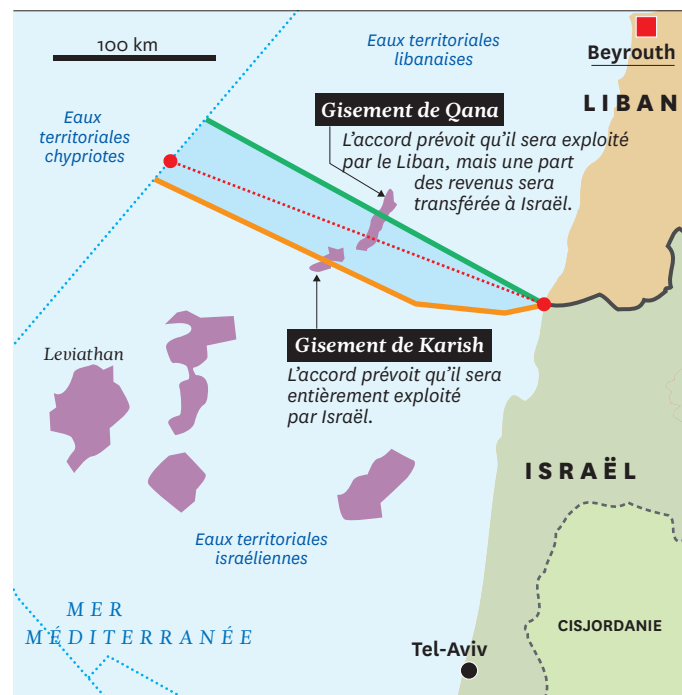
“Malgré quelques défauts, cet accord est stratégiquement important pour Israël, car il permet d'éloigner le risque d'un nouvel affrontement armé avec le Hezbollah, tandis que ce dernier perd une carte dans sa propagande accusant l'État hébreu d'accaparer les eaux du Liban”, estime Amos Harel, chroniqueur militaire du journal israélien **Ha'Aretz**.

Et puis, ajoute Yitzhak Levanon dans le quotidien israélien de centre-droit **Maariv**, cet accord “a l'avantage d'être assorti de garanties de sécurité américaines”. Washington a joué un rôle clé dans la conclusion de cet accord, comme l'illustrent les félicitations adressées par le président américain Joe Biden au Premier ministre israélien, Yaïr Lapid, et au président libanais, Michel Aoun, et les multiples navettes entre Israël et le Liban effectués par le médiateur, Amos Hochstein. Le 15 octobre, Emmanuel Macron a à son tour félicité Michel Aoun, affirmant, selon la présidence libanaise, que la France avait “contribué de manière modeste à cet accord”.

La conclusion de cet accord survient à près de trois semaines des élections législatives en Israël, prévues le 1^{er} novembre, qui s'organisent autour du duel entre Yaïr Lapid et le chef de l'opposition et ancien chef du gouvernement Benjamin Nétanyahou. Alors que le premier a salué une “avancée historique” qui “va renforcer la sécurité d'Israël, injecter des milliards dans l'économie israélienne et assurer la stabilité” de la région frontalière avec le Liban, le second a, lui, dénoncé une “capitulation face au Hezbollah”, affirmant qu'il n'honorerait pas cet accord s'il revenait au pouvoir.

De son côté, Nahum Barnea, l'éditorialiste du quotidien situé à droite **Yediot Aharonot**, remet en question le fait qu'un gouvernement de transition puisse entériner une décision d'une telle importance. Le 12 octobre, le gouvernement Lapid a approuvé l'accord, ouvrant la voie à un examen du texte par la Knesset pendant deux semaines, avant que celui-ci ne puisse entrer en vigueur.

permanente depuis des décennies, espèrent à terme pouvoir exploiter leurs ressources en gaz offshore. Et ce avec le consentement tacite du Hezbollah libanais pro-iranien, ennemi juré de l'État hébreu. Cet accord prévoit notamment une solution satisfaisant



AVANT L'ACCORD :

— Eaux territoriales qui faisaient l'objet d'un litige entre Israël et le Liban
— Limite nord revendiquée par Israël
— Limite sud revendiquée par le Liban

DEPUIS L'ACCORD :

— Nouvelle limite des ZEE israélienne et libanaise qui vient d'être négociée entre les 2 États
— Limite des zones économiques exclusives (ZEE) ou, dans certains cas, ligne d'équidistance
— Gisements d'hydrocarbures

À Beyrouth, Michel Aoun a annoncé jeudi 13 octobre que le Liban approuvait ce texte. Quelques jours auparavant, la présidence libanaise avait jugé que la proposition d'accord répondait “aux demandes du Liban et préserv[ait] son droit à ses richesses naturelles”.

“Certes, cet accord n'équivaut pas à un traité de paix, comme celui du 17 mai [1983, qui mit fin à l'état de belligérance entre les deux pays durant la guerre du Liban] ou l'armistice [de 1949 entre les deux pays], mais il s'agit d'une étape historique dans le conflit entre Israël et le Liban”, écrit le quotidien libanais **An-Nahar**.

Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a déclaré que si Beyrouth acceptait cet accord, “alors, pour nous les choses sont réglées”. Une acceptation tacite qui contraste radicalement avec

les récentes menaces à peine voilées du parti armé pro-iranien contre l'État hébreu sur ce dossier.

Une position d'équilibriste que décrypte ainsi **L'Orient-Le Jour**: “Dans sa position, le chef du parti chiite ne peut ouvertement se féliciter de la conclusion d'un deal avec l'ennemi sioniste.” “Il lui est plus commode, ajoute le quotidien libanais, de se ‘cacher’ derrière l'État – dont il reconnaît nominalement pour une fois la souveraineté – en assurant que c'est à lui que revient finalement la décision finale.”

Le Hezbollah et le camp du président Aoun, dont le mandat, qui s'achève en principe le 1^{er} novembre prochain, aura été marqué par la pire crise économique qu'ait connue le Liban dans son histoire moderne, qualifient cet accord de “victoire”.

“La vérité, c'est que le gaz qui sera produit aura comme fonction première de redonner vie au cadavre créé par le système que l'on appelle l'État libanais, de raviver la corruption, d'empêcher les réformes et de bloquer toute tentative de reddition des comptes”, estime le site libanais **Daraj**.

— Courrier international

Ce texte a été conclu avec le consentement tacite du Hezbollah, ennemi juré de l'État hébreu.



Après deux années de négociations sous l'égide de Washington, Israël et le Liban ont conclu un accord – annoncé le 11 octobre – sur la délimitation de leur frontière maritime sur la Méditerranée, où les deux pays, en conflit

Dans
Télérama
et sur
telerama.fr

Pass Art
une entrée
achetée

contemporain
une entrée
offerte

Télérama

dès le
19 octobre

ANGOULÊME La Cité internationale de la Bande dessinée et de l'image **AVIGNON** Collection Lambert **BEAUMONT-DU-LAC** Centre international d'art et du paysage **BLOIS** Fondation du doudou **BORDEAUX** Frac Nouvelle-Aquitaine **MÉCA BREST** La Passerelle **CASSEL** Musée départemental de Flandre **CÉRET** Musée d'Art moderne **COLLIOURE** Musée d'Art moderne **CORDES-SUR-CIEL** Musée d'Art moderne et contemporain **DIJON** Le Consortium **DUNKERQUE** LAAC, lieu d'Art et Action contemporaine / FRAC Grand Large – Hauts-de-France **ÉPINAL** Musée départemental d'Art ancien et contemporain **GRENOBLE** Le Magasin, Centre national d'Art contemporain **LE CATEAU-CAMBRESIS** Musée Matisse **LES SABLES D'OLONNE** Musée de l'Abbaye de Sainte-Croix **LE TOUQUET-PARIS-PLAGE** Musée du Touquet-Paris-Plage **LYON** Biennale d'Art contemporain de Lyon **MARSEILLE** Mucem **METZ** Centre Pompidou – Metz **MEYMAC** Centre d'Art contemporain **MONACO** Nouveau Musée National de Monaco – Villa Paloma **MONTPELLIER** MO.CO. Montpellier Contemporain **MONTSOREAU** Château de Montsoreau – Musée d'Art contemporain **MOUANS-SARTOUX** Espace de l'Art concret **NICE** La Station **NÎMES** Carré d'Art – Musée d'Art contemporain **PARIS** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris / Le Centquatre / Fondation Cartier pour l'Art Contemporain / Le BAL / Bourse de Commerce – Pinault Collection / Cité de l'architecture et du patrimoine / Jeu de Paume / Palais de Tokyo **RENNES** FRAC Bretagne / Musée des Beaux-Arts **ROCHECHOUART** Musée départemental d'Art contemporain **ROUBAIX** La Piscine, musée d'art et d'industrie André-Diligent **SAINT-ARNOULT EN YVELINES** Maison Elsa Triolet-Aragon **SAINT-ÉTIENNE** Musée d'Art moderne **SARS-POTERIES** MusVerre **SÉRIGNAN** Musée régional d'Art contemporain Languedoc Roussillon Midi Pyrénées **TOULOUSE** Galerie Le Château d'Eau **TOURCOING** Le Fresnoy – Studio national des arts contemporains **VILLENEUVE-D'ASCQ** LaM Lille Métropole Musée d'Art moderne, d'Art contemporain et d'Art brut **VILLEURBANNE** Institut d'Art contemporain **VITRY-SUR-SEINE** MAC VAL, musée d'Art contemporain du Val-de-Marne

à la une

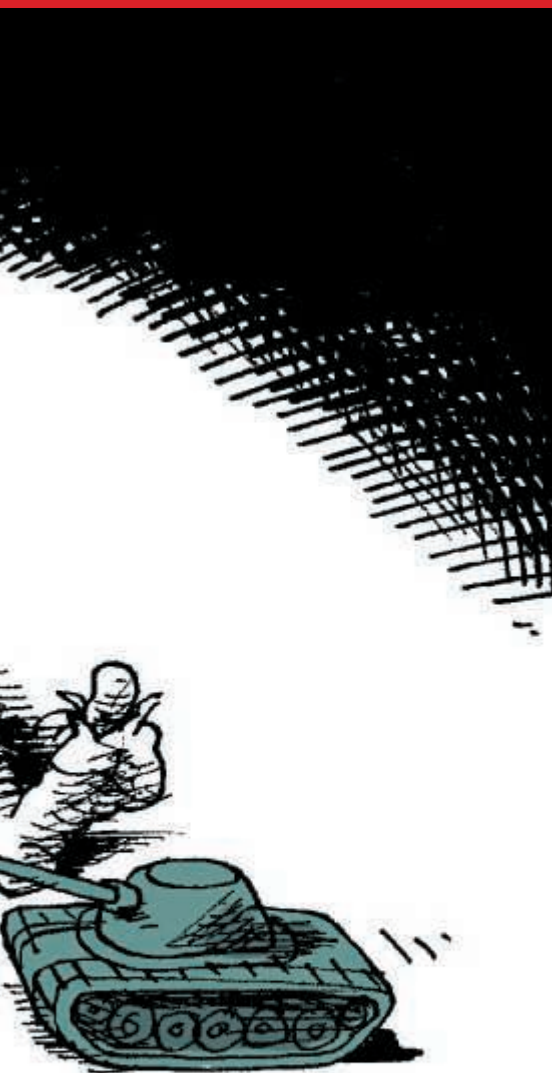


IRAN

LE RÉGIME AU PIED DU MUR

Plus d'un mois après le début de la contestation, le régime des mollahs, en place depuis 1979, semble plus que jamais déstabilisé, même s'il n'est pas (encore) menacé. La révolte ne s'essouffle pas malgré la répression, qui a fait au moins 240 morts, des milliers de blessés et quelque 8 000 détenus dans 111 villes. Le pays se dirige-t-il vers un point de basculement ? s'interroge la presse iranienne indépendante. Pour l'instant, le bras de fer reste total entre la rue et le pouvoir.

↑ Dessin de Mana
Neyestani paru sur
le site IranWire,
Londres.



Et après? Les trois scénarios possibles

Pour ce site iranien indépendant, soit le pouvoir se maintient, mais avec de profondes réformes, soit on assiste à une transition politique comme en 1979, soit le pays bascule dans la guerre civile.

—Zeitoons États-Unis

Le soulèvement iranien, qui dure depuis plus d'un mois, a incontestablement porté un coup profond aux structures mêmes de la République islamique, et le bruit de l'ébranlement de ses fondations a résonné dans le monde entier. La mort de Mahsa Amini [le 16 septembre] et ce qui s'est ensuivi peut être comparé aux événements qui ont secoué l'Iran à partir du 7 janvier 1978, le jour où les germes de la révolution ont éclos dans la ville sainte

chiite de Qom : des croyants et des mollahs y avaient protesté contre une chronique parue dans le quotidien *Etelaat* à propos de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, qui le qualifiait d'"agent" et d'"allié des communistes".

Ces manifestations ont été réprimées par la monarchie, mais la protestation et la répression ont eu un immense écho à travers l'Iran [et dans le monde]. Chaque jour, des manifestations éclataient dans une région différente, jusqu'à ce que le mouvement s'étende à l'ensemble du pays. Un an plus tard, le peuple avait mis fin à plus de cinquante ans de pouvoir de la dynastie Pahlavi.

Ces scénarios dépendent de la montée en puissance de l'opposition et de la répression du régime. Si celui-ci sévit, la guerre civile est certaine.

Si en 1978 la révolution a été déclenchée par une "insulte" contre une personnalité religieuse, en 2022 la population s'est soulevée contre le meurtre d'une jeune Kurde sunnite [dans un pays majoritairement chiite] pour crier contre la discrimination sexuelle, ethnique et religieuse.

Alors que le mouvement de contestation se poursuit et que l'espoir d'un véritable changement n'a jamais été aussi fort, de nombreux Iraniens s'inquiètent déjà pour la période à venir. Ils craignent que la répression ne finisse par étouffer le mouvement et que l'amorce d'une transition [pacifique] vers un état démocratique ne soit ardue, voire impossible.

Trois scénarios sont à envisager pour la prochaine étape : le premier serait une guerre civile, laquelle se produit généralement lorsque le pouvoir n'est pas en mesure de réprimer complètement une révolte, ni la révolte en mesure de renverser le régime.

Il est possible que les manifestants finissent par s'armer [comme cela fut le cas en Syrie, en 2011] et être soutenus par les quelques groupes dissidents dans l'ouest et l'est du pays [où des rebelles kurdes et des Baloutches sont assez actifs].

Le deuxième scénario serait une réédition de la révolution de 1979. En d'autres termes, que l'armée déclare sa neutralité, que la révolution triomphe et que le pouvoir passe entre les mains de l'opposition. Mais jusqu'à présent, les divers courants d'opposition ne sont pas parvenus à un accord pour proposer un plan alternatif à la République islamique et se préparer à gouverner en cas de chute du régime des mollahs.

Il n'est pas à écarter, vu les différents courants et les divisions, qu'un nouveau régime autocratique voit le jour [non religieux cette fois-ci], comme cela fut le cas après la révolution de 1979.

Selon le politologue Ata Hoodashtian, "seul un accord sur les principales normes et valeurs [de gouvernance] entre les différentes forces de l'opposition, qui précéderait un éventuel renversement

de la République islamique, pourrait éviter le chaos après sa chute".

"L'histoire des révolutions au xx^e siècle ainsi que l'expérience chaotique après la chute des pouvoirs en Libye, en Égypte [et en Tunisie] nous montrent que l'établissement d'un ordre politique après le renversement d'un régime ne doit pas être laissé à une seule force d'opposition", indique-t-il.

Un troisième et dernier scénario serait la mise en œuvre par le régime iranien d'une série de réformes fondamentales, à l'instar de celles proposées par Mohammad Reza Pahlavi [en 1979]. Il avait accordé la liberté à la presse, ordonné la dissolution de la Savak [la police secrète], nommé l'opposant Chapour Bakhtiar au poste de chef du gouvernement, et a ensuite quitté le pays.

Un tel scénario impliquerait que le numéro un du régime actuel, Ali Khamenei, accepte d'abandonner le pouvoir et de remettre son autorité à un conseil représentant les divers courants de la société, que la liberté de la presse soit garantie, que divers groupes politiques soient libres de se constituer et de mener leurs activités, que le système judiciaire soit réformé et qu'un référendum soit mené pour amender la Constitution. Dans un tel scénario, les Gardiens de la révolution – la principale force paramilitaire du pays, dotée d'un pouvoir indépendant – devraient aussi accepter d'être intégrés au sein de l'armée.

Mais ne nous faisons pas d'illusions : aujourd'hui, la République islamique n'est pas suffisamment faible pour faire des concessions à l'opposition, et l'opposition n'a pas acquis un poids suffisant pour contraindre la République islamique à lui accorder de telles concessions.

Ces trois scénarios restent donc très tributaires de la montée en puissance de l'opposition et de la politique répressive du régime. Si la répression sévit davantage, le scénario le plus coûteux (guerre civile) risque d'être inéluctable. Il aura également plus de risque de se réaliser si l'opposition, en gagnant plus de terrain, décide de ne pas dialoguer avec le pouvoir.

—Mohammad-Reza Sardari

Publié le 9 octobre

SOURCE



ZEITONS

États-Unis

zeitons.com

Ce webzine a été fondé aux États-Unis en février 2016 par des partisans et des proches de Mehdi Bazargan, premier Premier ministre de l'Iran après la révolution de 1979, qui avait pris ses distances avec l'ayatollah Ruhollah Khomeiny après la prise d'otages à l'ambassade américaine. Le site se présente comme indépendant et réformiste, privilégiant une "lecture humaine, éthique et démocratique de la tradition irano-islamique" et militant pour la "promotion de la tolérance" entre les Iraniens.

Dernière minute

Mutinerie à la prison d'Evin?

●●● Dans des circonstances encore floues, un incendie, assorti de coups de feu, s'est déclaré le 15 octobre dans la célèbre prison d'Evin, où sont détenus des prisonniers politiques.

Des images partagées sur les réseaux sociaux, relayées notamment par le **New York Times**, montrent des flammes et une épaisse fumée s'élevant au-dessus de l'établissement pénitentiaire.

Selon des sources judiciaires, une bagarre entre des prisonniers serait à l'origine du drame, qui a fait au moins huit morts.

D'autres sources évoquent un mouvement de révolte au sein de l'établissement, où sont incarcérés plusieurs manifestants et militants du mouvement actuel.

Connue pour sa brutalité, la prison d'Evin a été placée en 2018 sur la liste noire du gouvernement américain pour "graves violations des droits de l'homme". La chercheuse franco-iranienne Fariba Adelhah, 63 ans, y est détenue depuis 2019.

Contexte

La machine de répression ébranlée

●●● Les rassemblements nocturnes se poursuivent à travers l'Iran, en dépit d'une répression brutale ayant entraîné la mort de plus de 200 personnes, ainsi que des milliers de blessés et de détenus. Mais la machine de répression semble ébranlée, épuisée et moins violente que les fois précédentes, explique **Independent Persian**. Le média persanophone, qui relève du journal britannique *The Independent*, compare la répression actuelle à celle ayant accompagné le "mouvement vert" en 2009 et les manifestations en 2019, où environ 1500 personnes auraient été tuées en moins d'une semaine, selon des sources de l'opposition. Cette fois, la puissance de la machine de répression est limitée par plusieurs facteurs, dont de probables divisions au sein du régime sur la manière de réprimer, la propagation du mouvement de contestation à travers le pays, le jusqu'au-boutisme des manifestants et la présence féminine majoritaire dans plusieurs rassemblements, explique le média. La présence des étudiants et des lycéens dans le mouvement (une tranche d'âge représentant quelque 16 millions de personnes) a également pesé dans la balance. En outre, le régime a échoué à mobiliser les foules qui lui sont favorables, contrairement aux fois précédentes, où des contre-manifestations étaient organisées, rappelle le journal. Par ailleurs, la politique répressive adoptée jusqu'ici a parfois provoqué l'effet inverse de celui escompté : en tentant de réprimer la vague de soutien apporté par les célébrités, le régime a fait naître davantage de solidarité.

Le mot

RÉFORMATEUR

Depuis 1979, le spectre politique iranien est divisé entre le camp des conservateurs, tenants d'une ligne dure fidèle aux origines de la révolution, et celui des réformateurs, qui reconnaissent la primauté de la République islamique mais plaident en faveur d'une plus grande liberté politique, civile et religieuse. Plutôt réformiste, le camp dit réformateur s'est contenté d'appeler, depuis le début de la contestation, à une abrogation de la loi sur l'obligation du port du voile sans remettre en question les fondements de la révolution islamique. Affaibli ces dernières années, la mouvance ne compte aujourd'hui que 20 députés sur les 290 du Parlement.

POURQUOI CETTE MOBILISATION EST INÉDITE

Pour ce média d'opposition, le mouvement de contestation actuel n'est pas comparable à ceux de 2009, 2017 et 2019. Ce qui le rend dangereux pour le pouvoir.

—IranWire Londres

Les manifestations de 2022 sont profondément différentes des mobilisations qu'a connues précédemment la République islamique. D'abord, le mouvement, qui a démarré à Saqqez, ville natale de Mahsa Amini [une jeune fille de 22 ans morte sous les coups de la police des mœurs], s'est rapidement propagé à d'autres cités du pays. Contrairement à ce qu'on a vu par le passé, il ne s'est donc pas limité à une ville, à un quartier ou à une rue, ce qui le rend d'autant plus difficile à réprimer.

Ensuite, la participation des jeunes, y compris ceux âgés de moins de 18 ans, est un autre élément distinctif. Pour la première fois dans l'histoire de la République islamique, la rébellion s'est étendue aux écoles. Les images, aussi



rare que puissantes, de lycéennes qui retirent leurs foulards, lancent un doigt d'honneur ou piétinent les portraits de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, fondateur de la révolution, et du guide suprême, Ali Khamenei, ont largement surpris l'opinion et les autorités en Iran et dans le monde entier.

Les slogans scandés ont, en outre, une résonance universelle, à l'instar de la formule phare : "Femme, vie, liberté". Même des Iraniennes qui portent le tchador par choix soutiennent la mobilisation, ce qui lui donne un retentissement sans précédent et coupe l'herbe sous le pied du gouvernement, dont la stratégie habituelle consiste à qualifier les manifestants d'"ennemis de la religion" et leurs actes d'"insulte à la religion".

Ces derniers apprennent par ailleurs à vivre sans Internet et à contourner les restrictions

CHRONOLOGIE

11 février 1979. Rentré à Téhéran après quatorze ans d'exil, l'ayatollah Khomeyni proclame la fin de l'empire, renversé par une vague de contestation, et instaure la République islamique.



GABRIEL DUVAL/AFP
1979



HENGHAMEH FAHIMI/AFP
1999

9 juillet 1999. Après la fermeture de plusieurs médias réformateurs favorables au président Mohammad Khatami (1997-2005), qui a fort à faire face au guide suprême, Ali Khamenei, et au Parlement conservateur, les étudiants se soulèvent. Le mouvement faiblit après plusieurs jours d'affrontements avec les forces de l'ordre.

2009

12 juin 2009. Le pouvoir proclame la réélection surprise de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Les partisans du candidat réformateur Mir-Hossein Moussavi, qui dénonce une fraude électorale, manifestent pendant plusieurs semaines. Le Mouvement vert est très violemment réprimé.



2015

ATTA KENARE/AFP

14 juillet 2015. L'Iran du président Hassan Rohani (2013-2021) et les grandes puissances signent un accord historique : l'allègement des sanctions internationales en échange d'une limitation du programme nucléaire iranien.



Pour la première fois dans l'histoire de la République islamique, la rébellion s'est étendue aux écoles.

échec les redoutables forces de l'ordre et les milices annexes. *“Notre colère est plus forte que votre puissance”*, pouvait-on entendre durant les dernières marches de protestation. Une image publiée sur les réseaux sociaux montre une femme sans hidjab dans une rue de Téhéran, debout face aux policiers antiémeutes et aux agents de sécurité qui tentent de disperser la foule. Sous la photo figurait ce message : *“Le vrai pouvoir est sans armes contre une force d'occupation armée.”*

L'ampleur de la solidarité manifestée dans le monde entier a renforcé, en outre, le caractère universel du mouvement. Dans 150 villes à travers le monde, des expatriés iraniens continuent de manifester dans la rue pour afficher leur solidarité avec leurs compatriotes de l'intérieur. C'est l'une des rares fois où les Iraniens d'Iran et ceux de la diaspora s'unissent pour exprimer leurs revendications.

Et contrairement aux manifestations précédentes, Ali Khamenei a aujourd'hui 83 ans. Des rumeurs sur sa mort circulent depuis le début du soulèvement. Lorsque la rébellion de 2009 a été écrasée, le guide suprême avait treize ans de moins. La nouvelle génération de manifestants a ainsi bon espoir que le règne de Khamenei touche à sa fin, quoi qu'il arrive.

Enfin, le régime est plus incompetent qu'il ne l'a jamais été durant les quarante-trois dernières années. Son incapacité à répondre aux attentes des Iraniens, sa responsabilité dans la crise économique, les graves clivages sociaux, la corruption généralisée et la perte de légitimité, y compris parmi ses anciens partisans, ont convaincu les contestataires que la République islamique vit ses derniers jours. Sa légitimité n'a en tout cas jamais été aussi faible depuis février 1979.—

Publié le 9 octobre

imposées par le régime. Contrairement à novembre 2019, lorsque le mouvement de contestation avait été affaibli par la coupure d'Internet à travers le pays avant d'être maté dans le sang, les perturbations sur le réseau n'ont manifestement pas touché les manifestations actuelles.

Le pouvoir de la colère. La peur a aussi nettement reculé, certains manifestants n'hésitant pas à affronter les forces armées du régime. Lors d'un récent rassemblement, une grande affiche dans une rue de Téhéran arborait le message suivant : *“Nous n'avons plus peur de vous, et nous allons vous combattre.”*

Les protestataires sont galvanisés par la certitude que la République islamique est proche de sa fin. Les nombreuses images de policiers en fuite, dont certains en civil, en ont persuadé plus d'un qu'ils pouvaient mettre en

Le dessinateur

MANA NEYESTANI

est l'auteur de tous les dessins qui illustrent ce dossier. Né en 1973 à Téhéran, il commence sa carrière en 1990, en publiant de nombreux dessins pour des magazines culturels, politiques, littéraires et économiques. Avec l'émergence des journaux iraniens réformistes en 1999, Mana Neyestani se lance dans le dessin de presse. En 2006, il est emprisonné pour un de ses dessins.

✎ Dessin de Mana Neyestani paru sur le site IranWire, Londres.

Décryptage

Vers une junte militaire?

●●● En cas d'effondrement du régime, un scénario pour l'instant *“surréaliste”*, le quotidien britannique **The Independent** a imaginé un *“gouvernement de transition”*. Il regrouperait d'abord des militantes comme Nasrin Sotoudeh et Narges Mohammadi, aujourd'hui en prison en Iran, mais aussi la journaliste et écrivaine Masih Alinejad, très influente sur les réseaux sociaux, et l'avocate Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix en 2003. Le journal cite également l'ancien footballeur Ali Karimi, une star en Iran, des leaders étudiants ou syndicaux locaux et même Reza Pahlavi, le fils du chah d'Iran déchu, exilé aux États-Unis. Pour *The Independent*, un tel gouvernement, s'il voyait le jour, devrait aussi intégrer des *“religieux dissidents”* ayant publiquement exprimé leur soutien aux manifestations *“pour rassurer l'importante population pieuse”* du pays, comme Hassan Khomeyni, petit-fils du guide suprême de la révolution islamique Ruhollah Khomeyni, ou Faezeh Rafsandjani, fille de l'ancien président réformiste Hachemi Rafsandjani. Ce gouvernement devrait enfin *“réfléter la riche mosaïque”* sociétale en incluant des Kurdes, des Arabes et des Baloutches. Pour Ali Alfoneh, spécialiste de l'Iran à l'Arab Gulf States Institute, à Washington, cité par *The Independent*, le scénario le plus probable serait plutôt le remplacement du régime actuel par *“une junte militaire dirigée par des Gardiens de la révolution”*, l'armée d'élite du régime, même si jusqu'ici *“peu de signes de rupture”* entre les forces armées et les religieux au pouvoir, voire aucun, sont visibles.

2017

28 décembre 2017. Une manifestation des conservateurs contre le pouvoir et la dégradation de la situation économique se déroule à Mechhed. La contestation, qui dépasse la sphère conservatrice, s'étend à tout le pays. Elle s'essouffle au bout de deux semaines, contrée par une répression massive.

2019

15 novembre 2019. Le pouvoir annonce une hausse du prix de l'essence. Des manifestations éclatent dans tout le pays, jusqu'en janvier 2020. Elles sont très violemment réprimées. Bilan : 1500 morts.



2021

15 juillet 2021. La population du Khouzestan, région du sud-ouest du pays, s'élève contre les pénuries d'eau. Pendant deux semaines, plusieurs manifestations contre le pouvoir auront lieu dans le pays.

2022

23 mai 2022. Un immeuble s'effondre à Abadan (Sud-Ouest), faisant 41 morts. Ce drame entraîne des manifestations partout dans le pays en solidarité avec les familles des victimes et contre les autorités, accusées de corruption et d'incompétence.



16 septembre 2022. Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décède trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs, chargée de faire respecter le port obligatoire du voile. Sa mort déclenche une immense vague de contestation.

KENZO TRIBOUILLARD/AFP



“Le courage est contagieux, il nous contamine un par un”

↑ Dessin de Mana Neyestani, Iran.

Malgré les risques d'arrestation, les Iraniennes, jeunes et moins jeunes, se soulèvent. Un vent d'espoir souffle dans le pays et la peur a changé de camp, raconte cette journaliste iranienne contrainte à l'anonymat.

—The Sunday Times Londres

Quand vous lirez ces lignes, je serai peut-être en prison. Cela peut m'arriver n'importe quand, comme c'est arrivé à tant de mes amis, hommes et femmes. Chaque fois que nous descendons dans la rue nous rejoindre aux manifestations, nous savons que nous vivons peut-être notre dernier jour de liberté.

S'ils m'arrêtent, j'en serai fière. Derrière les barreaux des prisons de Téhéran se trouvent les meilleurs et les plus braves, nos intellectuels et nos militants. Nous savons que c'est là notre dernière chance, et nous sommes prêts à en payer le prix. Je suis moi-même en sursis en raison de mon travail de journaliste – c'est ce que m'ont dit ceux qui menaient mon interrogatoire. S'ils me prennent en train de manifester, j'en prendrai pour quinze ans minimum.

L'autre jour, ils ont bien failli m'avoir. J'essayais de prendre en photo une fille aux cheveux longs

qui marchait dans la rue, avec à l'arrière-plan les forces armées. L'un des policiers m'a interpellée et a tenté de me prendre mon téléphone. Quand j'ai voulu faire demi-tour pour m'enfuir, il m'a attrapée par le sac à dos. Il était hors de question que je laisse mon sac, avec mes notes et mon ordinateur portable. C'est alors qu'un truc dingue s'est produit. La circulation autour de moi s'est arrêtée, et des hommes ordinaires sont sortis de leur voiture, sont descendus de leur moto pour venir à mon secours. Ils criaient “Laisse-la!” et ils m'ont dégagée de son emprise. C'est là toute la nouveauté de ce mouvement de contestation. Contrairement à d'autres avant, il ignore les barrières de classe, d'origine et de genre.

La mort de Mahsa Amini nous a tous bouleversés. Elle n'avait que 22 ans. “Ça aurait pu être ma petite-fille, ma sœur, mon amie”, disent les gens autour de moi. On s'identifie, on a le sentiment d'avoir soi-même perdu un proche. Mahsa n'avait rien fait de répréhensible, et ils l'ont assassinée.

Je ne connais personne qui ne participe pas à la contestation. Comédiens, enseignants, nous sommes tous unis. Jusqu'aux quartiers riches de Téhéran, jusqu'aux villes défavorisées du Kurdistan, tous protestent dans un même élan et en vue d'un même objectif. Certains de mes amis taguent des slogans sur les murs, d'autres les crient depuis le toit de chez eux. Et tout le monde assume.

Les forces de sécurité sont partout, en uniforme et en civil. Le type qui scande des slogans à côté de vous peut tout aussi bien être un Gardien de la révolution infiltré parmi les contestataires.

“Sortir de la cage”. Partout dans les rues, des femmes marchent tête nue. Certaines descendent leur voile sur leurs épaules, comme nous l'avons toujours fait dans les cafés et les restaurants, mais d'autres sont plus courageuses : elles sortent en jean et tee-shirt, sans foulard du tout. Il y a des jeunes, des vieilles. Nous nous regardons les unes les autres, nous nous saluons, nous nous disons à quel point nous sommes belles.

Les femmes comme nous sont des criminelles au sein de la République islamique. Mais nous n'avons pas peur. Lors d'une manifestation, une de mes amies a reçu un tir de grenaille dans le cou, une autre dans la tête. Beaucoup d'autres ont été rouées de coups, arrêtées.

J'ai longtemps pensé que nous étions la dernière génération à s'intéresser à la politique, que nos enfants n'avaient plus d'yeux que pour TikTok et Instagram. Je me suis même entendue dire à une jeune femme violente par la police, tout juste avant le début du soulèvement, que la République islamique ne disparaîtrait pas de sitôt, qu'il fallait apprendre à faire avec. Quelle erreur de ma part ! Ces adolescentes sont plus courageuses que nous ne l'avons jamais été.

L'autre jour, je suis allée rendre visite à la fille d'une amie, âgée de 16 ans. Une semaine plus tôt encore, elle n'osait pas dire ce qu'elle pensait, m'a-t-elle raconté. Mais à l'école elle a vu le courage de ses camarades de classe, furieuses contre leurs enseignant(e)s, avides de rejoindre les manifestants. Et là, toute sa colère (face aux harcèlements quotidiens, à l'humiliation du foulard et de la robe ample imposés par une chaleur de 40 °C, aux violences d'État incessantes) est remontée à la surface.

Face à ses professeurs qui tentaient de l'empêcher de sortir pour rejoindre les manifestations, elle a sorti un livre de son sac et a déchiré la photo du guide suprême qui ornait la couverture. “Je me suis mise à hurler sur mon professeur principal, j'ai déversé tous ces mots que j'avais emmagasinés depuis que j'ai 6 ans, m'a-t-elle raconté. J'ai commencé à sortir de la cage.”

Vivre constamment dans la peur, elle n'en pouvait plus. Elle est révoltée que notre beau pays soit dilapidé par un dirigeant qui ne se préoccupe que de pouvoir et d'argent. Mais elle est fière aussi, comme moi, de notre peuple, des Iraniens, qui n'ont plus peur. “Passez-nous à tabac, réduisez-nous au silence, humiliez-nous si vous voulez. C'est terminé, nous ne nous tairons plus, m'a-t-elle dit. Nous ne bougerons pas, c'est à

SOURCE

THE SUNDAY TIMES

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire

772 509 ex.

thesundaytimes.co.uk

Fondé en 1822,

il a fusionné avec
The Times en 1967.

L'enfant chéri de Rupert Murdoch est l'un des meilleurs journaux de qualité du dimanche, en tout cas le plus lu. Moins centré sur l'actualité à chaud que sa version quotidienne, il accorde une grande place aux enquêtes de fond et à des articles plus légers.

vous de partir. Les garçons devant lesquels on devait se cacher les cheveux sont devenus des hommes, et ils sont dans la rue pour défendre notre liberté à cor et à cri. Les filles que vous avez voulu faire taire sont devenues des femmes qui tiennent tête aux gardiens en armes que vous autorisez à tirer sur des enfants. Nous qui avons 13, 14, 15 ans, vous avez fait de nous des adultes. Bientôt nous chanterons et nous danserons librement dans nos rues.”

Je suis tellement fière de ces jeunes filles et de leur courage. Une de mes amies, qui a quelques années de plus que moi, s’est mise à manifester tous les jours. Il y a une semaine, les forces armées lui ont demandé de se voiler la tête, elle a refusé. Ils l’ont rouée de coups de matraque. J’ai vu ses pieds, noirs de contusions.

“Cette jeune génération me rend optimiste, m’a-t-elle confié malgré tout. Moi, j’ai décidé de ne pas avoir d’enfant à cause de la République islamique. À cause d’eux, je n’ai pas donné la vie. Je me dis qu’une de ces étudiantes aurait pu être ma fille, s’ils m’en avaient laissé l’occasion, si j’avais pu croire qu’elle pouvait avoir un avenir.”

“L’État nous craint. Le régime est terrifié à l’idée de ce que nous pouvons faire. Je le vois à leur façon de faire semblant de ne pas me voir, quand je passe devant eux, tête nue. Ils ont peur de ce que nous ferons quand nous gagnerons.”

“Cette jeune génération me rend optimiste. Moi, j’ai décidé de ne pas avoir d’enfant à cause de la République islamique.”

UNE MANIFESTANTE

Lors d’un de mes interrogatoires, l’agent m’a dit que l’effondrement de la République islamique entraînerait le chaos. “Le chaos ? ai-je répliqué. J’ai enlevé mon voile, ça ne veut pas dire que je vais me mettre à sortir en bikini.” Tout changement leur fait peur. En accepter un seul, se disent-ils, c’est risquer que tout s’écroule. Mais tout va s’écrouler, je le sais.

Les soutiens qui nous viennent du monde entier me donnent grand espoir. Le courage est contagieux, il nous contamine un par un, vous, moi, elle. Mais je sais que ni les Britanniques, ni les Américains, ni les Occidentaux plus largement ne vont venir nous sauver. Nous avons vu ce qui s’est passé en Afghanistan. Cette lutte, ce combat n’appartiennent qu’à nous.

Pour la première fois, je sens un vent d’espoir souffler en Iran. Autour de moi, tout le monde risque l’arrestation, mais tout le monde est optimiste. Nous poursuivrons le combat jusqu’à ce qu’ils s’en aillent. Je sais que nous gagnerons. Peut-être pas aujourd’hui, ni demain. Mais ce que nous avons lancé, rien ne pourra plus l’arrêter.

Quand le régime tombera, je sais déjà ce que je ferai, tout de suite : j’irai dans le centre de Téhéran, j’enlèverai mon voile et là, en pleine rue, je danserai.

—**Kimia Saadat (pseudonyme)**

Publié le 9 octobre

Repères

UNE OPPOSITION PAS STRUCTURÉE

“Ce mouvement n’a pas de leaders”, souligne le média iranien

Iran Wire, et “il n’y a aujourd’hui aucune opposition organisée prête à remplacer le régime”, ajoute le quotidien canadien

The Globe and Mail :

“Des millions d’Iraniens sont en colère et prêts à braver les balles, mais la société civile a longtemps été réprimée et l’opposition en exil reste fragmentée.”

En outre, ajoute le quotidien britannique **The Independent**, “les opposants à la République islamique ont longtemps été victimes de luttes intestines et de méfiance mutuelle”.

Selon le centre de recherche américain

The Atlantic Council,

“le zèle seul peut rarement entraîner un changement politique, en particulier contre un régime déterminé et constamment violent”.

“Pour preuve, ajoute le think tank, “les manifestations spontanées de masse de 2019 en Irak et au Liban n’ont pas réussi à déloger les élites enracinées.”

CETTE GÉNÉRATION Z QUI MENACE LE RÉGIME DES MOLLAHS

La République islamique n’a jamais eu affaire à un adversaire aussi déterminé. Ni apeurée ni soumise, la jeunesse iranienne a surpris le monde entier par son courage et ses gestes de défiance inédits.

—**Iran International** Londres

Après un mois de manifestations en Iran, les dirigeants du pays découvrent et commencent à mieux connaître une catégorie de la population qui joue un rôle clé dans la bataille pour le changement.

La génération Z d’Iran n’est pas une génération comme les autres. Les impitoyables forces de sécurité du pays l’ont compris dès qu’elles ont posé le pied dans les rues transformées en champs de bataille. C’est la première génération d’Iraniens qui non seulement n’a pas peur de faire face aux forces de sécurité, mais encore qui riposte après chaque attaque.

Ces jeunes n’hésitent pas à frapper et à donner des coups de pied aux policiers et aux miliciens qui leur tirent dessus, souvent à bout portant. De plus, ils n’éprouvent aucun respect pour les enseignements de la République islamique et de ses autorités religieuses, ni pour le mode de vie qu’ils prônent. Ils ne veulent qu’une chose : le changement, et plus particulièrement un changement de régime.

Cocktails Molotov. Dans un article publié sur le site d’information conservateur *Nameh News*, le rédacteur en chef, Mustafa Sadeghi, écrivait récemment : “Le gouvernement iranien ne peut ni supprimer complètement cette nouvelle génération ni l’ignorer.” Selon le journaliste, ignorer la génération Z ne pourrait que conduire à sa radicalisation. Il a probablement raison. C’est la première fois depuis quarante-trois ans que les forces de l’ordre sont attaquées par des cocktails Molotov à Qom.

Selon Mustafa Sadeghi, ceux qui mènent le soulèvement actuel ne ressemblent pas à la classe ouvrière qui s’est révoltée en 2017 [et 2019]. Ils forment une nouvelle génération qui défie les dirigeants politiques comme les forces de sécurité. “Ils ne sont ni de gauche ni de droite. Ce sont des rebelles. Ce sont des enfants des réseaux sociaux, qui ont organisé une insurrection contre les décideurs du pays et les médias traditionnels, auxquels ils ne font plus confiance, préférant se tourner vers les médias installés à l’étranger.”

“Ils ont un mode de vie différent, passent du temps dans les cafés et font de longues promenades avec leurs amis à discuter de questions culturelles. Par ailleurs, ils veulent savoir pourquoi tant de restrictions leur sont imposées”, écrit le journaliste

du média conservateur. Les religieux au pouvoir souhaitent leur dicter leur style de vie, ce qu’ils n’acceptent pas.

Comme Mustafa Sadeghi, Mahmoud Vaezi, l’ancien chef de cabinet de l’ancien président [modéré] Hassan Rohani, estime que “le gouvernement devrait essayer de comprendre cette nouvelle génération et écouter ses demandes”.

Dans un entretien accordé fin septembre, il a affirmé que ce qui se passe ces derniers temps en Iran est bien plus violent que les manifestations de 2019, au cours desquelles les forces de sécurité avaient tué au moins 1 500 manifestants.

Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montre des élèves d’une école de Téhéran en train de remplacer la photo de l’ayatollah Rouhollah Khomeyni, le fondateur de la République islamique, par une affiche arborant l’un des principaux slogans du soulèvement en Iran : “Femme, vie, liberté !” Un geste symbolique assez révélateur des aspirations de la nouvelle génération.

Depuis le début des années 1980, la République islamique réprime violemment toute forme de résistance à sa dictature ; elle n’a jamais présenté d’excuses pour ses erreurs, ni eu à répondre de ses crimes contre l’humanité et de ses violations des droits de l’homme.

Mais la nouvelle génération, la génération Z, a montré – du moins au cours des quatre dernières semaines – qu’elle constituait pour elle un redoutable adversaire dont elle risquait d’avoir du mal à venir à bout.—

Publié le 30 septembre

SOURCE



IRAN INTERNATIONAL

Londres, Royaume-Uni
Quotidien
iranintl.com

Créée en 2017, cette chaîne de télévision en langue persane installée à Londres et destinée notamment aux téléspectateurs iraniens de la diaspora, est visible en ligne et dispose d’un site d’information traitant de l’actualité iranienne et contenant des articles d’analyse et d’opinion.

Vu du monde arabe

La crainte d'un nouveau "printemps"

●●● Plus d'une décennie après le "printemps arabe", le soulèvement actuel en Iran ne peut que rappeler de mauvais souvenirs aux dirigeants des pays arabes, qui, malgré leur hostilité à l'égard de Téhéran, partagent avec le régime des mollahs des similitudes en matière de gouvernance et de violation des droits humains. De l'Arabie saoudite au Maroc, en passant par la Syrie et l'Égypte, les craintes d'une réédition du scénario de 2011, ou du moins de nouvelles revendications prodémocratiques, ont été ravivées par ce soulèvement voisin, dont l'un des slogans phares est "Mort au dictateur". Dans le cas de certains pays, comme la Syrie, cette crainte est d'autant plus vive que le régime de Bachar El-Assad est soutenu par Téhéran, qui a volé à son secours au début du conflit syrien, souligne le journal libanais **L'Orient-Le Jour**. En Égypte, après des années d'une répression implacable, le président Abdel Fattah Al-Sissi a déjà appelé, fin avril, à un dialogue national, alors que le pays est en proie à une grave crise économique et à une forte inflation. Mais les autorités craignent aujourd'hui un effet de contagion.

→ Union européenne, Royaume-Uni, ONU, Chine, Russie. "Non aux dictateurs et aux hypocrites !" Pétrole. Dessin de Mana Neyestani paru sur le site **DW Persian**, Bonn.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Suivez l'évolution de la situation en Iran au quotidien à travers les analyses, reportages et tribunes publiées par la presse étrangère et traduites sur notre site.



Vu d'Israël

Attentisme et prudence

●●● À l'instar des pays occidentaux, Israël, pourtant ennemi juré du régime des mollahs, s'est muré dans un silence profond qui touche également sa presse locale. Dans **Ha'Aretz**, le chroniqueur Amos Harel explique les raisons de ce silence prudent. "De là à prédire un effondrement de la République islamique d'Iran, il y a un pas qu'aucun responsable israélien de la défense n'est prêt à franchir. Les manifestations actuelles sont impressionnantes et courageuses mais arithmétiquement plus faibles et plus éparses" que celles de 2009 et de 2019. L'État hébreu et l'Iran sont les deux plus grands ennemis au Moyen-Orient depuis la révolution islamique de 1979. Avec le déclenchement de la guerre en Syrie en 2011 et l'implication de l'Iran dans le conflit, Israël a mené une centaine de raids contre des positions militaires iraniennes et celles de milices pro-Téhéran, affirmant qu'il ne permettrait pas à l'Iran d'étendre son influence jusqu'à ses portes.

SOURCE



THE NATIONAL

Abou Dhabi, Émirats arabes unis
Quotidien, 50 000 ex.
thenational.ae

Le titre, créé en 2008, appartient à une société d'investissement du prince héritier Mohammed ben Zayed Al-Nahyan. Ainsi, il est souvent peu critique dans sa couverture des événements intérieurs. Sur l'international, en revanche, il offre souvent des reportages et des analyses de grande qualité.

Le silence complice de l'Occident

Entre guerre en Ukraine et accord sur le nucléaire, les États-Unis, mais surtout l'Union européenne, se contentent de simples condamnations de la répression en Iran, déplore cette éditorialiste.

—The National (extraits) Abou Dhabi

Les dirigeants iraniens n'ont que du mépris pour les manifestations en cours, qu'ils considèrent comme un soulèvement spontané et donc voué à l'échec. Le régime compte également sur la guerre en Ukraine pour faire passer au second plan sa féroce répression. C'est pourquoi Téhéran n'a que faire des condamnations internationales.

La plupart des dirigeants européens ferment les yeux sur ce qui se passe en Iran afin d'éviter de contrarier le régime et de préserver un éventuel accord sur le nucléaire [même si l'Union européenne a voté des sanctions contre la police des mœurs et que le président français

a soutenu le mouvement]. Sans accord, il faut s'attendre à ce que l'Europe souffre cet hiver et à voir reprendre les activités terroristes pilotées par l'Iran sur le continent ainsi que l'accélération du programme nucléaire militaire iranien.

De son côté, le gouvernement Biden évite de couper les ponts avec Téhéran et tente d'inciter son régime à conclure un accord, tout en imposant des sanctions modérées. En effet, si Washington soutient les manifestations au nom des droits de l'homme, il affirme qu'un changement de régime en Iran n'est pas sa priorité.

Le régime en Iran est enchanté de voir se poursuivre cet aveuglement délibéré de l'Occident, ce qui lui permet de continuer à réprimer

le soulèvement populaire ainsi que d'étouffer dans l'œuf toute idée de changement.

Alors que le reste du monde redoute que la guerre en Ukraine ne dégénère en catastrophe nucléaire, il est peu probable que l'Occident vienne au secours des jeunes Iraniens et les aide à se débarrasser de leur régime théocratique. Et les hauts responsables iraniens comptent là-dessus.

Seul le peuple iranien peut changer la donne et prouver au régime que sa stratégie est erronée. Si la contestation gagne du terrain et qu'un changement de mentalité s'opère au sein de la population et de toutes les générations, les manifestations de 2022 pourraient réussir là où le soulèvement de 2019 avait échoué.

Le régime va chercher à étouffer la contestation le plus rapidement possible, afin d'éviter de compromettre davantage l'accord potentiel qu'il souhaite conclure avec l'Europe et les États-Unis.

L'administration Biden se dit satisfaite des mesures prises pour l'instant en soutien aux manifestants.

Il est donc important que, de son point de vue, les manifestations se terminent rapidement et sans bain de sang, afin de permettre au régime d'affirmer qu'il ne s'agissait que d'un débordement émotionnel. Une fois cet objectif atteint, il pourra attendre la fin des élections américaines de mi-mandat avant de reprendre son chantage au nucléaire, tout en gardant un œil sur les négociations interrompues avec les puissances mondiales. Les négociations nucléaires sont actuellement dans l'impasse, les responsables américains reconnaissant eux-mêmes qu'ils se sont trompés sur le régime iranien.

En revanche, Washington est plus disposé à ne pas évoquer d'autres sujets, comme l'aide militaire iranienne apportée à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine et la répression du régime contre la contestation. L'administration Biden le répète, son but est de maîtriser les ambitions nucléaires militaires de l'Iran par la voie diplomatique. Elle maintient également qu'une solution militaire n'est pas à l'étude.

La question est donc de savoir quelles sont les options dont disposent les États-Unis si le statu quo se poursuit, c'est-à-dire avec des négociations dans l'impasse et une solution militaire inenvisageable ? L'administration actuelle affirme qu'elle suivra la voie des sanctions poursuivies par le précédent président, Donald Trump, et intensifiera ces mesures punitives.

Une chose est sûre : les États-Unis ne vont pas faire entrer en ligne de compte la contestation dans ces sanctions et ces négociations. En effet, l'administration se dit satisfaite des mesures prises pour l'instant en soutien aux manifestants (dénonciation du régime, imposition de sanctions et soutien logistique pour

Décryptage

L'espoir des opposants à l'"axe de la résistance"

●●● Au-delà de la jeunesse iranienne, le mouvement de contestation en Iran suscite aussi de l'espoir au sein des populations de pays voisins dans lesquels le régime islamique jouit d'une influence politique, sociale et militaire qui n'a cessé de croître au fil des quatre dernières décennies, souligne la revue américaine **The Atlantic**. Du Liban (où le Hezbollah est devenu, en vingt ans, un poids lourd sur l'échiquier politique) à l'Irak (englué jusqu'à récemment dans une crise sans fin exacerbée par les partis pro-Téhéran), en passant par la Syrie (où l'Iran a écrasé, de pair avec la Russie, les aspirations démocratiques et maintenu Bachar El-Assad au pouvoir), les opposants à l'ingérence et à l'hégémonie iraniennes ainsi qu'à l'"axe de la résistance" – appellation pour décrire l'Iran, le régime syrien et les milices chiites régionales pro-Téhéran – n'espèrent qu'une chose : la chute du régime des mollahs, au pouvoir depuis 1979. *"Depuis 2019, le pouvoir du régime iranien s'est affaibli et son influence dans la région a diminué, souligne le journal. Désormais, de Bagdad à Beyrouth, les opposants à Téhéran espèrent que les manifestations [en Iran] contribuent à affaiblir l'emprise du pays sur le Liban, l'Irak, la Syrie et, dans une certaine mesure, le Yémen."* *"Dans tous ces pays, ajoute The Atlantic, personne n'a jusqu'à présent trouvé de moyen pour réduire l'influence iranienne de l'intérieur. Ils ont compris que cela ne peut venir que de changements à Téhéran."*

permettre les communications entre les manifestants et le reste du monde). Le pragmatisme lui impose de faire des choix entre le respect des valeurs qui lui sont chères et la nécessité de brider les ambitions nucléaires de l'Iran.

C'est la même logique qui incite l'administration Biden à ne pas faire de lien entre la manne financière dont bénéficieront les Gardiens de la révolution à la suite de l'allègement des sanctions et l'attitude de Téhéran dans la région, alors même que l'administration reconnaît son incapacité à mettre un terme aux projets séditionnaires des Gardiens de la révolution et de ses mandataires au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen.

— **Raghida Dargham**
Publié le 2 octobre

SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

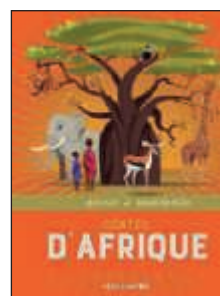
Coffret de 3 livres Contes d'Afrique et du Moyen-Orient

Ce coffret élégant contient trois ouvrages qui initieront les enfants dès 7 ans aux contes et légendes d'Afrique et du Moyen-Orient.



27€*

Contenu du coffret :

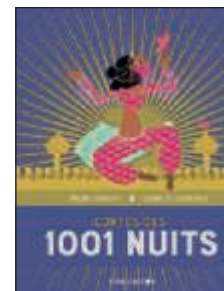


Contes d'Afrique

Qui est le plus fort de la savane ? Pourquoi le crocodile vit-il sous l'eau ? Pourquoi l'éléphant est-il furieux au point de déraciner les arbres ? À travers ces 20 contes de la culture orale, découvrez l'Afrique et ses traditions.

Contes des 1001 Nuits

Il était une fois la fille du grand vizir, Schéhérazade, qui, toutes les nuits, racontait au prince un nouveau conte...



Petits contes de sagesse au pays de Wardé

Tous les soirs, Wardé écoute son père lui raconter de merveilleuses histoires qui célèbrent la tolérance et la bienveillance. Comme celle de Salwa et Dajaja, qui, face à leur séparation à venir, échangent un serment d'amitié, ou celle de Junayna, dont la gentillesse transforme une sorcière en fée... Vingt contes remplis de sagesse.

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Tous les champignons sont magiques

Biologie. On en sait encore peu sur ces organismes qui forment un règne à part entière. Certains pourraient être de précieux alliés dans la lutte contre le dérèglement climatique.



—The New York Times
(extraits) New York

Parc national Alerce Costero, au Chili. Toby Kiers avance à grandes enjambées sur le sol spongieux de la forêt. Elle a franchi des milliers de kilomètres pour atteindre cet endroit précis. Arrivée sur place, une décharge d'adrénaline lui parcourt les veines. Elle enfonce un cylindre métallique creux dans le sol et en retire une carotte de terre.

Elle hume l'échantillon prélevé pour en percevoir l'odeur et imagine les secrets qu'il contient. Elle sait qu'ils peuvent nous aider à survivre sur une planète plus chaude. "Qu'y a-t-il là-dessous? Quels mystères allons-nous découvrir?" se demande-t-elle. Elle place la terre dans un sac en plastique transparent qui est ensuite étiqueté avec les coordonnées précises du lieu.

La mission que poursuit Toby Kiers, biologiste évolutionniste à l'Université libre d'Amsterdam, est originale. Cette femme de 45 ans cherche à percer les secrets d'un univers méconnu et vaste, celui des champignons souterrains. Elle croit en effet qu'ils pourraient avoir un rôle crucial à jouer en cette ère de changements climatiques.

Certaines espèces de champignons peuvent stocker dans le sol des quantités exceptionnelles de carbone, l'empêchant de ce fait d'être

libéré [sous forme de dioxyde de carbone] dans l'air et de réchauffer l'atmosphère. D'autres aident les plantes à survivre à des sécheresses soudaines ou à résister aux parasites. D'autres encore sont particulièrement douées pour donner aux cultures les éléments

nutritifs dont elles ont besoin, réduisant ainsi la nécessité de recourir aux engrais chimiques. Ces organismes sont ce que Toby Kiers appelle des "leviers", car ils per-

mettent d'atténuer les risques associés au réchauffement de la planète. Et pourtant, on ignore encore tout d'eux.

Toby Kiers veut recenser les espèces de champignons, ce qu'elles font et lesquelles devraient être immédiatement protégées. En bref, elle veut créer une sorte d'atlas du monde invisible qui se trouve juste sous nos pieds.

"C'est un peu comme d'étudier le métabolisme de la Terre, explique-t-elle. Pour le moment, on se préoccupe essentiellement de ce qui se trouve au-dessus du sol, et on n'a donc qu'un tableau partiel de la situation."

Selon une estimation, les champignons mycorrhiziens stockent chaque année 5 milliards de tonnes de carbone produit par les végétaux. Sans l'aide de ces organismes souterrains, celui-ci resterait probablement dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de carbone, un puissant gaz à effet de serre qui réchauffe la planète. Toby Kiers

insiste : "La protection de ce réseau mycorrhizien revêt une importance cruciale dans le contexte du dérèglement climatique."

En outre, la biodiversité des champignons souterrains contribue dans une large mesure à la santé des sols et, par conséquent, à la capacité des humains à se nourrir à mesure que le monde se réchauffe.

D'après Tim G. Benton, biologiste à l'université de Leeds, qui n'est pas associé aux travaux de Toby Kiers, les connaissances que l'on a sur ces réseaux et leurs pouvoirs sont "très limités". "Il serait très utile d'en savoir plus", ajoute-t-il.

On en sait si peu sur ces organismes qu'ils ne sont même pas pris en compte dans la Convention sur la diversité biologique, un traité mondial qui porte sur la protection des plantes et des animaux. Or les champignons ne sont ni l'un ni l'autre : ils forment à eux seuls un règne distinct [les mycètes].

Sous terre, les champignons mycorrhiziens, ou mycorrhizes, établissent une association avec les arbres. Ces derniers ont besoin des éléments nutritifs qu'ils offrent et, en échange, ils fournissent du carbone aux champignons.

"Les mycorrhizes sont d'importants puits de carbone mondiaux."

Toby Kiers,
BIOLOGISTE

Les passionnés du règne fongique croient que, pour parvenir à comprendre les organismes qui en font partie, il faut voir le monde naturel non pas comme une collection d'espèces individuelles toutes dominées par l'être humain, mais plutôt comme un réseau d'organismes qui affrontent ensemble les crises.

L'origine du monde. Les champignons sont à l'origine du monde tel qu'on le connaît. Ils font partie des premières formes de vie connues sur la planète. Ce sont les champignons qui, en se nourrissant des minéraux présents dans les roches, ont créé ce qui est aujourd'hui de la terre. Sans eux, il n'y aurait pas de végétaux sur la planète et, par conséquent, pas d'animaux. Donc pas d'humains.

Toby Kiers s'est rendue dans le sud du Chili dans l'espoir de combler certaines lacunes dans la connaissance que l'on a de ces organismes, en particulier les mycorrhizes, qui vivent en symbiose avec les racines des plantes et stockent le carbone dans le sol. Cette capacité les rend très attrayants dans le contexte de la lutte contre le dérèglement climatique. "Les réseaux mycorrhiziens sont d'importants puits de carbone mondiaux", explique la biologiste.

Le big data [de grandes quantités de données] a été utilisé pour organiser l'expédition. Des scientifiques basés en Suisse ont utilisé un algorithme pour prédire les

endroits du monde dont le sous-sol était susceptible de contenir des niveaux plus ou moins élevés de biodiversité fongique en lui donnant à analyser toutes sortes de données sur l'environnement de surface : la température, l'humidité du sol, les essences d'arbres... L'algorithme a ensuite fourni aux chercheurs des coordonnées géographiques, comme pour dire : "Allez là-bas, prélevez un échantillon du sol et voyez si j'ai raison."

La première destination a été le Chili. À chacun des endroits identifiés par l'algorithme, les chercheurs ont tracé et quadrillé un carré de 30 mètres de côté. Ils ont ensuite récolté et ensaché des poignées de terre qu'ils ont envoyées à un laboratoire local pour qu'elles fassent l'objet d'une analyse génétique. "Quand on aura recensé les organismes qui s'y trouvent, on pourra s'intéresser à ce qu'ils savent faire", ajoute Toby Kiers.

La biologiste était accompagnée dans cette expédition par Giuliana Furci, une écologiste chilienne qui, en tant que directrice de la Fungi Foundation, un groupe de sensibilisation, a réussi à faire adopter dans son pays une législation qui étend aux champignons les protections légales accordées aux plantes et aux animaux.

Le biologiste et écrivain britannique Merlin Sheldrake et son frère Cosmo, musicien, ont aussi participé à l'expédition. En enfouissant des micros dans la terre,

← Le biologiste Merlin Sheldrake tenant une psathyrelle lors d'une expédition dans le parc national Alerce Costero, au Chili.
 ↓ ↓ Deux espèces dans le parc national Villarrica, au Chili.
 Photos Tomás Munita/The New York Times



Cosmo arrivait parfois à enregistrer des bruits de gargouillis ou les grattements associés à l'activité fébrile d'organismes invisibles. D'autres fois, il ne captait rien d'autre que le bruit sourd des bottes des chercheurs.

Ils ont recueilli de la terre au pied d'un volcan, parcouru des plantations de pins et d'eucalyptus et grimpé sur des rochers s'avancant dans le Pacifique. Ils se sont frayé un chemin dans les ronces et ont convaincu des gens de les laisser pénétrer sur leur propriété pour prélever un peu de terre. Ils ont secouru un perroquet blessé un jour et un randonneur égaré un autre.

Certains des endroits identifiés par l'algorithme étaient des lieux paisibles et agréables. Merlin Sheldrake disait alors que le "facteur zen" était élevé. Mais ce n'était pas toujours le cas : un jour, ils ont dû marcher dans une forêt pluviale pleine de sangsues.

Chaque jour, les chercheurs humaient les échantillons prélevés et rendaient leurs verdicts.

Giuliana Furci : "C'est poivré."

Toby Kiers : "Il y a une odeur de tourbe."

Merlin Sheldrake : "Ça sent un peu le pét."

Les échantillons seront utilisés pour identifier les propriétés génétiques des espèces de champignons capables de stocker dans le sol des quantités très importantes de carbone ou pour déterminer les espèces qui pourraient aider

les arbres à s'adapter aux sécheresses. Toby Kiers espère recueillir 10 000 échantillons en dix-huit mois.

"Celui-ci a une volve... Une volve!" crie Giuliana Furci avec enthousiasme. Le spécimen qu'elle tient dans sa main ressemble à un coquetier d'où aurait émergé un champignon d'un blanc laiteux [la volve est l'anneau autour du pied]. "C'est une espèce locale d'amanite, dit-elle en souriant. Regardez, il a une volve. Volve, avec un o."

Les champignons qui poussent au-dessus du sol sont la manifestation visible du règne fongique, mais ils ne représentent qu'une fraction de sa formidable diversité.

Giuliana Furci a l'œil pour les champignons. Elle en trouve quelques-uns cachés ici et là sur le tapis forestier, d'autres qui s'enroulent autour de brindilles tombées au sol, d'autres encore qui s'agrippent aux branches comme des coquillages lumineux. Il faut être là pendant la brève période où ils sont

visibles. "Tous les champignons sont magiques", dit-elle.

La diversité du règne fongique est sous-étudiée, certes, mais les espèces qui en font partie sont aussi mal comprises. On croit qu'il s'agit d'une catégorie relativement homogène, mais c'est faux. "Une morille et un champignon de Paris ont autant en commun qu'une puce et un éléphant", explique-t-elle.

En l'espace d'une journée, Giuliana Furci a identifié neuf champignons différents. L'un d'eux avait l'apparence d'un pain

Il faut conduire pendant des heures. Marcher pendant des heures. Se frayer un chemin dans la végétation. Patauger dans les marécages. Prélever un peu de terre. Et recommencer ailleurs.

L'un des endroits où l'équipe s'est rendue était tout simplement extraordinaire. C'est une forêt pluviale très vieille, dont la croissance est très lente. Sous les racines des arbres se trouvent probablement certaines des plus grandes et plus vieilles réserves de carbone sur Terre. La forêt

savoir si la mégasécheresse qui fait fondre les glaciers chiliens depuis quelques années avait aussi entraîné des changements dans les réseaux mycorhiziens souterrains.

Symbiose. Depuis des millénaires, les champignons aident les arbres à s'adapter. Ils pourraient aujourd'hui avoir un rôle crucial à jouer dans le contexte de la crise climatique. "Dans les périodes difficiles, les organismes trouvent de nouvelles relations symbiotiques qui leur permettent d'étendre leur présence, explique Merlin Sheldrake, le biologiste. Les crises sont le creuset des nouvelles interactions."

Toby Kiers ajoute : "N'aimeriez-vous pas en savoir plus sur ce partenariat fructueux qui dure depuis cinq mille ans et qui a résisté à tant de changements?" Une question clairement rhétorique.

Au dernier jour de l'expédition, un vendredi après-midi, les chercheurs se rendent à pied jusqu'à un affleurement rocheux sur la côte. "Le facteur zen est puissant", constate Merlin Sheldrake. Une loutre joue dans l'eau. Le soleil projette des reflets dorés sur les vagues clapotantes. De gros rochers sont ornés de lichens orangés. Les champignons se nourrissent des rochers, comme ils le font depuis des millénaires, remarque le chercheur.

À la fin de la semaine, les chercheurs ont prélevé 30 échantillons. L'équipe de César Marín en recueillera 64 autres dans les environs au cours des semaines suivantes. C'est une goutte d'eau dans l'océan quand on sait qu'il en faudra des milliers pour dessiner la carte du monde qu'ils ont imaginée.

[À la fin juillet,] Toby Kiers se trouvait à l'autre bout du monde, dans les Apennins, une chaîne de montagnes située en Italie. Un glacier venait de s'effondrer au nord de l'endroit où elle prévoyait de prélever des échantillons et des feux de forêt faisaient rage à proximité.

Dans un courriel, le biologiste écrit : "C'est une course contre la montre. On craint que ces communautés de champignons ne disparaissent avant même qu'on n'ait pu recenser les espèces qui en font partie."

—Somini Sengupta
 Publié le 28 juillet



"Une morille et un champignon de Paris ont autant en commun qu'une puce et un éléphant."

Giuliana Furci,
 ÉCOLOGISTE

à hamburger; un autre, celle d'un chapeau de sorcière. Les couleurs allaient du blanc vanille au framboise foncé en passant par un brun tacheté rappelant la robe du faon.

Il lui a suffi d'une courte marche en forêt pour cueillir deux poignées de lactaires délicieux. Ce champignon pousse en abondance au pied des pins plantés dans la région pour produire du bois d'œuvre, l'un des principaux produits d'exportation du Chili. Sans ce champignon, ajoute-t-elle, les pins ne survivraient pas. Au dîner ce soir-là, les lactaires ont été sautés au beurre.

La collecte d'échantillons est un travail laborieux et chronophage.

abrute aussi l'un des arbres les plus anciens du monde, un énorme *Fitzroya cupressoides* [ou cyprès de Patagonie], alerce en espagnol, dont l'âge est estimé à au moins 3500 ans, et que l'on surnomme ici "l'arrière-grand-père alerce".

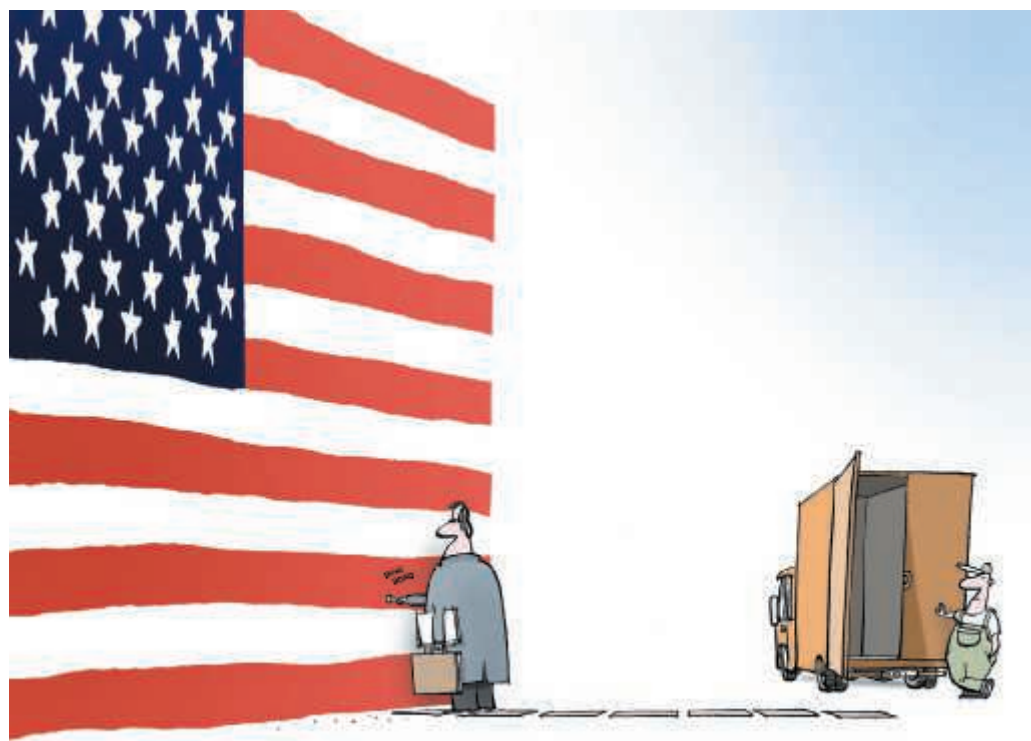
Toby Kiers explique que les données qu'ils ont collectées à cet endroit permettront de savoir quelles espèces de champignons mycorhiziens parviennent à stocker autant de carbone dans le sol.

Les champignons sont sensibles à l'activité humaine. Les engrais chimiques agissent sur leur volume et leur diversité, et l'exploitation forestière entraîne leur destruction. Les changements climatiques sont récemment venus s'ajouter aux perturbations, et c'est pourquoi César Marín [un chercheur de l'université Santo Tomás, au Chili, qui s'intéresse aussi aux champignons] souhaitait que Toby Kiers prélève des échantillons sur les trois parcelles qu'il avait lui-même étudiées sept ans plus tôt. Il voulait



Et si l'industrie européenne se délocalisait aux États-Unis ?

Énergie. À la peine face à la flambée des prix du gaz en Europe, certaines entreprises déplacent une partie de leurs activités sur le territoire américain.



—The Wall Street Journal (extraits) New York

La grande gagnante de la crise européenne de l'énergie est l'économie des États-Unis. Frappées par la flambée des prix du gaz, les entreprises qui fabriquent en Europe de l'acier, des engrais et d'autres produits de base de l'économie déplacent leurs activités aux États-Unis, attirées par des prix de l'énergie plus stables et un soutien plus musclé de l'État.

Pendant que les fluctuations spectaculaires des prix de l'énergie et les difficultés tenaces de la chaîne logistique menacent l'Europe de ce qui pourrait être, selon certains économistes, une ère nouvelle de désindustrialisation, Washington dévoilait des mesures incitatives pour l'industrie manufacturière et les énergies vertes. Il en découle une conjoncture de plus en plus favorable aux États-Unis, d'après les chefs d'entreprise,

notamment pour les sociétés qui misent sur des projets relatifs à la chimie, aux batteries et à d'autres produits énergivores.

“Choisir les États-Unis dans ce contexte relève de l'évidence”, affirme Ahmed El-Hoshy, PDG d'OCI, entreprise de chimie établie à Amsterdam qui a annoncé en septembre l'extension d'une usine d'ammoniac au Texas.

L'économie américaine est certes confrontée à une inflation record, à une chaîne d'approvisionnement peu fluide et à la crainte d'une récession, mais le pays est sorti en relativement bonne forme de la pandémie, alors que la Chine continue à imposer des confinements liés au Covid-19 et que l'Europe

Washington va soutenir les infrastructures, les puces électroniques et les énergies vertes.

est déstabilisée par la guerre. Washington prévoit de nouvelles dépenses pour les infrastructures, les puces électroniques et les énergies vertes, ce qui renforce l'attractivité du pays dans le milieu des affaires.

La marque danoise de bijoux Pandora et le constructeur automobile allemand Volkswagen ont annoncé leur expansion aux États-Unis plus tôt dans l'année. À la mi-septembre, *The Wall Street Journal* indiquait que Tesla suspendait ses projets de fabrication de batteries électriques en Allemagne, l'entreprise cherchant à bénéficier de crédits d'impôts au titre de la loi sur la réduction de l'inflation, ratifiée en août par le président Joe Biden.

L'Europe reste un marché attractif pour l'industrie de pointe et peut se targuer d'une main-d'œuvre industrielle qualifiée. Au vu des commandes qui se sont accumulées pendant la

pandémie, de nombreuses entreprises subissant l'explosion des prix de l'énergie ces derniers mois l'ont répercutée sur leurs clients. Reste à savoir combien de temps durera la flambée des prix du gaz naturel.

Les producteurs de gaz naturel du Canada, des États-Unis et du Qatar pourraient avoir du mal à remplacer complètement la Russie comme source d'approvisionnement de l'Europe à moyen terme. Le cas échéant, le continent pourrait subir des prix très élevés jusqu'en 2024, du moins pour le gaz. Les dégâts pour l'industrie européenne risqueraient alors d'être permanents.

Hydrogène “bleu”. “Je pense que nous pouvons tenir deux hivers, bon an mal an”, estime Stefan Borgas, PDG de la société autrichienne RHI Magnesita. Mais si l'Europe ne trouve pas de gaz bon marché ou ne monte pas en puissance sur les énergies renouvelables, “les entreprises commenceront à regarder ailleurs”.

Ce fabricant de matériaux utilisés par des aciéries pour résister à des températures extrêmement élevées investit environ 8 millions d'euros dans ses usines européennes pour alimenter le processus de fabrication avec d'autres combustibles, comme le charbon ou le pétrole. Il stocke aussi du gaz naturel dans un site souterrain de l'entreprise d'État russe Gazprom qui a été saisi par le gouvernement autrichien.

Stefan Borgas voit d'un œil optimiste la demande d'acier aux États-Unis, où des mesures incitatives ont aussi amélioré les perspectives en matière d'énergie verte. Pour les fabricants comme RHI Magnesita, l'hydrogène semble essentiel pour remplacer les énergies fossiles et réduire les émissions de CO₂. Washington ayant promis des fonds, la production d'hydrogène devrait augmenter, ce qui fera ensuite baisser les prix. “Nous renforçons aussi nos investissements [aux États-Unis] pour suivre tous nos partenaires qui investissent eux-mêmes. Nous sommes très, très optimistes quant à la conjoncture américaine.”

L'entreprise luxembourgeoise ArcelorMittal, qui a annoncé en septembre une baisse de régime dans deux usines allemandes, a

✍ Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans *Jyllands-Posten*, Aarhus (Danemark).

enregistré des résultats meilleurs que prévu concernant un investissement dans une usine texane de fer aggloméré à chaud, une matière première de la production d'acier. En juillet, son PDG, Aditya Mittal, attribuait notamment ce succès à l'implantation de l'usine dans une “région qui vend l'énergie à des prix très compétitifs et, in fine, de l'hydrogène à des prix compétitifs”.

De nombreuses entreprises ne précipitent pas les changements de stratégie en raison de la complexité que présentent les sites tels que les fonderies d'aluminium, dont la construction peut coûter des milliards et nécessiter des années de chantier.

“On ne sait pas encore si ces changements seront structurels ou temporaires”, explique une porte-parole du géant [allemand] de la chimie BASF, l'un des plus grands acheteurs européens de gaz naturel, qui a ralenti la production dans ses usines belges et allemandes.

OCI, qui a fortement réduit sa production européenne d'ammoniac, a préféré augmenter

“Nous sommes très, très optimistes sur la conjoncture américaine.”

Stefan Borgas,
PDG DE RHI MAGNESITA

les importations vers ses installations dans le port néerlandais de Rotterdam. Pour faciliter ces livraisons, OCI agrandit son usine au Texas en investissant “plusieurs centaines de millions” de dollars, précise son PDG, Ahmed El-Hoshy. Le groupe y produira de l'ammoniac dérivé de l'hydrogène dit “bleu”, qui nécessite du gaz naturel, mais capture ensuite le CO₂ émis. Selon Ahmed El-Hoshy, la loi sur la réduction de l'inflation a rendu le projet plus intéressant.

Les fabricants européens pourraient avoir du mal à rester compétitifs face au coût moindre de l'énergie et à ces incitations écologiques déployées par les États-Unis, avance Svein Tore Holsether, PDG du géant norvégien des engrais Yara International : “De ce fait, certaines industries feront le choix de se délocaliser définitivement.”

—David Uberti
Publié le 21 septembre

LA LETTRE
TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'Ukraine débranchée par Starlink et les malheurs du TGV californien

De jour, Elon Musk dirige deux des entreprises les plus célèbres du monde, Tesla et l'opérateur spatial SpaceX, tout en dépatouillant l'effrayant imbroglio qu'il a lui-même provoqué en s'engageant à acheter Twitter. Mais la nuit ? Il ne dort pas, bien sûr. De son propre aveu, son cerveau mutant, son cortex surhumain, carbure toujours à plein régime, affairé à trouver un moyen d'éviter l'escalade fatale de la guerre en Ukraine. Le touche-à-tout le plus riche de la planète ressent un intérêt légitime pour cette région tourmentée, car son réseau Starlink, une kyrielle de satellites mis en orbite par SpaceX, assure depuis le début de l'invasion russe l'essentiel du service Internet de l'Ukraine.

Son engagement lui valait encore récemment le statut de sauveur de la nation et des affiches géantes avec sa trogne de potache sur les murs de Kiev. Mais les temps ont changé. Elon aurait eu Vladimir (Poutine) au téléphone et, comme par hasard, le titan de la tech vient d'envoyer au Pentagone une missive demandant au gouvernement américain de prendre à sa charge les 400 millions de dollars annuels que coûterait le réseau wifi ukrainien. Étrangement, aussi, alors que le stratège amateur propose une solution prisée par le Kremlin (la cession consentie de la Crimée et des territoires occupés par les Russes), Starlink a soudain cessé de fonctionner sur toute la ligne de front, coupant les communications des troupes ukrainiennes et le système de guidage des drones, au point d'enrayer leur offensive dans le Donbass. Le **Financial Times** cite des experts qui doutent que la panne soit due au brouillage russe. Elon Musk aurait-il, d'un clic sur son écran, décidé d'influer sur le cours de la guerre et de l'histoire ? Le réseau fonctionne à nouveau, depuis peu.

Filet mignon

Impossible Foods, pionnier, avec son concurrent Beyond Meat, du hamburger à base de plantes, serait près de fournir le saint graal de la barbaque : du filet mignon, lui aussi fabriqué à partir d'une concoction végétale, a assuré son patron, Pat Brown, durant une conférence

organisée par la **MIT Technology Review**. Une chose est de produire un ersatz de viande hachée, une autre est d'obtenir la texture et le goût du muscle bovin le plus fondant des étals de boucherie. Or Impossible Foods se dit très optimiste dans sa quête d'un concurrent parfait à la vraie viande, destiné non pas aux végétariens mais aux carnivores désireux de réduire l'empreinte carbone de l'élevage sans pour autant sacrifier leur plaisir.

Train fantôme

Les Américains sont eux aussi capables de ciseler des embrouilles clochemerlesques. En témoigne la mésaventure désolante du TGV californien. Un *bullet train* qui devait relier Los Angeles et San Francisco en deux heures quarante, au lieu des six heures requises pour le voyage par la route, et qui pourrait se révéler le ratage le plus cher de l'histoire du rail. Le **New York Times** nous raconte en détail les manœuvres d'une coterie d'élus en quête d'une gare pour leur localité, de promoteurs immobiliers doublés de bailleurs de fonds de campagnes électorales qui ont obtenu le détournement de la ligne par le désert des Mojave au lieu du tracé originel, qui longeait à peu près les axes routiers entre les deux plus grandes zones urbaines de l'État. Ce coude ferroviaire induit des catastrophes en chaîne, des montagnes à percer de tunnels, des achats de terrains exorbitants ou impossibles et des fortunes en honoraires d'avocats qui rehaussent la facture à plus de 100 milliards de dollars. Bref, c'est un gâchis d'anthologie, au moment où le gouvernement américain, par divers plans d'infrastructures vertes, était prêt à appuyer ce genre de projets. Pour peu qu'ils soient réalisables...—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.

Après
NOSTALGIE DE LA LUMIÈRE et
LA CORDILLÈRE DES SONGES



FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2022

CHILI, OCTOBRE 2019
UNE RÉVOLTE INATTENDUE
UNE EXPLOSION SOCIALE...

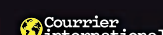


GRAND PRIX
COMPÉTITION DOCUMENTAIRES
FESTIVAL DE CINÉMA
VALENCIENNES

MON PAYS IMAGINAIRE

UN FILM DE PATRICIO GUZMÁN

AU CINÉMA LE 26 OCTOBRE



LE BIG BANQUE N'AURA PAS LIEU SANS VOUS

URGENCES CLIMATIQUES ET SOCIALES :
la finance aussi, a sa part de responsabilité.

La Nef lance un appel : rejoignez le mouvement du BIG BANQUE* !

Le BIG BANQUE* c'est l'opportunité de participer à l'émergence, en France, d'une banque éthique indépendante. Une banque coopérative, citoyenne, transparente, sans activité spéculative et qui finance exclusivement des projets écologiques, sociaux ou culturels. Une banque dédiée à la transition écologique et sociale.



Et cela ne se fera
pas sans vous.

[JeParticipeAuBigBanque.fr](https://www.JeParticipeAuBigBanque.fr)

LA NEF

POUR LA BANQUE ÉTHIQUE

*BIG BANQUE est une référence au "Big Bang" qui, au sens figuré, définit un bouleversement provoquant un changement radical dans un secteur.

La Société financière de la Nef est une société anonyme coopérative à capital variable, à directoire et conseil de surveillance agréée en tant qu'établissement de crédit spécialisé par la Banque de France. Crédit photo : MR.Cole-Photographer via Getty Image. RCS Lyon B 339 790 116 / NAF 6492Z / ORIAS 09050785 / Siège social : Immeuble Woopa - 8, avenue des Canuts - CS 60032 - 69517 Vaulx-en-Velin Cedex.

FINANCE / ENGAGÉE

Que ce soit à l'initiative de villes ou d'entreprises privées, les investissements dans les énergies renouvelables s'accroissent depuis le début de la crise énergétique. En parallèle, les ménages français s'organisent pour réduire leur consommation de gaz et d'électricité.

Six conseils pour économiser durablement

1 Acheter d'occasion

En plus de vous faire économiser de l'argent, l'achat d'occasion contribue à réduire la quantité de produits envoyés à la décharge. Ce qui élimine l'impact sur les émissions de carbone impliquées dans la fabrication de nouveaux produits. Plusieurs sites en ligne proposent des objets de seconde main : Vinted, Ebay, Back Market.

2 Réduire ses factures

- Dire adieu à son sèche-linge. Étendre ses vêtements est le moyen le moins cher de sécher son linge.
- Laver les vêtements à froid, à des cycles rapides ou respectueux de l'environnement, ou investir dans des machines à haut rendement permet d'économiser de l'eau et de l'argent sur vos factures d'eau et d'électricité.
- Choisir des ampoules LED. Selon l'étude "The Energy Saving Trust",

si tout le monde s'équipait de LED, 1,7 million de tonnes de CO₂ pourraient être économisées chaque année.

3 Opter pour un véhicule électrique d'occasion

Les voitures thermiques sont responsables de 15 % des émissions de gaz à effet de serre en France. Pour réduire cela, le gouvernement a introduit un certain nombre de réductions et d'incitations fiscales pour l'achat de voitures électriques. Les conducteurs peuvent obtenir jusqu'à 1 000 euros de subvention sur le prix d'une voiture électrique.

4 Rouler à vélo

Le vélo aide non seulement à réduire votre empreinte carbone, mais permet également d'économiser de l'argent sur les coûts du carburant ou des transports en commun, sans compter les bénéfices pour votre santé.

5 Éviter le gaspillage alimentaire

La clé pour ne rien jeter après chaque repas est de planifier ses repas. Il suffit de rédiger un menu approximatif chaque semaine et de n'acheter que le nécessaire.

Autre astuce : cuire de grandes quantités d'aliments puis les congeler permet d'éviter tout gaspillage. Grâce à l'application Too Good To Go, les utilisateurs peuvent acheter des aliments destinés à être jetés dans des supermarchés ou des restaurants.

6 Investir et épargner de manière éthique

Lorsque vous mettez votre argent sur un compte courant ou un compte d'épargne, la banque le prête aux entreprises qui cherchent à se développer ou qui ont besoin de soutien financier. Top 3 des banques les plus éthiques : Helios, la Nef, le Crédit coopératif.



PRIVILÉGIER SES FINANCES OU LA SOCIÉTÉ ?

Avec Fortuneo Vie*, choisissez les deux.

En investissant avec votre assurance-vie dans le fonds Mandarine Active, vous soutenez des entreprises avec une dynamique de croissance pérenne et engagées en faveur de la réduction des inégalités sociales, l'amélioration de la qualité de vie et le respect de l'environnement.

Ce fonds présente un risque de perte en capital.

En savoir plus sur le fonds labélisé :



L'adhésion au contrat Fortuneo Vie* implique en gestion libre un minimum de 30% d'investissement en unités de compte qui présentent un risque de perte en capital.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



J'aime ma banque.

Fortuneo Vie est un contrat d'assurance-vie de groupe de type multisupport géré par Suravenir, entreprise régie par le Code des assurances et distribué par Fortuneo. Le document d'informations clés du contrat Fortuneo Vie contient les informations essentielles de ce contrat. Ce document est disponible sur fortuneo.fr, auprès de Suravenir ou en vous rendant sur le site suravenir.fr.

Fortuneo est une marque commerciale d'Arkéa Direct Bank. Arkéa Direct Bank, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 89 198 952 euros. RCS Nanterre 384 288 890.

Siège social : Tour Ariane - 5, place de la Pyramide 92 088 Paris La Défense. Courtier en assurance n°ORIAS 07 008 441 - Adresse postale : FORTUNEO - TSA 41707 - 35917 RENNES CEDEX 9.

Ce fonds est uniquement utilisé à titre d'exemple. Il fait partie des différents supports en unités de compte accessibles grâce au contrat Fortuneo Vie*. Document publicitaire dépourvu de valeur contractuelle.

LE MOTEUR DE RECHERCHE ECOSIA SE LANCE DANS LE FINANCEMENT D'ÉNERGIES VERTES

Basé à Berlin, le moteur de recherche Ecosia a commencé à financer des start-up consacrées à la transition énergétique.

Ecosia, le moteur de recherche qui s'est fait connaître en utilisant une partie de ses bénéfices pour planter des arbres, a annoncé avoir investi 30 millions de dollars pour financer des start-up et des initiatives énergétiques durables. L'entreprise a déclaré avoir déjà investi 23 millions d'euros dans des entreprises locales d'énergie solaire. La start-up berlinoise Zolar, qui rassemble un réseau de fournisseurs pour les mettre en relation avec des clients souhaitant installer des panneaux solaires, a bénéficié de ce nouvel investissement.

Le moteur de recherche vert a également déclaré investir 250 000 euros dans des infrastructures renouvelables avec la société Ripple Energy. Cette start-up britannique permet aux particuliers et aux entreprises d'investir dans des projets d'énergie verte comme les parcs éoliens.

Le secteur privé, un levier d'investissement vert

Ecosia affirme que les investissements dans les énergies renouvelables en Europe entraîneraient des économies de près de 2 000 milliards d'euros et empêcheraient 60 milliards de tonnes de CO₂ de pénétrer dans l'atmosphère.

C'est pourquoi la direction du moteur de recherche vert appelle le secteur privé à prendre des mesures urgentes pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et accélérer la transition vers les énergies renouvelables grâce à des investissements verts.

L'entreprise a déjà investi 7 millions de dollars dans les énergies renouvelables, ce qui lui permet de créer 200 % de l'énergie dont elle a besoin pour alimenter ses recherches et ses centres de données, afin de revendre l'excédent au



réseau municipal pour alimenter d'autres ménages et entreprises. Rien qu'en 2020, cet excès d'énergie a permis d'éviter 4 500 tonnes d'émissions provenant de l'électricité au charbon en Allemagne.

L'objectif d'Ecosia pour les investissements dans les énergies vertes est d'encourager davantage d'entreprises à investir dans les énergies renouvelables et d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables.



**CREDIT
COOPERATIF**

UNE AUTRE BANQUE EST POSSIBLE



**ET SI VOTRE
ARGENT
SE METTAIT À VOUS
RESSEMBLER ?**

Au Crédit Coopératif,
votre argent soutient
l'association partenaire
de votre choix.



**DEVENEZ CLIENT
VOUS AVEZ 10 MINUTES ?**

 GROUPE BPCE

www.credit-cooperatif.coop

Coût de connexion selon votre opérateur.



UN VILLAGE ALLEMAND INVESTIT DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DEVIENT AUTONOME

Situé à environ 80 kilomètres au sud de Berlin, le village de Feldheim est autonome en énergie depuis plus d'une décennie.

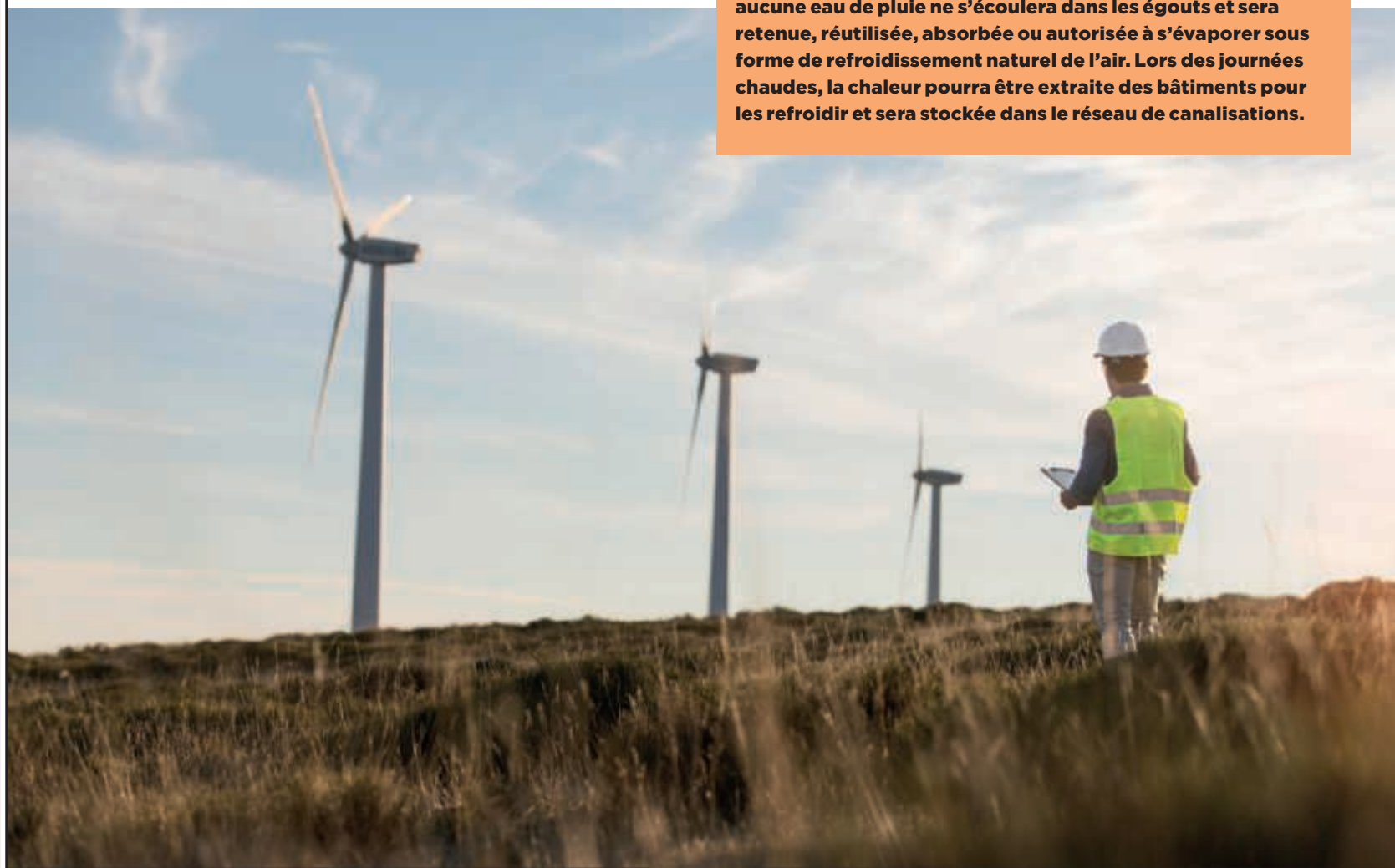
C'est dans les années 1990 que la mairie de Feldheim décide d'installer un parc éolien pour fournir de l'électricité au village. Puis un réseau local, des panneaux solaires, des batteries de stockage et des turbines sont mis en place. S'ajoute à cela la construction d'une usine de biogaz destinée à chauffer une porcherie. Son agrandissement a permis de garantir un revenu supplémentaire à la coopérative d'agriculteurs, qui pompe de l'eau chaude à travers un système de chauffage central

à l'échelle du village. Une usine de production d'hydrogène est également en construction. Aujourd'hui, 55 éoliennes sont visibles sur les terres agricoles autour de Feldheim et les habitants bénéficient de tarifs d'électricité et de gaz parmi les moins chers d'Allemagne. La production d'énergie propre de Feldheim attire chaque année des milliers de visiteurs du monde entier et contraste avec la façon dont l'Allemagne dans son ensemble dépend encore des importations de combustibles fossiles pour une grande partie de ses besoins.

À Berlin, l'ancien aéroport de Tegel devient une ville zéro émission

Grâce à un investissement de 8 milliards d'euros sur plusieurs décennies, Tegel est en passe de devenir l'une des villes intelligentes les plus ambitieuses d'Europe. Le projet commandé par le Land de Berlin a été baptisé Berlin TXL. Il s'agit de construire une ville zéro émission grâce à des technologies durables, avec un campus universitaire intégré et des pôles d'innovation. Le site produira et consommera sa propre énergie, tirée de panneaux photovoltaïques et de systèmes géothermiques.

La chaleur géothermique se combinera à la chaleur générée par les activités industrielles et le réseau d'égouts, aux côtés du biogaz, pour chauffer un système de 12 kilomètres de conduites d'eau souterraines, destiné au chauffage de bâtiments. Dans le cadre du concept de "ville éponge", aucune eau de pluie ne s'écoulera dans les égouts et sera retenue, réutilisée, absorbée ou autorisée à s'évaporer sous forme de refroidissement naturel de l'air. Lors des journées chaudes, la chaleur pourra être extraite des bâtiments pour les refroidir et sera stockée dans le réseau de canalisations.





Une belle retraite, c'est aussi de nouveaux horizons

En ouvrant dès aujourd'hui votre Plan d'Épargne Retraite avec Allianz, vous préparez votre retraite avec un partenaire de confiance.

Première marque mondiale d'assurance*, Allianz vous accompagne dans la préparation de votre retraite pour vous permettre de la vivre pleinement.

Prenez rendez-vous dès maintenant avec votre conseiller Allianz pour réaliser un bilan retraite.
Allianz.fr/retraite/

Prêts pour demain

Plan d'Épargne Retraite : contrat d'assurance de groupe multisupport ayant pour objet la couverture d'engagement de retraite supplémentaire.

* Classement Interbrand 2021 : <https://interbrand.com/best-global-brands/>

Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - S.A. au capital de 643 054 425 € - 340 234 962 R.C.S. Nanterre. Siège social : 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex. Allianz Retraite - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - S.A. au capital de 101 252 544,51 € - 824 599 211 R.C.S. Nanterre. Siège social : 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - Document à caractère publicitaire.

EN ESPAGNE, VALENCE ANNONCE LA CONSTRUCTION DE 100 USINES DE BIOGAZ D'ICI À 2027

Le projet "Route valencienne du biogaz" prévoit un investissement de 500 millions d'euros pour la construction de 100 nouvelles usines.

Le projet vise à attirer 300 millions d'euros de fonds européens.

De plus, la Generalitat apportera 150 millions d'euros et les entreprises privées 50 millions. En Europe, il existe environ 18000 installations de biogaz, mais en Espagne, il n'y en a que 200. Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Urgence climatique et de la Transition écologique a conçu la "Route valencienne du biogaz" dans le but de créer un nouveau secteur industriel qui générera 6000 emplois verts.

Quiz. Le biogaz en quatre questions

1. Qu'est-ce que le biogaz ?

- a) Un mélange de gaz produit par la décomposition de la matière organique en l'absence d'oxygène
- b) Une forme d'énergie qui exploite la puissance de l'eau
- c) De l'énergie qui exploite la chaleur interne de la Terre

2. Le biogaz peut être produit à partir de :

- a) Des déchets agricoles, fumier ou déchets alimentaires
- b) Des bois et végétaux, eaux usées
- c) Les deux

3. Quel(s) gaz est (sont) présent(s) dans le biogaz ?

- a) Le gaz carbonique
- b) Le méthane
- c) Les deux

4. Le biogaz est-il moins polluant que les autres énergies fossiles ?

- a) Oui
- b) Non

Réponses : 1. a, 2. a, 3. c, 4. b





Penser à ses prochains autant qu'à ses profits.

Avec Kaori.vie, votre épargne peut conjuguer performances potentielles et esprit de fraternité. Conçu par Kaori, l'association d'épargnants fondée par le Secours Catholique, ce contrat d'assurance vie regroupe des supports sélectionnés pour leurs pratiques vertueuses dans le domaine de l'environnement, de l'économie sociale et de la gouvernance.
Kaori.vie : la nouvelle finance sera fraternelle.

Renseignez-vous sur kaori-association.org



Kaori

Association des épargnants
du Secours Catholique

ASAC
FAPES



L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuation à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas.

Kaori.vie est un contrat d'assurance vie de groupe, assuré par Generali Vie, entreprise régie par le Code des assurances, et commercialisé par le courtier associatif ASAC FAPES. Il est libellé en euros et/ou en unités de compte et/ou en engagements donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds croissance). ASAC-FAPES est une marque de FAPES Diffusion. RCS Paris B 421 040 544. Document non contractuel à caractère publicitaire.



360

MAGAZINE

La réalité parallèle de Tarik Saleh • Cinéma ... 58
 La crosse, fierté amérindienne • Sport 60
 Derrière le mythe de Colditz • Histoire 62

Et si le Big Bang n'avait jamais eu lieu ?

Grâce à ses instruments dernier cri, le télescope spatial James Webb tente de repérer le point d'où l'Univers aurait surgi. Problème : s'il s'agit de la théorie dominante, le Big Bang n'est pas le seul modèle possible pour expliquer notre Univers, qui pourrait ne pas avoir d'origine.
 —Ha'Aretz [extraits], Tel-Aviv



C'est peut-être là d'où nous venons que se trouve la clé du mystère de la vie humaine, car le commencement conditionne ce qui suit. Le psychanalyste Otto Rank, étudiant proche de Freud, affirmait que la naissance était l'événement fondateur du développement de la psyché d'une personne. Selon lui, une connaissance détaillée des circonstances de sa venue au monde était à la fois l'objectif de l'étude du moi et le moyen de s'affranchir de ses souffrances.

Comme la naissance pour l'être humain, on peut imaginer un moment primordial pour l'Univers. Les astrophysiciens tentent depuis des années de s'en rapprocher. Et, ces derniers mois, plusieurs pas notables ont été accomplis dans cette direction.

Fin mars, un groupe de scientifiques a révélé dans la revue *Nature* qu'ils avaient observé la lumière d'une étoile solitaire qui avait entamé son voyage vers la Terre voilà 12,9 milliards d'années, moins d'un milliard

d'années après le Big Bang (la lumière de l'étoile la plus éloignée à avoir capté notre regard jusqu'alors avait été émise voilà 9,4 milliards d'années).

Peu de temps après, une autre équipe annonçait dans *Astrophysical Journal* avoir découvert la plus ancienne galaxie jamais détectée. Celle-ci a été datée à environ 300 millions d'années après le Big Bang, soit quelque 100 millions d'années de plus que la plus ancienne galaxie observée jusque-là. Ces deux observations ont été possibles grâce au bon vieux télescope spatial Hubble, mais ces records pourraient bien être battus d'ici peu à l'aide de l'instrument le plus puissant jamais conçu par l'homme : le télescope spatial James Webb, plus imposant que Hubble et mieux équipé pour scruter le passé lointain de l'Univers.

[Le 12 juillet dernier,] cet instrument dernier cri a commencé de transmettre des données à la communauté scientifique et, rapidement, les chercheurs sont parvenus à localiser un certain nombre de galaxies

pouvant prétendre au titre de doyenne des galaxies observées (même si les résultats sont préliminaires et n'ont pas donné lieu à ce jour à une publication dans une revue scientifique à comité de lecture). La plus jeune d'entre elles serait apparue 235 millions d'années après le Big Bang.

La genèse n'a jamais semblé si proche.

Mais l'espoir d'approcher peu à peu du point zéro, du moment de la création, pourrait se heurter à un obstacle qu'aucune technologie ne permettra de surmonter : il est possible qu'il n'y ait tout bonnement pas de point de départ.

Des siècles durant, à rebours de la position de l'Église, la science occidentale a affirmé que l'Univers était éternel et ne pouvait donc pas avoir de commencement. Cette idée a été une première fois mise à mal en 1931 par la publication d'un article subversif dans *Nature*. L'auteur en était Georges Lemaître, un brillant physicien belge, diplômé du MIT [le Massachusetts Institute



SOURCE

HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël

Quotidien

haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence

chez les politiques et les intellectuels israéliens. Il est situé au centre gauche. Son édition sabbatique est, elle, agrémentée de deux suppléments politiques et culturels incontournables. Son site propose également des articles en anglais.

↙ L'amas de galaxies SMACS 0723.

Toutes les photos qui illustrent ces pages ont été prises par le télescope spatial James Webb.

↓ Le Quintette de Stephan, un autre groupe de galaxies.

↘ La galaxie de la Roue de chariot (à droite).

Photos NASA, ESA, CSA, STScI



of Technology, près de Boston] et prêtre catholique. En partant du principe que l'Univers était en expansion – une découverte alors récente –, Lemaître a fait valoir que, si la possibilité d'observer le passé nous était donnée, l'Univers que nous verrions rétrécirait progressivement jusqu'à ce que sa masse tout entière se concentre en un point unique. Ce serait à ce point précis, soutenait-il, que le continuum espace-temps serait né [c'est-à-dire que l'espace et le temps se seraient entrelacés pour la première fois].

L'article a fait des vagues dans la communauté scientifique. Albert Einstein a qualifié de "calamiteux" les travaux du curé scientifique – il changera plus tard d'avis et acceptera la théorie de Lemaître, qui allait sous-tendre le modèle cosmologique traditionnel du Big Bang.

L'idée du Big Bang repose sur deux postulats. L'un est que l'Univers a été autrefois très chaud et très dense, et qu'il se refroidit et se dilate depuis lors. Ce postulat est étayé par une multitude d'observations.

Concernant le deuxième postulat, selon lequel tout a commencé par un "bang" spectaculaire, les preuves se font en revanche attendre, sans compter qu'il pose un certain nombre de problèmes.

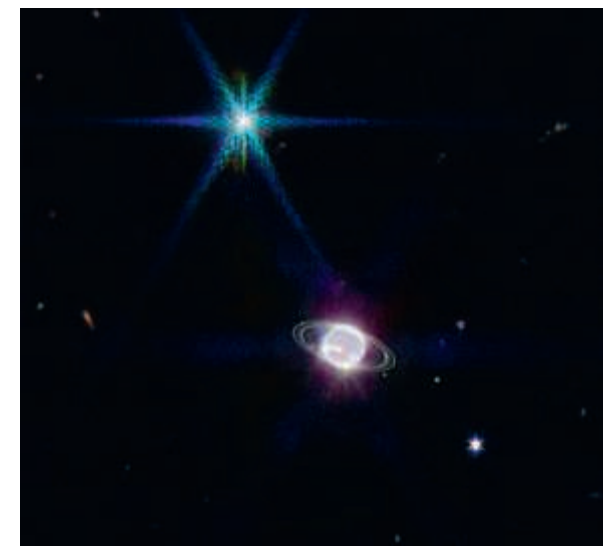
La méthode par laquelle les cosmologistes sont arrivés au Big Bang tel que le postule Georges Lemaître a consisté à observer le processus d'expansion de l'Univers et à faire tourner le modèle en sens inverse. À un moment donné, ont-ils découvert, quelque chose d'extraordinaire se produit : la température et la densité deviennent infinies, et l'espace et le temps disparaissent. Dans cet état dit de "singularité mathématique", les équations ne tiennent plus. La description du Big Bang reprend des caractéristiques similaires : on remonte le temps jusqu'à ce que les lois de la physique cessent de s'appliquer.

Un autre problème auquel se sont heurtés les cosmologistes est que, dès les tout premiers moments de son histoire sur lesquels nous possédons des informations,

l'Univers était lisse et plat. Il était homogène dans toutes les directions, à tel point qu'il était nécessaire de postuler un lien antérieur entre toutes ses parties afin d'en expliquer l'équilibre thermique. Or, ces parties étant tellement éloignées les unes des autres, un tel lien n'aurait pas été possible dans les limites imposées par la vitesse de la lumière.

La solution que l'on apporte traditionnellement au problème consiste à ajouter aux équations un phénomène hypothétique très bref, qui explique la disparité entre ce que l'on attend des calculs et les observations. Ce phénomène est appelé "inflation cosmique", une violente flambée d'énergie qui concerne une petite partie de l'Univers primitif et qui se traduit par une expansion tellement rapide et uniforme de notre Univers que





← Le Quintette de Stephan.
 ↑ La planète Neptune (au centre).
 Photos NASA, ESA, CSA, STScI

la distance entre deux points y augmente plus vite que la vitesse de la lumière. Cette “inflation cosmique” est aujourd’hui le modèle adopté pour expliquer le commencement de l’Univers, et c’est à lui que l’on fait référence aujourd’hui quand on parle de la théorie du Big Bang.

Or ce modèle se voit aujourd’hui contesté. Le scientifique qui, seul ou presque, a mis en doute le concept d’inflation cosmique – dominant dans la communauté cosmologique – est en fait l’un de ses promoteurs, Paul Steinhardt, professeur à l’université Princeton. Via Zoom, ce dernier explique que cette expansion rapide était supposée aplanir et corriger le moindre pli, quelles que soient les déformations ou les aspérités de l’Univers au départ. “Mais, au fil des années, reconnaît-il, on s’est rendu compte que cette solution ne tenait pas la route.”

Un autre problème tient au fait que, selon les calculs, l’inflation cosmique était censée brouiller légèrement la polarisation de la lumière observée dans le fond diffus cosmologique [FDC, ou rayonnement fossile]. Or ces remous, appelés “modes B”, n’ont toujours pas été détectés malgré les nombreux travaux qui y ont été consacrés.

“La théorie du Big Bang est en train de faire comme le Titanic. Elle prend l’eau”, s’exclame Paul Steinhardt avec la passion de quelqu’un qui a tourné le dos à sa religion et trouvé la lumière dans une foi nouvelle : le Big Bang explique mal l’Univers, c’est aussi simple que ça.

Paul Steinhardt planche depuis des années sur l’élaboration d’une autre théorie, selon laquelle l’Univers connaîtrait des cycles d’expansion et de contraction, et ce à l’infini. Cette théorie est appelée le “Big Bounce”

[le “grand rebond”]. Elle postule que ce qui est un point de départ dans la théorie du Big Bang est en réalité un point d’inversion, situé au terme d’une longue phase de contraction. Le chercheur résume : “On aura peut-être une meilleure explication un jour, mais les connaissances actuelles penchent vers l’hypothèse d’un Big Bounce.”

La théorie du Big Bounce a deux variantes, toutes deux conçues par Steinhardt et sa collaboratrice Anna Ijjas, de l’université de New York. Dans la première, à une époque sans commencement, où l’Univers était infini en taille et quasiment vide, il s’est contracté jusqu’au moment où sa densité énergétique a franchi un certain seuil. C’est à ce moment-là, voilà environ 13,8 milliards d’années, que l’Univers a “rebondi”, passant d’une phase de contraction à une phase d’expansion.

La seconde variante de la théorie du Big Bounce repose sur la constatation que, lorsqu’une chose se produit dans la nature, les chances qu’elle ne se produise qu’une fois sont faibles. D’où l’hypothèse selon laquelle la contraction et l’expansion de l’Univers observeraient des cycles – une sorte de respiration cosmologique, qui existerait depuis un passé sans commencement jusqu’à un avenir sans fin.

Les scientifiques relèvent que, pendant le plus clair de son existence, l’Univers s’est dilaté à une vitesse uniforme. Mais, voilà près de cinq milliards d’années, comme en attestent les mesures effectuées à la fin des années 1990, le rythme de cette expansion a commencé à accélérer, si bien que la distance entre les galaxies

augmente aujourd’hui plus vite que dans un passé lointain. Dans l’interprétation traditionnelle, ce phénomène est causé par un élément cosmologique appelé “énergie noire”, qui agit à l’inverse de la gravité en écartant les corps massifs les uns des autres au lieu de les rapprocher. Si l’énergie noire représente près de 70 % de la masse-énergie de l’Univers, ses propriétés demeurent en revanche un vrai mystère.

Dans certains modèles théoriques, l’énergie noire est une constante cosmologique, ce qui voudrait dire que l’expansion de l’Univers continuerait d’accélérer sans fin. D’autres modèles suggèrent que l’énergie noire pourrait être une forme de champ dynamique aux propriétés variables. En quelques milliards d’années, ce champ aurait entraîné une expansion de plus en plus rapide de l’espace, mais pourrait progressivement changer de nature et faire passer [l’Univers] d’une phase d’expansion à une phase de contraction.

Dans la théorie du Big Bounce, l’Univers se renouvelle en quelque sorte à chacun de ces cycles de contraction-expansion. “Il effectue un ‘rafraîchissement’, résume Paul Steinhardt. Un nouvel espace, une nouvelle matière, de nouveaux trous noirs se forment... Les incarnations précédentes de l’Univers peuvent être très semblables aux nôtres, mais il existe tout de même des différences. Par exemple, les relations entre les forces de la nature peuvent varier ainsi que les masses des particules élémentaires. C’est également possible d’un point de vue théorique.”

Si la communauté scientifique juge la théorie du Big Bounce possible sur le principe, elle n’en reste pas moins fidèle au concept d’inflation, qui a permis de répondre

à tout un éventail de questions que soulevait la théorie du Big Bang depuis des décennies. Dans une interview sur Zoom, le physicien théoricien Sean Carroll, du California Institute of Technology [l'un des physiciens les plus renommés du globe, auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation, notamment *Higgs. Le boson manquant*, paru chez Belin], rappelle que l'idée d'inflation, qui date des années 1980, a été acceptée au départ par les physiciens, mais non par les astronomes, qui ne voyaient pas d'éléments permettant de l'étayer.

“Et puis la situation s'est inversée : on a trouvé des preuves corroborant les prévisions de la théorie de l'inflation, mais c'est à ce moment-là que les physiciens se sont mis à gratter un peu les fondements conceptuels de cette idée et ont commencé à concevoir des doutes à son sujet.” Pour Sean Carroll, si l'essentiel de la communauté scientifique adhère au concept d'inflation malgré ses défauts, “c'est parce qu'il existe certains phénomènes qu'il a permis de prévoir avec précision, et parce que les problèmes qu'il pose ne semblent pas insolubles”.

Pour Ely Kovetz, cosmologiste à l'université Ben-Gourion du Néguev [en Israël], tout l'intérêt de l'hypothèse d'une inflation cosmique tient au fait qu'elle a permis de prévoir des fluctuations dans le fond diffus cosmologique – qui sont à l'origine de structures comme les galaxies et les amas de galaxies qui se sont ensuite développés dans l'Univers – et que cette prévision a été vérifiée par l'observation. La théorie du Big Bounce propose également une explication à ces fluctuations, précise Ely Kovetz, mais celle-ci n'a été fournie qu'a posteriori.

L'astrophysicien et cosmologiste Avi Loeb, de l'université Harvard, qui a travaillé par le passé avec Paul Steinhardt, rappelle à *Ha'Aretz* (également sur Zoom) que l'hypothèse d'une inflation cosmique a permis d'expliquer plusieurs phénomènes jusqu'alors jugés mystérieux et a rallié de ce fait de nombreux suffrages au sein de la communauté scientifique. Toutefois, par la suite, relève-t-il, cette hypothèse a ouvert la porte à toutes les possibilités existantes, en d'autres termes un multivers. Avi Loeb ajoute : “Et, le problème, c'est que le multivers s'apparente à une religion. Il n'existe en effet aucun moyen de l'étudier de manière empirique.”

À ses yeux, “le simple fait qu'une théorie soit dominante ne veut pas dire qu'elle soit juste. Bien des fois, des idées qui paraissaient improbables ont fini par se révéler correctes, toujours sur la base d'éléments probants. C'est une bonne chose que d'autres théories existent. Autrement dit, je trouve que ce que fait Steinhardt est très bien. Il fait ce que la science doit faire, même si ça lui a valu d'être ostracisé au sein de la communauté.”

Sil le Big Bounce est la principale théorie concurrente au bon vieux Big Bang, il n'en soulève pas moins des questions épineuses. Par exemple, la théorie du Big Bounce émet des conjectures qui n'ont pas été corroborées à ce jour sur la manière dont la gravité se comporte au terme du processus de contraction. “Nous ignorons totalement si le Big Bounce est juste ou non et, à cet égard, la théorie n'est guère différente du concept d'inflation”, décrypte Avi Loeb.

Ely Kovetz estime que, d'ici une dizaine d'années, il sera possible d'étudier tous les modèles d'inflation observables grâce aux progrès constants des appareils de mesure. “Si, au cours des dix années qui viennent, nous ne découvrons pas de modes B causés par l'inflation, nous n'en découvrirons sans doute jamais.”

Tant que toutes les possibilités n'ont pas été écartées, tant que subsiste l'espoir de mesurer quelque chose, la

communauté scientifique continuera de se focaliser sur le modèle d'inflation, juge Ely Kovetz : “C'est l'occasion pour nous de comprendre ce qui s'est passé au commencement, de découvrir les modes B. Les travaux menés dans ce sens mobilisent des dizaines et des centaines de millions de dollars. Plusieurs centaines de scientifiques planchent dessus dans le monde entier. Le problème de [la théorie de Steinhardt], c'est qu'elle ne propose pas de prévision vérifiable, hormis le fait qu'il n'y a pas de modes B. Si on avait une prévision, les scientifiques seraient déjà beaucoup plus nombreux à se pencher sur cette théorie. Mais dans le cas présent, le Big Bounce relève du royaume de la fiction.”

On a l'impression que les tenants de la théorie du Big Bang continueront d'attendre la grande découverte des modes B, tandis que la poignée de partisans de la théorie du Big Bounce les regardera comme une communauté conservatrice et bigote qui refuse de reconnaître une réalité nouvelle. Or la victoire des uns sur les autres, si tant est qu'elle survienne un jour, aura peut-être une tout autre origine.

La théorie du Big Bounce n'est en effet pas la seule à énoncer la possibilité d'un Univers sans commencement, sans “bang”. Une autre étude, publiée voilà quelques

“La théorie du Big Bang est en train de faire comme le Titanic. Elle prend l'eau.”

Paul Steinhardt,
COSMOLOGISTE

mois, évoque la possibilité d'un tel Univers en vertu d'une théorie de la gravité quantique appelée “Causal Set Theory” [CST, “théorie de l'ensemble causal”]. La CST a été imaginée en 1984 par un physicien de l'université de Syracuse [dans l'Etat de New York], le professeur Rafael Sorkin.

Les théories de la gravité quantique tentent de remédier à l'effondrement de la théorie de la relativité générale d'Einstein dans des conditions extrêmes, comme les conditions observées dans un trou noir ou pendant le Big Bang. Ses équations donnent alors pour résultat une gravité infinie, ce qui est jugé impossible d'un point de vue physique.

Là où, dans la théorie de la relativité, l'espace-temps est séquentiel et continu – une toile lisse qui sert de support à toute réalité –, la CST décrit l'espace-temps comme un ensemble de petits points séparés, comme des pixels sur un écran. Selon la spécialiste de physique théorique Stav Zalel, de l'Imperial College de Londres : “Si on dézoome, l'Univers semble lisse, comme une matière ordinaire dont on ne distingue pas de loin les différents atomes, mais, dans la CST, si l'on fait un zoom avant, on voit ces pixels.”

L'hypothèse selon laquelle l'Univers serait composé de quanta [plus petite mesure indivisible] d'espace-temps résout le problème central de la théorie de la relativité et du modèle cosmologique traditionnel. Selon la CST, il est inconcevable que la matière puisse être compressée en un point infiniment minuscule : elle ne peut pas être comprimée au-delà de la taille d'une unité d'espace-temps (de telles unités n'existent dans

aucun temps ni aucun espace, mais sont ce qui rend possible l'espace-temps).

Fay Dowker et Stav Zalel étudient actuellement la possibilité d'un modèle de CST appliqué à la cosmologie de la théorie du Big Bounce. De leur point de vue, reprend Stav Zalel, la théorie de Paul Steinhardt revêt un intérêt potentiellement considérable parce que, comme la CST, le Big Bounce évite le problème de la “singularité mathématique”, qui échappe à l'interprétation sous l'angle physique. “On essaie de déterminer, dans le cas où la CST et la théorie du Big Bounce seraient justes, ce que ça nous dirait de l'Univers, ce que ça nous permettrait de voir”, poursuit la chercheuse.

En attendant, la seule prévision que les scientifiques ont faite est la manifestation de signes subtils de polarisation datant de la genèse de l'Univers. “C'est un peu triste, reconnaît Ely Kovetz. Tout dépend d'une mesure qui, soit aura lieu et tranchera la question, soit n'aura pas lieu et laissera le dilemme en suspens ; il y a de bonnes chances pour qu'on ne mesure rien. Mais, tant qu'il y a une chance, nous la tenterons.”

L'homme s'est sans doute toujours posé des questions sur le commencement de l'Univers et, entre deux explications contradictoires, en a choisi une. Les civilisations comme les Égyptiens et les Babyloniens, et comme eux les hindous et les bouddhistes, ont ainsi avancé l'idée d'une chaîne cyclique infinie qui verrait l'Univers se dissoudre et se reformer sans discontinuer.

La tradition judéo-chrétienne, à l'inverse, décrit un Univers créé en un clin d'œil, dans un grand “bang”. Même si, plus tard, les midrashim [exégèses de la Bible dans le judaïsme] ont ouvert la porte à d'autres possibilités, comme dans l'Ecclésiaste Rabbah, un commentaire sur le livre de l'Ecclésiaste : “Le Saint construirait des mondes et les détruirait, créerait des mondes et les détruirait.”

Un seul “Que la lumière soit”, ou un cycle répété de créations et de destructions ? Sans doute n'aura-t-on jamais le fin mot de l'histoire. Ou peut-être découvrirons-nous que tout le monde a raison et que tous méritent un prix, comme disait le Dodo dans *Alice au pays des merveilles*. Roger Penrose, Prix Nobel de physique [en 2020], proposait une théorie originale qui conjugait les deux possibilités et supposait une série de cycles de Big Bangs. Dans le modèle de Roger Penrose, connu sous le nom de CCC – pour cosmologie cyclique conforme –, notre Univers poursuivra son expansion jusqu'à ce que toute matière s'effondre, quand même les particules élémentaires des atomes finiront par s'écartier considérablement les unes des autres. Au dernier stade de l'expansion, toute matière se transformera en lumière et, dès lors, il ne sera plus possible d'attribuer un critère temporel ou spatial à quoi que ce soit dans l'Univers.

Cet état, ajoute Roger Penrose, sera de facto identique à l'état conjecturé au moment du “bang”, où il n'y a pas d'espace-temps, mais juste une énergie considérable. En d'autres mots, d'après la CCC, l'Univers reviendra au terme de son expansion à son point de départ et se reformera, en vertu d'un cycle infini, comme l'Ouranos, le serpent dont la tête et la queue se rejoignent.

Et si ce peut être le cas pour l'Univers dans toute son immensité, comme le suggèrent le bouddhisme et l'hindouisme, peut-être (mais peut-être seulement) – qui sait ? – l'est-ce également pour la vie.

—Gidéon Lévy
Publié le 13 août

plein écran.



COURRIER INTERNATIONAL : Vous êtes né en Suède d'un père égyptien. Qu'est-ce que l'Égypte représente pour vous ?

TARIK SALEH : C'est le pays de mes rêves, ma seconde patrie. Quand j'étais petit, plutôt que des contes, mon père me racontait son enfance dans son village du delta du Nil [qui a inspiré le village natal d'Adam, le héros du film]. Quand je suis allé pour la première fois en Égypte, vers l'âge de 10 ans, ça a été un choc. Je ne sais plus si Anouar El-Sadate [président de 1970 à 1981] venait de mourir ou était encore au pouvoir, mais le pays portait les séquelles de la guerre [des Six-Jours (1967) puis du Kippour (1973) contre Israël]. Il y avait beaucoup de pauvreté. J'ai dû reconstruire l'image que j'avais du pays, en mêlant les récits de mon père et mon expérience.

L'Égypte est un pays magique, et pas que pour moi : même les livres suédois pour enfants parlent des pyramides et des pharaons, de toute cette civilisation dans l'ombre de laquelle nous [les Égyptiens] vivons encore aujourd'hui. J'ai un temps pensé déménager là-bas. C'est un pays qui m'inspire tellement ! J'aime les discussions que j'ai avec les chauffeurs de taxi, les barbiers... Au Moyen-Orient, les Égyptiens sont réputés pour leur humour, ils ont une vision très drôle de l'existence. Il faut dire que c'est l'unique façon de survivre dans une ville aussi dystopique que Le Caire.

J'ai été expulsé d'Égypte [en 2015] trois jours avant le début du tournage du *Caire confidentiel*, mon précédent film [un polar qui avait pour arrière-plan le pourrissement du régime de Hosni Moubarak, renversé en 2011]. À 7 heures du matin, quand

Tarik Saleh : “Dans ce film, j'ai créé une réalité parallèle”

Le 26 octobre sort en salle *La Conspiration du Caire*, un captivant film d'espionnage qui se déroule dans l'université égyptienne d'Al-Azhar, un haut lieu de l'islam sunnite. Rencontre avec son réalisateur.

J'ai traversé Le Caire en taxi pour gagner l'aéroport, une grande tristesse m'a soudain envahi. J'ai compris que c'était la dernière fois, que je ne reviendrais pas. Ma relation avec l'Égypte en est là aujourd'hui : j'ai le cœur brisé, mon histoire d'amour est devenue triste.

D'où vous est venue l'envie de tourner un film dont l'action se déroule à l'université cairote Al-Azhar, l'épicentre du pouvoir de l'islam sunnite ?

Mon grand-père [paternel] a étudié à

Al-Azhar, et cela m'a toujours fasciné.

Les années passant, tout ce que j'ai lu sur l'université n'a fait qu'alimenter mon intérêt. Puis j'ai relu *Le Nom de la rose*, d'Umberto Eco, un roman que j'avais découvert à l'adolescence [le récit d'une enquête policière dans une abbaye du XIV^e siècle, sous l'Inquisition]. Et je me suis dit : “Serait-il possible de raconter une telle histoire à l'intérieur d'Al-Azhar ?”

Que savez-vous du passage de votre grand-père à Al-Azhar ?

Peu de choses, si ce n'est qu'il y a appris le persan, la langue des poètes. Mon grand-père est mort quand j'étais adolescent, mais il a beaucoup compté pour moi. Et quand vous êtes, comme moi, fils ou fille d'immigré, votre héritage est très explicite. On vous rappelle tous les jours les sacrifices que vos aînés ont faits pour vous.

Mon grand-père et ma grand-mère, que je n'ai pas connue, étaient originaires du delta du Nil. Ils ont été les premiers de leurs villages à recevoir une instruction. Tous les deux sont devenus instituteurs. Puis ils se sont mariés, et ma grand-mère, pour pouvoir continuer à travailler, a dû demander l'autorisation du roi [la monarchie sera abolie en 1953]. À l'époque, il n'allait pas de soi qu'une femme mariée travaille ! On les a envoyés enseigner dans un village de pêcheurs.

L'université d'Al-Azhar, telle que vous l'avez reconstituée et filmée à Istanbul, dans la mosquée Süleymaniye, semble un lieu hors d'âge, intemporel. Est-ce un tableau fidèle de ce qu'elle est aujourd'hui ?

Non, j'ai créé une réalité parallèle en mélangeant les époques. Aujourd'hui, Al-Azhar est une université très moderne. On peut y étudier la médecine [depuis 1955, le lieu n'est plus dévolu aux études islamiques], les femmes peuvent s'y inscrire.

Quand les Fatimides ont fondé Al-Azhar [en 970, quand cette dynastie chiite ismaélienne a conquis l'Égypte], ils ont voulu créer un lieu consacré au savoir. Depuis toujours, l'université accueille des élèves de milieux pauvres : ils sont logés et nourris,

← Adam (Tawfeek Barhom), le héros de *La Conspiration du Caire*.

Photo Atmo, Memento distribution

Repères



LE CINÉASTE

Né en 1972, à Stockholm, d'une mère suédoise et d'un père égyptien, Tarik Saleh a d'abord fait carrière dans le graff, avant de se tourner vers le cinéma. C'est avec *Le Caire confidentiel*, un polar sur la chute du régime de Hosni Moubarak, qu'il accède à une reconnaissance internationale en 2017. Sélectionné au dernier Festival de Cannes, *La Conspiration du Caire*, son nouveau film, en est reparti avec le Prix du scénario.

LE FILM

Adam (Tawfeek Barhom), fils d'un pêcheur du delta du Nil, a reçu une bourse pour étudier au Caire, à l'université Al-Azhar, l'épicentre de l'islam sunnite. À peine vient-il d'arriver que le grand imam à la tête de l'institution meurt. Son remplacement suscite des tractations, des manigances et des rivalités au sein de l'institution, mais aussi avec la puissante sécurité d'État, qui aimerait que le nouveau grand imam lui soit favorable. À son corps défendant, Adam se retrouve impliqué dans ces conflits.

ils peuvent se consacrer à leurs études. L'enseignement y a longtemps été très progressiste, inspiré de la Grèce antique. Les élèves choisissaient leurs professeurs, et inversement. Les cours se faisaient en petits cercles [comme cela est montré dans le film]. Puis les Britanniques sont arrivés [de 1914 à 1922] et ont propagé un système d'enseignement davantage punitif.

L'enseignement de l'islam a également subi des changements. Il y a eu des périodes où, en Égypte, des érudits polyglottes traduisaient les philosophes grecs. Puis se sont répandues des idéologies qui affirmaient qu'il ne fallait lire que le Coran, ou des livres religieux. La lutte entre ces diverses approches est toujours en cours, au sein de l'islam comme au sein d'Al-Azhar.

Pourquoi était-il important pour vous de faire de l'université une bulle intemporelle dans la ville du Caire ?

Je suis un réalisateur de films de genre. Mon envie était de tourner un thriller d'espionnage [et non de broser un tableau de l'université aujourd'hui]. Ce qui m'intéressait, et je parle désormais de façon plus universelle, était d'explorer ce qui donne son pouvoir à une institution : la force des traditions. Chaque société a ses institutions immuables, avec leurs propres règles. Regardez la reine Élisabeth II, ou le roi de Suède [Charles XIV Gustave, sur le trône depuis 1973] : le moindre changement risque d'entamer l'emprise que l'institution royale a sur l'imagination des gens, très vite peut surgir l'idée d'élire le monarque.

La Conspiration du Caire n'est pas un film sur la religion, mais un film sur le pouvoir, sur la relation entre l'institution religieuse et l'État. Leur rivalité est aussi vieille que l'Égypte, c'est celle qui opposait autrefois le pharaon aux prêtres. Depuis qu'Al-Azhar a été créée, tous ceux qui ont dirigé l'Égypte ont dû composer avec son grand imam [un érudit, aussi

appelé cheikh Al-Azhar, qui dirige l'université et fait autorité dans le monde sunnite]. Saladin [sultan d'Égypte de 1174 à 1193], les Ottomans, les Français, les Britanniques, Gamal Abdel Nasser [président de 1956 à 1970], Anouar El-Sadate [1970-1981], Hosni Moubarak [1981-2011] : tous ont voulu contrôler l'institution. Mais elle n'a pas vacillé, elle est toujours là, comme le Vatican.

En contradiction apparente avec cette envie d'intemporalité, plusieurs portraits d'Abdel Fattah Al-Sissi, l'actuel président égyptien, sont visibles dans le film. Pourquoi ?

Sissi est le seul personnage de mon film qui ne soit pas fictif. Mais on le voit seulement en portrait. D'autres personnages rapportent ce qu'il aurait dit, sans qu'on sache si c'est vrai ou pas.

Ce que je montre dans mon film est à l'opposé de la réalité. Dans *La Conspiration du Caire*, le grand imam meurt, il faut le remplacer. Dans la réalité, l'actuel grand imam, Ahmed Al-Tayeb [en fonction depuis 2010], a déjà connu trois présidents successifs. Sissi est le nouveau pharaon, mais la rivalité entre pouvoir politique et pouvoir religieux subsiste. Je fais référence à Sissi, mais le dirigeant en poste aurait pu être Hosni Moubarak, Anouar El-Sadate, Gamal Abdel Nasser, un Britannique, un Turc ou même un pharaon : quel qu'il soit, l'université Al-Azhar doit faire avec et trouver le moyen d'assurer son autorité.

L'action se déroule dans trois lieux distincts : le village du delta du Nil dont est originaire Adam, la ville du Caire, l'université d'Al-Azhar. Comment voulez-vous que ces lieux interagissent à l'écran ?

J'ai beaucoup discuté à ce propos avec Pierre Rosenberg, mon chef décorateur, l'un de mes collaborateurs les plus

proches. Nous voulions que le village soit moderne : les habitants portent des vêtements modernes, ils ont des machines à laver, Adam conduit une mobylette. Il vient étudier à Al-Azhar et entre dans cette bulle temporelle dont nous avons parlé. Puis il sort dans la ville du Caire pour rencontrer Ibrahim [un officier de la sécurité d'État qui voudrait le recruter comme espion, joué par l'acteur libano-suédois Fares Fares].

Ibrahim a choisi comme lieu de rencontre une chaîne de cafés franchisés, genre Starbucks, car il sait qu'Adam n'y sera pas à l'aise : il vient d'une classe sociale qui ne peut se payer les boissons vendues là. En Égypte, vous n'êtes pas autorisé à entrer dans un Starbucks si vous portez une *jalabiya*, l'habit traditionnel, et les cafés sont hors de prix pour une bonne partie de la population. Partout dans le monde, de façon parfois plus subtile, c'est une façon pour la classe moyenne supérieure de se protéger des pauvres : imposer des prix et un code vestimentaire qui excluent.

Votre film sortira-t-il en salle dans le monde arabe ?

Je crois qu'il pourra être montré au Maroc et en Tunisie, et peut-être, je dis bien peut-être, au Liban. Mon film n'est pas polémique d'un point de vue religieux. Il ne franchit aucune ligne rouge, il n'attaque ni le Prophète ni le Coran. Ce n'était pas mon sujet. Je voulais parler du pouvoir temporel et de ses abus [et c'est ce qui peut déranger dans de nombreux pays du Maghreb et du Moyen-Orient, aux mains de régimes autoritaires].

Je m'efforce de conduire ma vie de façon respectueuse, je n'insulte pas les gens. Il n'était pas question pour moi de violer dans mon film les tabous de l'islam. Mais j'y suis aussi respectueux de Sissi et des agents de la sécurité d'État : je les dépeins comme intelligents, doués pour faire ce qu'ils font.

Ils manipulent, enlèvent et assassinent...

Oui, mais comme les services secrets de tous les pays du monde. Regardez la CIA et ses assassinats ciblés : ce n'est pas comme s'il y avait eu un vote démocratique pour décider qui sont les ennemis de l'État et s'il faut les liquider.

L'Égypte subit actuellement une répression très dure, car l'armée est au pouvoir. Mais tous les services secrets du monde sont brutaux. Ils font des choses dont nous préférons ne rien savoir. C'est parce que nous n'en savons rien que nous pouvons dormir tranquilles ici [en France ou en Suède].

—Propos recueillis par **Courrier international**

Courrier international est partenaire de ce film.

Vu d'Égypte

UN SUCCÈS EMBARRASSANT

"Vous imaginez bien que [...] le président Abdel Fattah Al-Sissi ne va pas nous proposer d'organiser une grande avant-première sur la place Tahrir [au centre du Caire] pour accueillir ce film en grande pompe", déclarait Tarik Saleh en mai dernier sur la chaîne de télévision franco-allemande Arte, pendant le Festival de Cannes, lors duquel *La Conspiration du Caire* était projetée en sélection officielle. Et d'ajouter : "Mais c'est complexe." L'accueil du film en Égypte est en effet complexe. Notamment pour la presse égyptienne, qui ne pouvait pas ne pas parler du Prix du scénario finalement remporté par ce réalisateur suédois d'origine égyptienne. "Qui est Tarik Saleh ?" a titré le quotidien égyptien

Al-Masry Al-Youm. "Beaucoup n'ont probablement pas entendu parler de lui", feint de croire ce grand journal dans un article qui passe sous silence que Tarik Saleh est interdit de séjour en Égypte depuis 2015, expulsé alors que devait commencer le tournage de *Le Caire confidentiel*. Le journal évoque ce précédent film du cinéaste, un polar dont l'action se déroule en marge du "printemps arabe" de 2011, mais sans dire qu'il a été interdit en salle. Sur le site égyptien **Al-Fagr**, le critique de cinéma égyptien Tareq Al-Shennaoui écrit tout le mal qu'il pense de *La Conspiration du Caire* : "J'ai dû parfois lire les sous-titres en anglais pour comprendre les acteurs", s'émeut-il en dénonçant l'arabe dialectal que parlent les principaux acteurs, plus proche du syro-libanais et du palestinien que de l'égyptien. Pour ne citer que les deux têtes d'affiche, Tawfeek Barhom est, en effet, israélo-palestinien et Fares Fares libano-suédois. "Mais ce n'est pas le principal souci", ajoute le journaliste. Le vrai problème du film réside dans sa méconnaissance du fonctionnement d'Al-Azhar. Et puisque le film ne rend pas compte fidèlement de certains règlements internes de l'institution religieuse, tout son propos ne serait, selon lui, que "naïveté politique et immaturité intellectuelle". Sur les réseaux sociaux, "certains ont vu dans le film une tentative de dénigrer le régime égyptien ou des oulémas d'Al-Azhar", rapporte le quotidien panarabe saoudien **Al-Arab**. Autrement dit, "un affront fait à l'islam". Le journal relève que l'université n'a, pour sa part, fait "aucun commentaire sur le film".

sport.




La crosse, fierté amérindienne

Pour des peuples autochtones des États-Unis et du Canada, ce sport qu'ils ont contribué à inventer est un moyen d'affirmer leur identité nationale et leur souveraineté. Ils espèrent concourir aux Jeux olympiques de Los Angeles, en 2028.

—The New York Times
(extraits) New York

La voix de Brendan Bomberry résonne de plus en plus fort et son débit s'accélère, tandis qu'il tente de galvaniser ses coéquipiers avec un discours truffé de jurons.

L'équipe nationale masculine haudenosaunee de crosse, qui représente les six nations de la Confédération haudenosaunee – les Cayuga, les Mohawk, les Onneiout, les Onondaga, les Sénéca et les Tuscarora –, va faire son entrée sur le terrain. Birmingham, en Alabama, accueille [en ce mois de juillet] les Jeux mondiaux, un événement inspiré des Jeux olympiques [mais qui regroupe des disciplines pour la plupart non olympiques]. La rencontre n'a pas vraiment d'enjeu, car l'équipe n'a plus de chance de décrocher une médaille.

Mais chaque match et chaque instant passé à porter le maillot des Haudenosaunee n'en revêtent pas moins une importance considérable, comme le rappelle Brendan Bomberry à ses coéquipiers. «Le sport n'a

peut-être pas de portée politique, mais pour notre peuple, si, martèle-t-il en tapant du poing. Montrons que nous avons du cœur. Cela compte pour les gens de chez nous.»

Pour les représentants du peuple haudenosaunee (qu'on appelait auparavant les Iroquois), l'enjeu va bien au-delà d'une simple victoire dans un match de crosse.

Les joueurs se battent en premier lieu pour obtenir une reconnaissance officielle au sein de la communauté sportive internationale – un objectif symbolique qui reflète le combat des nations amérindiennes pour affirmer leur identité nationale et leur souveraineté sur le plan géopolitique. Leur objectif? Participer aux JO de Los Angeles en 2028, où la crosse pourrait faire son grand retour dans la compétition, après plus d'un siècle d'absence.

Les Haudenosaunee bataillent également pour sauvegarder l'esprit de leur sport. La crosse est en plein essor dans le monde entier, mais ces dernières années les joueurs ont l'impression que leur discipline est souvent associée à une caricature de l'élite blanche vivant dans les banlieues

✓ L'équipe féminine nationale haudenosaunee lors des Jeux mondiaux en juillet dernier.

Photo Pete Kiehart/The New York Times

résidentielles aisées. Les Haudenosaunee, qui ont contribué à inventer cette discipline et la considèrent comme un sport sacré aux vertus thérapeutiques, veulent désormais reconquérir l'âme de la crosse.

Nets progrès. L'équipe masculine iroquoise, comme on l'appelait jusqu'à récemment, est reconnue par la Fédération internationale de crosse depuis 1988 – l'équipe féminine, elle, a été homologuée en 2008. Aujourd'hui encore, ces deux équipes sont les seules à représenter des peuples autochtones dans les compétitions internationales, toutes disciplines confondues.

Même s'ils sont loin de disposer du même vivier de talents que les autres grandes sélections nationales, comme les États-Unis ou le Canada, les Haudenosaunee ont beaucoup progressé ces dernières années. L'équipe masculine s'est classée troisième lors des deux dernières éditions des championnats du monde de crosse au champ, en 2014 et 2018.

Le comité organisateur des Jeux mondiaux a donc pris tout le monde de court en annonçant que les Amérindiens ne seraient pas présents à Birmingham – la crosse masculine a fait son entrée dans l'événement lors de cette édition, la version féminine, elle, était présente pour la deuxième fois. Cette décision serait apparemment due à des incertitudes quant à l'éligibilité de l'équipe. Les Haudenosaunee vivent en effet disséminés en Ontario, au Canada, et dans l'État de New York, aux États-Unis, et bien qu'ils possèdent leur propre passeport national, ils ne sont pas encore membres de l'ONU, ni du Comité international olympique (CIO).

L'équipe d'Irlande a résolu le problème en cédant sa place aux Haudenosaunee. «De quoi aurait l'air la compétition si la nation pionnière de la crosse, qui reste aujourd'hui l'une des meilleures du circuit, n'était pas représentée?» s'interroge Peter Milliman, l'entraîneur de l'équipe, qui n'est pas d'ascendance amérindienne. Cette question risque de résonner jusqu'aux JO de 2028.

En 2018, le CIO a accordé une reconnaissance provisoire à la Fédération internationale de crosse, lui permettant, ainsi qu'à ses nombreuses nations membres, de bénéficier de son soutien financier. Certains y voient le signe que la crosse pourrait redevenir une discipline olympique à Los Angeles en 2028 – sa dernière apparition dans la compétition date de 1908.

Si la communauté olympique décide d'intégrer l'un des sports les plus américains qui soient à ses prochains Jeux, qui se dérouleront aux États-Unis, peut-elle décemment en exclure ses créateurs?

Les Haudenosaunee ont plusieurs possibilités pour accéder à la compétition. Le CIO compte déjà parmi ses membres une douzaine de territoires qui ne font

pas partie de l'ONU, notamment Porto Rico et Hong Kong. S'ils veulent obtenir la pleine reconnaissance de l'institution, les Haudenosaunee devront constituer un comité olympique national, ce qui nécessitera de réunir des athlètes dans quatre autres disciplines au moins. Le CIO, qui a autorisé la participation d'équipes de réfugiés lors des dernières éditions des Jeux, pourrait également adresser une sorte d'invitation spéciale au peuple amérindien, sur le même modèle.

Tracy Shenandoah, 65 ans, est le conseiller spirituel de l'équipe masculine iroquoise, un rôle capital. Avant chaque

Seules les deux équipes nationales haudenosaunee de crosse représentent des peuples autochtones dans des tournois internationaux.

match de juillet, il a réuni les joueurs en cercle sur le terrain pour un moment de réflexion. Chacun inspirait une bouffée dans une pipe remplie de tabac, puis faisait circuler une glacière, buvant à tour de rôle quelques gorgées d'un thé médicamenteux, avant de se mouiller les mains et la tête avec la boisson.

Étendard violet. Le grand public semble de plus en plus sensibilisé aux origines de la crosse, et de plus en plus enclin à en apprendre davantage sur le sujet. Lors des championnats du monde féminins, disputés une semaine avant les Jeux mondiaux, l'équipe du Canada a arboré des tee-shirts aux couleurs d'Every Child Matters, une campagne de soutien aux survivants des pensionnats canadiens, dans lesquels l'État cherchait à assimiler les enfants amérindiens par des méthodes souvent brutales.

La Premier Lacrosse League [qui regroupe des équipes états-unienne et canadiennes] organise depuis peu des cérémonies de reconnaissance des terres en amont des matchs, pour honorer les peuples autochtones de la région. Et les stades nord-américains sont de plus en plus nombreux à arborer l'étendard violet des Haudenosaunee aux côtés des drapeaux des États-Unis et du Canada.

C'est pour toutes ces raisons que la notoriété acquise à Birmingham importe tant aux yeux des Haudenosaunee. «La société occidentale essaie encore et toujours de nous ostraciser et de nous faire disparaître des livres d'histoire», dénonce Kason Tarbell, un jeune joueur de l'équipe masculine. «Mais notre drapeau flotte désormais aux côtés de ceux des autres pays, c'est la preuve que nous sommes bien là et que nous n'abandonnons pas la lutte.»

—Andrew Keh
Publié le 27 juillet

histoire. 

Derrière le mythe de Colditz

1940-1945 — Allemagne

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands utilisaient le château de Colditz pour enfermer des officiers alliés spécialistes de l'évasion. Une réalité qui a donné naissance à bien des légendes.

—The Times (extraits) Londres

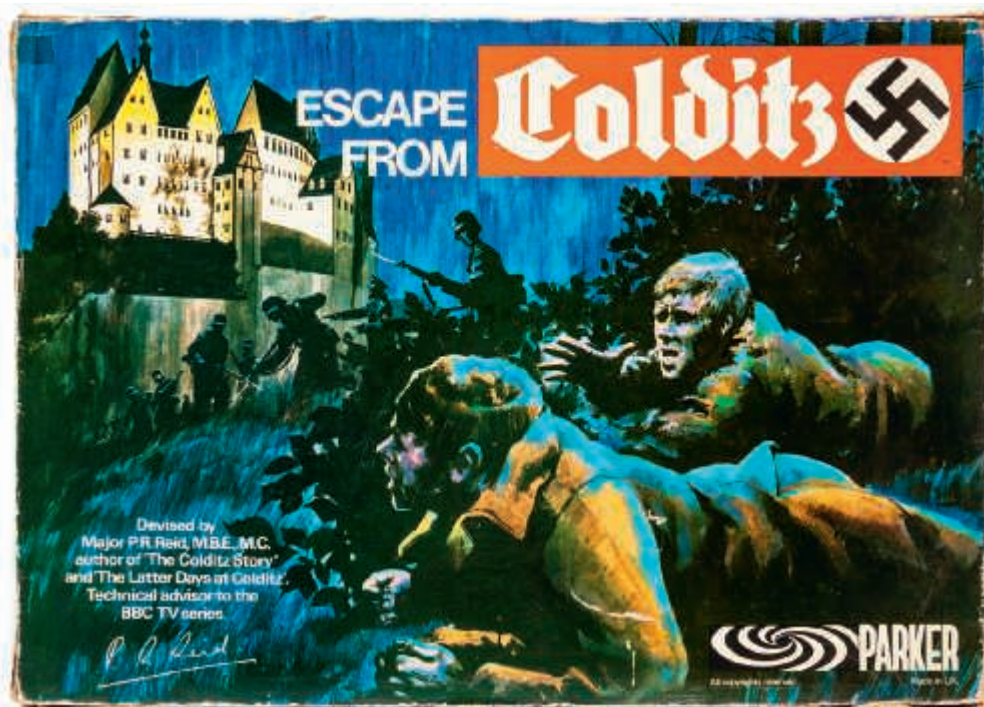
Il y avait deux camps de prisonniers à Colditz. Le premier est bien connu des Britanniques d'un certain âge : un immense château gothique juché sur une hauteur en Allemagne, qui abritait les prisonniers de guerre alliés les plus rétifs, un site qui a sa place dans notre mythologie nationale.

Dans l'autre camp, à la lisière de la ville, étaient enfermés des centaines de Juifs du camp de concentration de Buchenwald, condamnés à travailler jusqu'à la mort. Dans l'Aussenkommando 24, installé dans l'enceinte d'une ancienne faïencerie, près de 700 Juifs hongrois produisaient des armes pour l'effort de guerre allemand. Les prisonniers jugés "inaptes" étaient assassinés. L'espérance de vie était d'environ trois mois et demi.

Les prisonniers de guerre du château ignoraient tout du second camp et des massacres qui se déroulaient à quelques centaines de mètres d'eux. Même leurs gardiens allemands ont prétendu par la suite n'avoir rien su, un témoignage moins plausible. La veille de la libération de Colditz par l'armée américaine, alors que les forces allemandes vaincues se préparent à se retirer de la ville, les gardiens SS entreprennent d'exécuter les prisonniers, les abattant par groupes de cinq.

Personne ne sait combien de Juifs ont péri dans l'Aussenkommando 24. Cet autre camp de Colditz a été presque totalement occulté de l'histoire, éclipsé par le récit, plus familier, des prisonniers dans leur lugubre forteresse au sommet de son promontoire.

L'histoire de Colditz a été racontée pour la première fois par Pat Reid, un personnage haut en couleur qui s'était évadé et avait ensuite rédigé une série de livres sur le camp. Pour Reid, l'évasion était un jeu ; il avait même inventé un jeu de société, *Escape from Colditz*, auquel j'ai joué dans mon enfance. La série de la BBC, la plus



populaire jamais tournée pour la télévision quand elle a été diffusée, dans les années 1970, a gravé dans le marbre le récit de Reid, avec ses prisonniers turbulents, ces moustachus effrontés et flegmatiques qui creusaient des tunnels vers la liberté, défiaient ces lourdauds d'Allemands et gagnaient la guerre par d'autres moyens.

Mais tout cela n'était qu'en partie vrai. Certains prisonniers étaient, comme Reid, obsédés par la nécessité de s'évader. Mais beaucoup ne l'étaient pas. La légende voile bien d'autres aspects de l'histoire de Colditz, qui, comme le camp de travaux forcés, ont été délaissés parce qu'ils ne correspondaient pas au modèle des convenances.

Déguisements et grenier. Car Colditz est aussi une histoire de divisions, raciales, politiques et de classe, un monde où régnaient le désespoir et un ennui mortel, mais aussi la brutalité, la trahison et la folie. L'homosexualité était présente, soigneusement ignorée par Reid et d'autres chroniqueurs de l'histoire officielle. L'aumônier protestant s'était grandement inquiété de ce qu'il appelait "l'homosexualisme" dans le camp ; des hommes se déguisaient en femme pour jouer des pièces de théâtre et devenaient inévitablement des objets de désir.

Colditz a toujours été dépeint comme une histoire fondamentalement britannique, alors que, jusqu'à la toute fin de la guerre, les Britanniques étaient minoritaires. Des Canadiens étaient là avant l'arrivée des premiers prisonniers du Royaume-Uni. Il y avait des Polonais, des Néerlandais, des Belges, des Tchèques, des Australiens, des Néo-Zélandais, des Américains, et d'autres. Les Français ont d'ailleurs été plus efficaces que les Britanniques dans le domaine des évasions. Et à un moment, des officiers français antisémites ont scandaleusement exigé que leurs compatriotes juifs soient incarcérés à part, dans un grenier aussitôt surnommé le ghetto.

Les gardiens allemands étaient souvent plus nombreux que les prisonniers. Certains étaient

des nazis sans merci, ce qui n'était pas le cas de la plupart, et quelques-uns se sont montrés tout à fait civilisés : en particulier le capitaine Reinhold Eggers, responsable de la sécurité. Cet anglophile, ancien professeur qui avait enseigné à Cheltenham avant la guerre, ne comprenait pas pourquoi les prisonniers britanniques se montraient si grossiers avec lui, alors que les braves gens de Cheltenham avaient été si polis.

Et l'histoire de Colditz a un revers, plus sombre, complexe et nuancé, comme tout épisode de l'histoire qui entre dans la légende. L'histoire de l'Empire a été racontée sous la forme d'une épopée uniquement vertueuse ; aujourd'hui, nous jetons sur elle un tout autre regard, nous la voyons différemment, en quête d'un autre sens. Pendant des décennies, les gens ont contemplé les statues de Cecil Rhodes et vu en lui un des titans de l'Empire, non l'exploiteur raciste que beaucoup dénoncent de nos jours. Les faits historiques ne changent pas, ce sont nos interprétations, nos comportements et nos intérêts qui évoluent sans cesse. Les historiens du futur scruteront les événements actuels sous un jour fort différent. L'histoire de la guerre de Poutine en Ukraine, le règne de la reine Élisabeth, le mandat de Boris Johnson, tout cela sera écrit et réécrit pendant des années, et ne ressemblera pas à ce que nous pourrions attendre ; et à chaque génération, cette lecture changera.

Le mythe de Colditz était ancré dans une Grande-Bretagne de l'après-guerre qui voulait croire en des héros et des méchants simples, qui avait besoin de se rassurer, de penser que les sacrifices consentis avaient été nécessaires. La version de Reid, palpitante et enthousiasmante, était en réalité un conte moral. Aujourd'hui, nous sommes prêts à admettre que l'être humain est plus compliqué que ça. Il y a bien eu d'authentiques héros à Colditz ; mais il y a surtout eu, en majorité, des gens comme vous et moi.

—Ben Macintyre
Publié le 9 septembre

➤ **Escape from Colditz, un jeu de société inventé par le Britannique Pat Reid, qui s'était évadé du château.**

Photo Marc Tielemans/
Alamy/Photo12

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Octobre-novembre 2022
8,50 €

LA BOMBE DÉMOGRAPHIQUE

En 2100, il y aura 10 milliards d'humains sur Terre.
Comment gérer le vieillissement de la population et les déséquilibres
géographiques et économiques? Faut-il encore faire des enfants?
Les réponses de la presse étrangère.



Japon : le laboratoire du monde

Robotisation, recul de l'âge de la retraite... : l'archipel cherche
des solutions à la crise de la natalité.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

FAIRE LE PLEIN DE TRANQUILLITÉ

Choisir une PEUGEOT électrique ou hybride rechargeable, c'est bénéficier d'une offre d'installation à domicile de votre propre borne de recharge.



L'ÉLECTRIQUE SELON PEUGEOT

PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies

Peugeot a choisi Free2move eSolutions pour vous accompagner dans le choix et l'installation de la solution de recharge la plus adaptée à vos besoins. Plus d'informations sur <https://www.peugeot.fr/electrique-et-hybride/rouler-en-electrique/F2M-eSolutions.html>. OPEN – Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer